

Guide RDT sur les modalités de déclaration des transactions via le système de reporting direct des transactions.

Ce Guide constitue l'annexe 1 de l'instruction AMF n° 2007-06 relative à la déclaration à l'AMF des transactions sur instruments financiers par les prestataires et les succursales.

Sommaire :

1. OBJET DU DOCUMENT	2
1.1.....EVOLUTION DU SYSTEME RDT SUR LE PERIMETRE DES INSTRUMENTS FINANCIERS ADMIS AUX NEGOCIATIONS SUR UN MARCHÉ RÉGLEMENTÉ (MR) OU SUR UN SYSTEME MULTILATÉRAL DE NEGOCIATION (SMN).....	3
1.2. EXTENSION DU SYSTEME RDT AU PERIMETRE DES INSTRUMENTS FINANCIERS NON ADMIS AUX NEGOCIATIONS SUR UN MARCHÉ RÉGLEMENTÉ OU UN SYSTEME MULTILATÉRAL DE NEGOCIATION, MAIS DONT LA VALEUR DÉPEND D'UN INSTRUMENT FINANCIER ADMIS AUX NEGOCIATIONS SUR UN TEL MARCHÉ OU SYSTEME (ENTRÉE EN VIGUEUR LE 1 ^{ER} JANVIER 2012).....	3
2. PUBLIC VISE.....	5
3. SUPPORT AMF	5
4. TERMINOLOGIE.....	6
5. FINALITÉ DU REPORTING DIRECT DES TRANSACTIONS.....	7
5.1. DÉTECTION DES ABUS DE MARCHÉ	7
5.2. SUIVI DES INTERMÉDIAIRES ET ANALYSES THÉMATIQUES.....	7
5.3. ÉCHANGES D'INFORMATIONS ENTRE RÉGULATEURS EUROPÉENS	7
5.4. IMPORTANCE CAPITALE POUR L'AMF DE LA QUALITÉ ET DE L'EXHAUSTIVITÉ DES DÉCLARATIONS.....	7
6. PROCÉDURE DE DEMANDE DE CONNEXION	8
6.1. SITUATION DE VOTRE ÉTABLISSEMENT VIS-A-VIS DU REPORTING DIRECT DES TRANSACTIONS : LE QUESTIONNAIRE FONCTIONNEL.....	8
6.2. CRÉATION DE LA CONNEXION AU SYSTEME RDT.....	8
6.3. TESTS DE CONNEXION RDT	9
6.3.1. Accès à l'environnement de test – Information préalable de l'AMF	9
6.3.2. Modalités d'envoi des fichiers de test.....	10
6.3.3. Fréquence des traitements et modalités de mise à disposition des fichiers feedback....	10
6.3.4. Fin des tests.....	11
7. INFORMATIONS REQUISES DANS CHAQUE DÉCLARATION	11
7.1. IDENTITÉ DE L'ENTITÉ SOUMISE À L'OBLIGATION DÉCLARATIVE.....	11
7.2. IDENTITÉ DE L'ENTITÉ TRANSMETTANT LA DÉCLARATION	12
7.3. INSTRUMENT FINANCIER OBJET DE LA TRANSACTION.....	12
7.3.1. Cas d'une transaction portant sur un instrument financier admis sur un MR ou un SMN de l'EEE	12
7.3.2. Cas d'une transaction sur un instrument financier non admis sur un MR ou un SMN, mais dont la valeur dépend d'un instrument financier admis aux négociations sur un tel marché ou système	13
7.4. IDENTIFICATION DU LIEU DE NEGOCIATION	13
7.5. SENS DE L'OPÉRATION POUR LE DÉCLARANT	14

7.6.	QUANTITE DE TITRES, DE CONTRATS OU NOMINAUX ECHANGES	14
7.7.	COURS UNITAIRE DE LA TRANSACTION	15
7.8.	MONTANT TOTAL DE LA TRANSACTION.....	15
7.9.	IDENTITE DE LA CONTREPARTIE	15
7.10.	HORODATAGE DE LA TRANSACTION	16
7.11.	DATE DE DENOUEMENT THEORIQUE.....	17
7.12.	NATURE DE L'OPERATION.....	17
7.13.	IDENTIFIANT UNIQUE DE LA DECLARATION.....	18
7.14.	INDICATEUR D'ANNULATION	18
8.	MODALITES DE TRANSMISSION DES DECLARATIONS DE TRANSACTIONS	19
8.1.	REPORTING DES TRANSACTIONS PAR EXTRANET (RDT*E)	19
8.1.1.	<i>Masque de saisie des déclarations.....</i>	<i>19</i>
8.1.2.	<i>Délai de déclaration</i>	<i>19</i>
8.1.3.	<i>Gestion des modifications / annulations de déclarations</i>	<i>20</i>
8.2.	STRUCTURE GENERAL DU FICHIER DE DECLARATION (RDT*F)	20
8.2.1.	<i>Norme de nommage attendue</i>	<i>21</i>
8.2.2.	<i>Enregistrement d'en-tête</i>	<i>22</i>
8.2.3.	<i>Enregistrement de fin de fichier</i>	<i>23</i>
8.2.4.	<i>Structure et contenu des enregistrements constituant le corps du fichier.....</i>	<i>24</i>
8.2.4.1	<i>Cas d'une transaction sur instruments financiers admis aux négociations sur un MR et/ou SMN de l'EEE.....</i>	<i>25</i>
8.2.4.2	<i>Cas d'une transaction de gré à gré sur dérivé OTC mono sous-jacent dont le sous-jacent est un instrument financier admis aux négociations sur un MR de l'EEE</i>	<i>28</i>
8.2.5.	<i>Règles de garnissage et contrôles d'intégrités.....</i>	<i>32</i>
8.3.	EXEMPLES D'ENREGISTREMENTS.....	44
	<i>Instruments financiers admis aux négociations sur un MR ou un SMN de l'EEE.....</i>	<i>44</i>
9.	SUIVI DE PRODUCTION ET CONTROLE DE CONFORMITE DES DECLARATIONS	51
9.1.	DESCRIPTION DU PROCESSUS DE CONTROLE AUTOMATISE DES DECLARATIONS	51
9.2.	MOYENS MIS A DISPOSITION DES DECLARANTS PAR L'AMF.	52
9.2.1.	<i>Fichier de retour d'information (« feedback »).....</i>	<i>52</i>
9.3.	RESPONSABILITE DES DECLARANTS.....	52
10.	STRUCTURE DU FICHIER XML.....	53
10.1.	CAS D'UN FICHIER REJETE INTEGRALEMENT	53
10.2.	CAS DE 2 FICHIERS INTEGRES AVEC DES DECLARATIONS EN ALERTE.....	53
11.	LISTE DES CODES REJETS ET DES CODES ALERTES.....	54
11.1.	LISTE DES REJETS TECHNIQUES	55
11.2.	LISTE DES REJETS FONCTIONNELS.....	56
11.3.	LISTE DES ALERTES RESTITUEES DANS LE FEEDBACK	59
12.	RECOMMANDATIONS CESR : COMMENT DECLARER LES TRANSACTIONS SUR LES INSTRUMENTS DERIVES DE GRE A GRE.	61

1. OBJET DU DOCUMENT

L'Autorité des marchés financiers (AMF) met à la disposition des entités mentionnées à l'article 315-46 de son règlement général un système informatisé de Reporting Direct des Transactions (RDT) leur permettant de lui rendre compte des transactions qu'elles ont effectuées.

Le présent document a pour vocation de répondre à deux objectifs majeurs :

- présenter les évolutions techniques et fonctionnelles au système de reporting direct des transactions
- présenter les modalités pratiques de déclaration des transactions sur dérivés OTC (nouvelle obligation en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2012).

1.1. EVOLUTION DU SYSTEME RDT SUR LE PERIMETRE DES INSTRUMENTS FINANCIERS ADMIS AUX NEGOCIATIONS SUR UN MARCHE REGLEMENTE (MR) OU SUR UN SYSTEME MULTILATERAL DE NEGOCIATION (SMN)

Les évolutions du système RDT détaillées dans cette nouvelle version du Guide RDT concernent l'ensemble des prestataires de services d'investissement, y compris les sociétés de gestion de portefeuille et les succursales établies en France de prestataires agréés dans un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen autre que la France qui doivent transmettre à l'AMF les transactions qu'ils effectuent sur un instrument financier tel que mentionné au l'article 315-46 du règlement général de l'AMF.

Cette nouvelle version a pour objectif de répondre à 2 impératifs :

- renforcer les contrôles automatisés sur les déclarations reçues : les nouveaux contrôles « lot 1 » ont été mis en production dès juillet 2011, les nouveaux contrôles « lot 2 » ont été mis en production mi-octobre 2011 (cf. passage en bleu dans le texte),
- adapter le système RDT en cohérence avec le projet de place «Gestion de la dette française en capital » (cf. **8.2.5 / champ D11**).

L'actualisation du Guide RDT est également l'occasion pour l'AMF d'apporter des précisions sur le fonctionnement du système RDT, en réponse aux nombreuses questions qui ont été posées depuis le 1^{er} novembre 2007 par les établissements assujettis à l'obligation de déclaration des transactions.

Ces précisions portent notamment :

- sur les modalités de mise en œuvre du code All dans le système RDT : intégration au Guide RDT des spécifications publiées par le CESR en 2007 (cf. **7.3 et 8.2.5 / champs C1-C2**) ;
- sur les contrôles d'intégrité appliqués aux déclarations reçues : description des contrôles techniques appliqués à chaque fichier reçu en amont des contrôles fonctionnels appliqués à chaque déclaration (cf. **8.2.1, 8.2.2 et 8.2.3**), et affectation d'un code rejet à chaque contrôle (cf. **8.1**) ;
- sur l'environnement de test mis à la disposition des établissements (cf. **6.3**).

1.2. EXTENSION DU SYSTEME RDT AU PERIMETRE DES INSTRUMENTS FINANCIERS NON ADMIS AUX NEGOCIATIONS SUR UN MARCHE REGLEMENTE OU UN SYSTEME MULTILATERAL DE NEGOCIATION, MAIS DONT LA VALEUR DEPEND D'UN INSTRUMENT FINANCIER ADMIS AUX NEGOCIATIONS SUR UN TEL MARCHE OU SYSTEME (ENTREE EN VIGUEUR LE 1^{ER} JANVIER 2012)

L'extension du système RDT aux dérivés OTC, dont les modalités pratiques de mise en œuvre sont décrites dans cette nouvelle version du Guide RDT V3 (Cf. passages identifiés par un « *flag* » « Dérivés OTC »), concerne l'ensemble des prestataires de services d'investissement et les succursales établies en France de prestataires agréés dans un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen, à l'exclusion des sociétés de gestion de

portefeuille, qui doivent transmettre à l'AMF les transactions qu'ils effectuent sur un instrument financier tel que mentionné au II *bis* de l'article 315-46 du règlement général de l'AMF.

Ainsi, cette nouvelle version du Guide RDT V3 :

- présente les normes de garnissage attendues pour les nouveaux champs déclaratifs liés à l'entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2012 du reporting des transactions sur dérivés OTC,
- expose les différents contrôles d'intégrité liés à ces nouveaux champs déclaratifs.

Pour rappel, l'AMF a fait le choix de se conformer aux principes de reporting énoncés dans le document publié en octobre 2010 par le Comité européen des régulateurs de marchés de valeurs mobilières (CESR) « *How to report transactions on OTC derivative instruments* » (réf : CERS/10-661) (cf. document en français attaché en annexe de ce document, au paragraphe 10.3).

Les sections de ce document faisant référence à l'extension du RDT aux dérivés OTC sont identifiées par un « *flag* » précisant la particularité liée à cette extension.

Dérivé OTC

Passages dédiés à l'extension du RDT aux dérivés OTC.

2. PUBLIC VISE

Ce document s'adresse à la fois aux responsables de la conformité (RCSI / RCCI ou équivalent) des entités mentionnées à l'article 315-46 du règlement général de l'AMF et aux équipes informatiques (Maîtrise d'Ouvrage et Maîtrise d'œuvre) de ces entités.

Il contient des informations « Métiers » et des informations « Techniques » : les différentes sections de ce document sont identifiées par un « flag » précisant la nature des informations qu'elles contiennent.

Métier

Informations de nature fonctionnelle ou opérationnelle, destinées principalement aux RCSI/RCCI et aux équipes de Maîtrise d'Ouvrage

Technique

Informations de nature technique, destinées principalement aux équipes de Maîtrise d'Ouvrage et de Maîtrise d'œuvre.

Métier

3. SUPPORT AMF

Technique

Afin de faciliter la mise en application des dispositions relatives au reporting des transactions, plusieurs documents d'accompagnement sont mis en ligne en complément de ce guide dans la rubrique "Reporting des Transactions" de l'espace RCSI/RCCI du site Internet de l'AMF.

Si toutefois, suite à la lecture de ces documents, vous souhaitez obtenir des précisions complémentaires ou si vous rencontrez des difficultés particulières dans l'usage du système de Reporting Direct des Transactions, les équipes de l'AMF sont à votre disposition pour répondre à vos questions.

Afin d'en faciliter le suivi, l'AMF vous invite à formuler votre question par courriel, en utilisant les adresses génériques suivantes :

- Pour toute question fonctionnelle (périmètre des obligations déclaratives, modalités de remplissage des champs) : **rdt@amf-france.org** (les questions adressées à cette boîte générique sont prises en charge par la Division Suivi des intermédiaires de marché, au sein de la Direction des Marchés).
- Pour toute question technique (problèmes de connexion, de transfert de fichier) : **ExploitationAMF@amf-france.org**, avec copie à l'adresse **rdt@amf-france.org**.

4. TERMINOLOGIE

Métier

Dans l'ensemble de ce document, on entend par :

1° « Marché réglementé français » : marché réglementé au sens de l'article L. 421-1 du code monétaire et financier.

2° « Marché réglementé » : marché réglementé d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen.

3° « Prestataire de services d'investissement » (PSI) : les prestataires de services d'investissement sont les entreprises d'investissement et les établissements de crédit ayant reçu un agrément pour fournir des services d'investissement au sens de l'article D321-1 du code monétaire et financier. Le terme « PSI » sera utilisé dans son acception la plus large, visant à la fois les prestataires de services d'investissement français, y compris les sociétés de gestion de portefeuille, les prestataires agréés dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen, et les entités équivalentes dans les pays tiers.

4° « Déclarant » : ce terme désigne les entités mentionnées à l'article 315-46 du règlement général de l'AMF, à savoir les prestataires de services d'investissement français, leurs succursales établies dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou les succursales établies en France de prestataires agréés dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen.

5° « Instruments financiers » : sauf disposition particulière, instruments financiers mentionnés à l'article L. 211-1 du code monétaire et financier admis sur un marché réglementé d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen et/ou admis sur un système multilatéral de négociation organisé au sens de l'article 525-1 du règlement général de l'AMF.

6° « Système multilatéral de négociation » (SMN) : système multilatéral de négociation au sens de l'article L. 424-1 du code monétaire et financier ou un système équivalent dans un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen.

7° « Internalisateur systématique » : prestataire de services d'investissement exerçant l'activité d'internalisation systématique telle que définie à l'article L 425-1 du code monétaire et financier ou son équivalent dans un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen.

8° « TREM » : « *Transaction Report Exchange Mechanism* » système informatisé d'échange d'informations entre les différents régulateurs européens prévu par la directive MIF, dans le cadre de l'ESMA (Comité européen des régulateurs des valeurs mobilières en 2007).

5. FINALITE DU REPORTING DIRECT DES TRANSACTIONS

5.1. DETECTION DES ABUS DE MARCHE

Les déclarations RDT sont intégrées à l'application SESAM (Système Expert pour le Suivi des Activités de Marché) et exploitées quotidiennement par les outils de détection conçus par la Division Surveillance des Marchés. Ceux-ci comprennent à la fois des tests génériques visant à détecter des variations statistiquement anormales (notamment sur les cours, les volumes échangés ou les parts de marché des intervenants), et des tests spécifiques visant à détecter des scénarii particuliers (ex : front-running).

Depuis 2007, les outils de surveillance de l'AMF ont été progressivement étendus et couvrent aujourd'hui les principales classes d'actifs entrant dans le champ du *reporting* des transactions.

5.2. SUIVI DES INTERMEDIAIRES ET ANALYSES THEMATIQUES

Les déclarations sont également exploitées par la Division Suivi des intermédiaires de marché, dans le cadre du suivi individuel des intermédiaires ou aux fins d'analyses thématiques. La fiabilisation des déclarations transmises à l'AMF est l'une des missions confiées à cette division, en coopération étroite avec la Division Surveillance des marchés.

5.3. ECHANGES D'INFORMATIONS ENTRE REGULATEURS EUROPEENS

Une part importante des déclarations de transactions transmises à l'AMF est retransmise quotidiennement aux autres régulateurs européens dans le cadre du « Transaction Reporting Exchange Mechanism » (TREM).

En effet, une déclaration RDT adressée à l'AMF est automatiquement routée :

- Au régulateur du pays d'origine si la déclaration émane de la succursale française d'un PSI étranger (quel que soit l'instrument financier sur lequel porte la transaction). A titre d'exemple, toute transaction déclarée à l'AMF par la succursale française d'un PSI allemand est retransmise à la BAFIN via le système TREM (réciproquement, toute transaction déclarée à la BAFIN par la succursale allemande d'un PSI français est retransmise à l'AMF).
- Au régulateur compétent si la transaction porte sur un instrument financier dont la compétence revient à un autre régulateur (cf. articles 9, 10 et 14 du règlement européen CE 1287/2006). A titre d'exemple, toute transaction déclarée à l'AMF et portant sur un instrument financier pour lequel la FSA est l'autorité compétente est transmise à la FSA via le système TREM (réciproquement, toute transaction déclarée à la FSA et portant sur un instrument financier pour lequel l'AMF est l'autorité compétente est retransmise à l'AMF).

5.4. IMPORTANCE CAPITALE POUR L'AMF DE LA QUALITE ET DE L'EXHAUSTIVITE DES DECLARATIONS

Compte tenu de l'exploitation désormais intensive des déclarations RDT, directement par l'AMF ou indirectement par ses homologues, la qualité et l'exhaustivité des déclarations transmises revêtent une importance capitale pour l'AMF, puisqu'elles conditionnent la capacité du régulateur à mener à bien sa mission de surveillance des marchés et de suivi des intermédiaires.

L'AMF porte donc une attention particulière au respect par les établissements de leur obligation de déclaration des transactions.



6. PROCEDURE DE DEMANDE DE CONNEXION

6.1. SITUATION DE VOTRE ETABLISSEMENT VIS-A-VIS DU REPORTING DIRECT DES TRANSACTIONS : LE QUESTIONNAIRE FONCTIONNEL

En application de l'article 8 de l'instruction AMF n°2007-06, le questionnaire fonctionnel publié dans la rubrique « Reporting des transactions » de l'espace RCCI/RCSI du site internet de l'AMF, doit être retourné complété par le RCCI / RCSI de votre établissement, sous forme électronique exclusivement, à l'adresse rdt@amf-france.org.

Quels que soient les intervenants fonctionnels et techniques impliqués dans la mise en œuvre du dispositif, le RCCI / RCSI reste le correspondant privilégié de l'AMF ; par conséquent, seules les demandes de connexion émanant du RCCI / RCSI de l'établissement seront prises en compte.

Les informations indiquées dans le questionnaire fonctionnel doivent refléter la situation de l'entité au moment de l'envoi. Notamment, le code BIC 11 renseigné dans le questionnaire doit correspondre à un code référencé par SWIFT. Si le code BIC communiqué n'est pas référencé par SWIFT, le processus de délivrance d'une connexion est suspendu.

NB : toute entité nouvellement agréée par l'ACP ou par l'AMF doit envoyer à l'AMF le questionnaire fonctionnel complété afin de préciser sa situation vis-à-vis de l'obligation de déclaration des transactions, y compris si l'entité estime ne pas être soumise à cette obligation compte tenu de la nature de ses activités. Il appartient au RCSI/RCCI de s'assurer que le questionnaire fonctionnel dont dispose l'AMF est à jour en permanence : un questionnaire actualisé doit donc être adressé à l'AMF dès lors que certaines des informations communiquées dans le questionnaire évoluent (changement de code BIC, nouvelles coordonnées, recours à un nouveau mandataire, etc.).

6.2. CREATION DE LA CONNEXION AU SYSTEME RDT

L'AMF adresse au RCCI / RCSI demandeur un guide technique décrivant les modalités de connexion au système RDT, ainsi qu'un questionnaire technique permettant de connaître les caractéristiques du système d'informations de votre établissement qui sont nécessaires au paramétrage de la connexion.

Le guide technique contient toutes les informations permettant à votre établissement de choisir la modalité de déclaration la plus adaptée, ainsi que des informations confidentielles relatives aux modalités de connexion au réseau AMF. C'est donc pour des raisons de sécurité informatique que ce guide n'est pas publié sur le site Internet de l'AMF mais diffusé uniquement sur demande aux établissements qui souhaitent se connecter.

Le RCCI / RCSI demandeur retourne le questionnaire technique complété, sous forme électronique exclusivement, à l'adresse ExploitationAMF@amf-france.org avec copie à l'adresse rdt@amf-france.org.

L'AMF adresse les identifiants nécessaires à la connexion au RCCI / RCSI demandeur par le biais du système sécurisé SESTERCE. L'équipe technique de votre établissement dispose alors de tous les éléments lui permettant de finaliser l'activation de la connexion en collaboration avec le service informatique de l'AMF.

6.3. TESTS DE CONNEXION RDT

Une fois les paramétrages effectués conformément aux informations transmises via le questionnaire technique suscité, l'équipe technique de votre établissement peut prendre contact directement avec le service informatique de l'AMF afin de tester la connexion (envoi / réception). A l'issue de cette phase de tests, la connexion est opérationnelle d'un point de vue technique.

Un délai minimal de 3 semaines est à prévoir entre l'envoi à l'AMF du questionnaire technique complété et l'activation opérationnelle de la connexion.

NB : dans l'hypothèse où votre établissement cesserait d'utiliser une connexion existante (mandat confié à un tiers pour l'intégralité des transactions effectuées, arrêt de l'activité donnant lieu à déclaration, fusion avec un autre établissement disposant déjà d'une connexion), il vous est demandé de bien vouloir en informer l'AMF.

Une fois la connexion RDT techniquement opérationnelle, l'AMF recommande vivement aux établissements d'utiliser l'environnement de test qui est mis à leur disposition, afin de s'assurer – avant mise en production - que les déclarations générées par leurs systèmes sont conformes aux spécifications du Guide RDT.

Seul le système de déclaration par transfert de fichier (canal « RDT*F ») est concerné par les tests. En effet, dans la mesure où l'utilisation du système de déclaration par Extranet (canal « RDT*E ») ne nécessite aucun développement informatique, celui-ci n'est pas inclus dans l'environnement de test.

L'environnement de test mis à disposition permet de réaliser des tests « de bout en bout » (depuis l'envoi du fichier de déclaration jusqu'à la génération du fichier de feedback), et reproduit fidèlement le comportement du système de production, mais il n'a pas vocation à accueillir des volumes comparables au système de production. Par conséquent, il est demandé aux déclarants de limiter la taille des fichiers de tests transmis (max 100 000 déclarations).

Toutefois, si un établissement souhaite, pour une raison particulière, effectuer des tests sur une volumétrie plus importante, l'environnement le permet : il convient dans ce cas d'en informer au préalable l'AMF (par mail à rdt@amf-france.org).

6.3.1. Accès à l'environnement de test – Information préalable de l'AMF

Tout établissement désirant accéder à l'environnement de test doit envoyer un email à l'adresse : rdt@amf-france.org en indiquant :

- le nom de l'établissement
- son identifiant technique de connexion RDT
- les coordonnées d'un interlocuteur désigné pour les tests (nom, n° téléphone et email)
- la date souhaitée de début des tests
- la date prévisionnelle de fin des tests

Dès que les paramétrages nécessaires ont été effectués par l'AMF sur la plateforme de test, un email est adressé à l'établissement pour l'informer qu'il peut commencer à transmettre des fichiers de test. Ce paramétrage est effectué sous 24h, sauf incident.

Si un établissement souhaite prolonger les tests au-delà de la date prévisionnelle de fin communiquée initialement, il devra en informer l'AMF au plus tard 24h avant par email à rdt@amf-france.org, en indiquant une nouvelle date prévisionnelle de fin.

6.3.2. Modalités d'envoi des fichiers de test

Les fichiers de test doivent être transmis par le canal de production, en ajoutant impérativement « **test_** » devant le nom du fichier. Ils doivent donc respecter la règle de nommage suivante :

test_NNNNNNNNNNAAAAMMJJ.N où :

- ✓ « **_test** » permet aux systèmes AMF d'identifier que le fichier envoyé est un fichier de test et doit être routé vers l'environnement de test.
- ✓ NNNNNNNNNN est l'identifiant de l'appelant (ou « login RDT »), sur 10 caractères, figurant sur la fiche d'accès remise par l'AMF.
- ✓ AAAAMMJJ est la date du jour de production du fichier.
- ✓ N est un numéro d'ordre du fichier dans la journée.

Attention ! Les fichiers qui ne respectent pas la convention « **_test** » seront intégrés dans les systèmes de production.

6.3.3. Fréquence des traitements et modalités de mise à disposition des fichiers feedback

Le(s) fichier(s) transmis seront traités sur la plateforme de test à une fréquence régulière, qui sera au mieux quotidienne. Il n'est techniquement pas envisageable de faire tourner plusieurs traitements par jour. Par ailleurs, la priorité sera donnée aux traitements de production en toutes circonstances, ce qui pourrait entraîner la suspension des tests pendant plusieurs jours en cas d'incident.

Les déclarations envoyées sur l'environnement de test subissent l'ensemble des contrôles existants sur l'environnement de production.

Le fichier de feedback actualisé après chaque traitement de test sera mis à disposition dans le répertoire feedback, sous la forme d'un fichier nommé « **test_feedback.txt** » (le feedback de production étant nommé « **feedback.txt** »)

Dans l'hypothèse où vous n'auriez pas reçu de feedback actualisé 3 jours ouvrés après l'envoi des fichiers de test, il convient d'adresser un email à rdt@amf-france.org pour le signaler. La date prévisionnelle de mise à disposition du feedback vous sera alors communiquée.

Dans l'hypothèse où le fichier feedback actualisé suite à un traitement de test indiquerait qu'aucun fichier n'a été reçu de votre établissement alors que des fichiers ont été transmis en respectant la règle de nommage « **test_** », il convient d'appliquer la procédure suivante :

1. Envoyer de nouveau les fichiers de test par le canal de production en vérifiant que le préfixe « **test_** » est bien ajouté devant le nom du fichier.

2. Adresser un mail à ExploitationAmf@amf-france.org, avec copie à rdt@amf-france.org, indiquant le nom de votre établissement, son identifiant technique de connexion, le nom du ou des fichiers transmis et le nombre d'enregistrements contenus dans chaque fichier.

3. Un accusé de réception sera transmis par l'AMF pour confirmer la bonne réception des fichiers de test. Dans le cas contraire, le service informatique de l'AMF prendra contact avec l'interlocuteur désigné pour les tests afin d'identifier la cause du problème.

6.3.4. Fin des tests

L'établissement qui a terminé ses tests doit adresser un email à rdt@amf-france.org indiquant :

- le nom de l'établissement
- son identifiant technique de connexion RDT

Cette information conditionne la suppression des paramétrages de test pour votre établissement et donc l'arrêt de la mise à disposition des feedbacks de test. Cette suppression intervient sous 24h, sauf incident.

7. INFORMATIONS REQUISES DANS CHAQUE DECLARATION

Métier

Cette section décrit en termes fonctionnels les informations qui doivent être transmises dans chaque déclaration, étant entendu qu'une déclaration correspond à la « patte » vente ou la « patte » achat d'une transaction. Par conséquent, une transaction effectuée entre deux contreparties donnera lieu à deux déclarations.

Par ailleurs, les déclarations attendues doivent rendre compte fidèlement des caractéristiques d'une transaction **et non d'un flux de règlement-livraison**. Cette distinction est primordiale pour assurer la conformité des informations transmises, notamment pour ce qui concerne le cours de la transaction, l'heure de négociation et l'identification de la contrepartie.

7.1. IDENTITE DE L'ENTITE SOUMISE A L'OBLIGATION DECLARATIVE

Cette information correspond au champ « 1. Identification du déclarant » du tableau 1 de l'annexe 1 du Règlement (CE) n°1287/2006 du 10 août 2006.

Il s'agit donc de l'identité du « déclarant » tel que défini au chapitre 4, c'est-à-dire de l'entité dont les transactions doivent être déclarées au titre de ses obligations réglementaires. Ce n'est pas nécessairement l'entité qui transmet la déclaration à l'AMF.

Seule la codification BIC sur 11 caractères est autorisée : les entités qui ne disposeraient pas d'un code BIC doivent s'adresser à SWIFT pour demander qu'un code BIC leur soit attribué.

Des informations complémentaires sur les codes BIC sont disponibles sur le site Internet de Swift à l'adresse suivante: http://www.swift.com/products/bic_directory.

Si un déclarant correspondant à une entité réglementaire unique (prestataire agréé par l'ACP, succursale, ou société de gestion de portefeuille agréée par l'AMF) dispose de plusieurs codes BIC 11 (par exemple un par implantation), il devra toujours s'identifier avec le même code BIC 11 qu'il aura communiqué à l'AMF et à ses contreparties au préalable. Sauf exception à justifier, il s'agira du code BIC 11 dont le code Branch est « XXX » (Branch « générique »). Le code Branch « XXX » doit également être utilisé pour les déclarants qui possèdent un seul code BIC et n'ont jamais sollicité auprès de SWIFT la création de code Branch ; c'est notamment le cas des sociétés de gestion.

Dans le cas des groupes mutualistes, il est fréquent que la distinction entre les différentes entités régionales – qui constituent des entités réglementaires distinctes – soit faite au niveau du code Branch. Dans ce cas particulier, le code branch générique « XXX » ne pourra pas être utilisé.

Exemples :

- La Banque Postale devra toujours s'identifier avec le code PSSTFRPPXXX
- La Caisse d'Epargne de Picardie devra toujours s'identifier avec le code CEPAFRPP802

7.2. IDENTITE DE L'ENTITE TRANSMETTANT LA DECLARATION

L'instruction 2007-06 donne la possibilité à un déclarant d'utiliser plusieurs canaux déclaratifs pour procéder à la déclaration de tout ou partie des transactions qu'il effectue, et notamment de confier un mandat à un tiers.

Cette information correspond donc à l'identité de l'entité en charge de transmettre les déclarations à l'AMF (tiers mandaté par le déclarant, ou système de confrontation des ordres ou de déclaration autorisé par l'AMF). Etant donné que le recours à un tiers est optionnel, l'utilisation de ces champs est subordonnée à l'existence de ce tiers.

Les tiers ayant reçu mandat d'un déclarant dans les conditions prévues à l'article 8 de l'instruction 2007-06 devront s'identifier avec leur code BIC sur 11 caractères. Les marchés réglementés et les SMN devront s'identifier avec leurs codes MIC sur 4 caractères (MIC = Market Identifier Code - norme ISO 10383)

7.3. INSTRUMENT FINANCIER OBJET DE LA TRANSACTION

Cette information correspond aux champs « 6. Identification de l'instrument », « 7. Type de code instrument », « 8. Identification de l'instrument », « 9. Type code de l'identification de l'instrument sous-jacent », « 10. Type d'instrument », « 11. Date d'échéance », « 12. Type d'instrument dérivé », « 13. Option de vente / achat », « 14. Prix d'exercice », « 15. Multiplicateur du prix » du tableau 1 de l'annexe 1 du Règlement (CE) n°1287/2006 du 10 août 2006.

7.3.1. Cas d'une transaction portant sur un instrument financier admis sur un MR ou un SMN de l'EEE

Tous les instruments financiers admis sur un marché réglementé de l'Espace Economique Européen et possédant un code ISIN doivent être identifiés avec ce code, y compris les instruments dérivés listés. Des informations complémentaires sur la norme ISIN (ISO 6166) sont disponibles sur le site Internet de l'ANNA (Association of National Numbering Agencies) à l'adresse suivante: <http://www.anna-web.com/index.php/home/isinsaiso6166>.

En l'absence de code ISIN pour l'instrument financier concerné, et uniquement dans ce cas, celui-ci doit être identifié par son code AII (Alternative Instrument Identifier), conformément au communiqué CESR 07_627b, daté du 26 octobre 2007 (cf. pages 2 et 6 du communiqué).

Le type d'identifiant – ISIN ou AII - à utiliser pour chaque marché est précisé dans la colonne « Instrument Identifier » de la rubrique « Regulated Markets » sur le site ESMA MIFID Database (<http://mifiddatabase.esma.europa.eu/>).

Le code AII doit notamment être utilisé pour les transactions effectuées sur EUREX et sur les marchés dérivés gérés par Euronext (LIFFE UK, LIFFE Brussels, etc.)

7.3.2. Cas d'une transaction sur un instrument financier non admis sur un MR ou un SMN, mais dont la valeur dépend d'un instrument financier admis aux négociations sur un tel marché ou système

Dérivé OTC

Dans le cas d'une transaction sur dérivés OTC, il est demandé d'identifier l'instrument financier objet de la transaction par :

- le code ISIN du sous-jacent au contrat dérivé (**champ obligatoire**)

Exemples :

Pour un contrat d'option exécuté de gré à gré, dont le sous-jacent est un instrument financier admis aux négociations sur un MR de l'EEE, il est attendu que l'instrument financier soit identifié par le code ISIN de l'action sur lequel porte le contrat d'option.

De même, dans le cas d'un contrat de CDS dont le sous-jacent est un instrument financier admis aux négociations sur un MR de l'EEE, il est attendu que l'instrument financier soit identifié par le code ISIN de l'obligation de référence du contrat de CDS.

- le Markit clip (markit code) dans le cas d'une transaction portant sur un contrat de CDS (champ optionnel)
 - le type de dérivé (**champ obligatoire**):
 - « O » pour Options
 - « W » pour Warrants
 - « F » pour Futures / Forwards
 - « D » pour Cfd / Trs
 - « X » pour Spread bets
 - « S » pour Swaps
 - « Z » pour Cds
 - « K » pour Dérivés complexes
 - le code type d'option (champ obligatoire pour les contrats d'options / warrants) :
 - « C » « *call* » pour les contrats d'achat sur option / warrant
 - « P » « *put* » pour les contrats de vente sur option / warrant
 - le « *price multiplier* » (champ obligatoire pour les contrats d'options / warrants / futures – forwards / cfd – trs)
 - le prix d'exercice (champ obligatoire pour les contrats d'options / warrants)
 - la date d'échéance (champ obligatoire pour les contrats d'options / warrants / futures – forwards / cfd - trs)
- Si le contrat dérivé possède un code ISIN propre, celui-ci peut être précisé (champ optionnel)

7.4. IDENTIFICATION DU LIEU DE NEGOCIATION

Cette information correspond au champ « 21. Identification du lieu d'exécution » du tableau 1 de l'annexe 1 du Règlement (CE) n°1287/2006 du 10 août 2006.

Le lieu de négociation sera identifié, en fonction de sa nature :

- par le code « XOFF » pour les transactions de gré à gré
- par son code MIC pour les marchés réglementés et les SMN

- par son code BIC pour les internalisateurs systématiques.
- par le code « XXXX » pour les transactions sur dérivés OTC

Dérivé OTC

Des informations complémentaires sur la norme ISO 10383 (codes MIC) sont disponibles sur le site Internet de l'ANNA à l'adresse suivante <http://www.anna-web.com/index.php/home/micaiso10383>.

7.5. SENS DE L'OPERATION POUR LE DECLARANT

Ce champ correspond au champ «4. Indicateur d'achat/de vente » du tableau 1 de l'annexe 1 du Règlement (CE) n°1287/2006 du 10 août 2006.

Il doit être renseigné selon la logique suivante :

- Si le déclarant intervient en compte propre, il s'agit du sens de l'opération selon la perspective du déclarant.
- Si le déclarant intervient pour le compte d'un client, il s'agit du sens de l'opération selon la perspective du client.

7.6. QUANTITE DE TITRES, DE CONTRATS OU NOMINAUX ECHANGES

Cette information correspond aux champs «18. Quantité» et « 19. Unité de quantité » du tableau 1 de l'annexe 1 du Règlement (CE) n°1287/2006 du 10 août 2006.

La quantité échangée doit être exprimée :

- En nombre d'unités (nombre de titres ou nombre de contrats financiers) pour les instruments financiers traités en unité,
- En montant nominal pour les obligations traitées en nominal,

Pour les transactions sur dérivés OTC, il convient de se référer à la recommandation du CESR, dont la traduction française est annexée au 10.3.

Dérivé OTC

Le « type d'expression de la quantité » (nouveau champ D11) précise si la quantité est exprimée en nombre d'unités ou en nominal. La création de ce nouveau champ vise à adapter le système RDT en cohérence avec le projet de place «Gestion de la dette française en capital » (basculé prévue au 4^{ème} trimestre 2011).

La prise en compte de ce nouveau champ dans le *reporting* sera gérée en deux temps:

- A compter de juillet 2011, les établissements qui expriment la quantité en nominal dans leurs déclarations RDT sont invités à renseigner ce nouveau champ,
- Une fois la migration de Place effective, tous les établissements devront exprimer la quantité selon les règles prévues dans les cahiers des charges AFTI / CFONB, en renseignant le nouveau champ « type d'expression de la quantité » à « FMT » lorsque la quantité est exprimée en nominal et à « UNT » lorsque la quantité est exprimée en nombre de titres.

Toutefois, afin de limiter l'impact de cette évolution, les établissements qui n'interviennent pas sur le marché obligataire, et dont les transactions portent exclusivement sur des instruments financiers dont la quantité est exprimée en unité, sont autorisés à laisser vide ce nouveau champ : la valeur vide (i.e. 3 espaces), comme la valeur « UNT », signifiera donc que la quantité est exprimée en unité.

Par ailleurs, ce nouveau champ est positionné en fin de fichier (sur les 3 premiers caractères du filler prévu initialement), afin que la structure existante des déclarations ne soit pas modifiée.

7.7. COURS UNITAIRE DE LA TRANSACTION

Cette information correspond au champ «16. Prix unitaire» du tableau 1 de l'annexe 1 du Règlement (CE) n°1287/2006 du 10 août 2006.

Elle est complétée par deux informations permettant de connaître l'expression du cours, qui correspond au champ «17. Unité de prix» du tableau 1 de l'annexe 1 du Règlement (CE) n°1287/2006 du 10 août 2006.

Il s'agit du prix par titre ou contrat dérivé, hors frais / commissions et, pour les transactions sur titres de créances, hors intérêts courus (prix pied de coupon exprimé en %).

Pour les transactions sur instruments financiers à terme, il s'agit du prix unitaire d'un contrat exprimé en devise, qui ne correspond pas nécessairement au cours coté sur le marché (en effet, ce dernier peut être exprimé en points d'indices ou en prix à la tonne, et ne tient pas compte du coefficient multiplicateur qui constitue une caractéristique spécifique à chaque contrat).

Pour les transactions sur dérivés OTC, il convient de se référer à la recommandation du CESR, dont la traduction française est annexée au 10.3.

Dérivé OTC

Le champ « Expression du cours » permet de distinguer les cours exprimés en pourcentage des cours exprimés à la pièce (en unité monétaire). Pour les cours exprimés à la pièce la devise du cours doit être renseignée en utilisant la norme ISO 4217 sur 3 positions alphanumériques. Des informations complémentaires sur la norme ISO 4217 sont disponibles sur le site Internet de l'International Organization for Standardisation (ISO) à l'adresse suivante <http://www.iso.org/iso/en/prods-services/popstds/currencycodeslist.html>

7.8. MONTANT TOTAL DE LA TRANSACTION

Ce montant doit correspondre au montant brut de la transaction (hors frais). Pour les titres de créances, ce montant inclut le coupon couru.

- Champ obligatoire pour toutes transactions réalisées sur un titre.
- Champ facultatif pour toutes transactions réalisées sur un contrat financier (la notion de « montant échangé » est peu significative pour les contrats Futures, par exemple).
- Champ non demandé pour les transactions sur dérivés OTC.

Dérivé OTC

Un second champ précise la devise dans laquelle est exprimé le montant total de la transaction. Il est obligatoire de renseigner ce champ en cohérence avec le champ « montant ».

7.9. IDENTITE DE LA CONTREPARTIE

Cette information correspond au champ «20. Contrepartie» du tableau 1 de l'annexe 1 du Règlement (CE) n°1287/2006 du 10 août 2006.

La contrepartie de la transaction sera identifiée :

- Dans le cas où la contrepartie est un PSI, par son code BIC sur 11 caractères, qui doit être référencé dans le répertoire BIC diffusé par SWIFT.

L'identification de la contrepartie par un code BIC 11 est obligatoire :

- Pour toutes les transactions effectuées sur les marchés réglementés ou SMN sans anonymat (c'est notamment le cas de certaines plates-formes obligataires).
- Pour toutes les transactions effectuées de gré à gré avec un PSI de l'EEE.
- Pour toutes les transactions sur dérivés OTC avec un PSI de l'EEE.

Dérivé OTC

- Dans le cas où la déclaration concerne une opération exécutée sur un marché réglementé ou un SMN avec anonymat, il sera considéré que la contrepartie est ce marché ou ce SMN (ou la contrepartie centrale pour ce marché, par exemple la chambre de compensation), qui devra être identifié par son code MIC.
- Lorsque la contrepartie d'une transaction n'est ni un PSI de l'EEE, ni un SMN, ni un marché réglementé (ou sa contrepartie centrale), la contrepartie est dite « non déclarable ». Par ailleurs, si cette contrepartie n'est pas elle-même soumise à une obligation déclarative, l'AMF ne recevra qu'une seule déclaration pour cette transaction,

Toutefois, dans le cas où la contrepartie de la transaction est un établissement financier établi dans un Etat situé en dehors de l'Espace Economique Européen, ou une entité non PSI mais identifiée par un code BIC, elle peut être déclarée à condition d'être identifiée par son code BIC 11.

- Lorsque la transaction est effectuée selon les modalités définies au II de l'article 315-46 du règlement général de l'AMF (transaction en compte propre dont l'exécution est confiée à un tiers), l'identité de la contrepartie ne sera pas renseignée (le tiers auquel l'exécution de l'ordre est confié n'est pas la contrepartie de la transaction). Néanmoins, le caractère « indirect » de l'exécution sera précisé afin de permettre à l'AMF de distinguer ces transactions des transactions exécutées par le déclarant lui-même.

Précision importante :

Dans le cas où la contrepartie est un PSI, l'identifiant indiqué doit permettre d'identifier la contrepartie de marché et non, si elle est distincte, la contrepartie du mouvement de règlement/livraison.

Exemple :

- Transaction effectuée de gré à gré entre le PSI A et le PSI B, la tenue de compte de ce dernier étant assurée par le PSI C. Le mouvement de règlement/livraison aura lieu entre PSI A et PSI C, mais le PSI A devra bien identifier le PSI B comme sa contrepartie dans la déclaration RDT.

7.10. HORODATAGE DE LA TRANSACTION

Cette information correspond au champ «2. Jour de la transaction » et au champ «3. Heure de la transaction » du tableau 1 de l'annexe 1 du Règlement (CE) n°1287/2006 du 10 août 2006.

Le jour d'exécution de la transaction est déclaré au format YYYY-MM-DD et l'heure de transaction est déclarée au format HH:MM:SS (norme ISO 8601).

Des informations complémentaires sur la norme ISO 8601 sont disponibles sur le site Internet de l'International Organization for Standardisation (ISO) à l'adresse suivante <http://www.iso.org/iso/en/prods-services/popstds/datesandtime.html>.

L'heure de référence de la négociation de l'opération est l'heure de Paris, France, même si la transaction a été exécutée sur un marché situé dans un fuseau horaire différent.

Pour les transactions exécutées sur un système électronique, l'heure de négociation attendue est l'heure à laquelle les intérêts acheteurs et vendeurs ont été matchés pour conclure une transaction. Pour les transactions de gré à gré, c'est l'heure à laquelle les deux contreparties se sont accordées sur les caractéristiques de l'opération (quantité échangée et prix). L'AMF admet qu'il puisse exister un léger décalage entre l'heure exacte de négociation et son enregistrement dans les systèmes, mais en aucun cas ce décalage entre l'heure réelle de négociation et l'heure déclarée ne pourra être supérieur à 15 minutes.

L'AMF rappelle que les PSI doivent déclarer de manière unitaire chacune des transactions qu'ils effectuent : par conséquent, pour les ordres exécutés de manière fractionnée, il convient de déclarer autant de transactions qu'il y a d'exécutions fractionnées (1 ordre exécuté en N fois se traduira par la déclaration de N transactions).

La seule exception envisageable à cette règle concerne les établissements qui effectuent des transactions en compte propre dont l'exécution est confiée à un tiers (situation du PSI A, qui confie l'exécution au PSI B dans le cas N°5 décrit au 11.1.2) : dans l'hypothèse où le PSI A n'obtient pas du PSI B le détail des exécutions fractionnées mais seulement un avis d'opéré global, le PSI A n'a pas d'autre alternative que de déclarer une seule transaction, avec une heure de négociation correspondant à l'heure de la dernière exécution.

7.11. DATE DE DENOUEMENT THEORIQUE

Il s'agit de la date de livraison des instruments financiers telle qu'elle est prévue au moment de la négociation.

Lorsque la transaction est effectuée un jour J, la date convenue pour la livraison des titres est standardisée à J+3 ouvrés sur Euronext Paris ; en revanche, pour une transaction effectuée de gré à gré, les deux contreparties peuvent s'accorder sur une date de livraison non standard, à J+5 ou J+7 par exemple.

Cette information doit impérativement être renseignée pour les transactions portant sur des titres. En effet, cette information participe à la définition du prix des transactions sur obligation et elle est utilisée pour les contrôles opérés par l'AMF en aval de la collecte. En revanche, **elle doit être laissée vide pour les déclarations portant sur des instruments financiers à terme.**

7.12. NATURE DE L'OPERATION

Cette information correspond au champ «5. Qualité» du tableau 1 de l'annexe 1 du Règlement (CE) n°1287/2006 du 10 août 2006.

Elle précise la nature de l'opération pour le déclarant, qui doit distinguer deux natures d'opération :

- Transaction réalisée en compte propre : doit être indiquée par un « P » pour « Principal » (définition du Règlement Européen : pour son propre compte et en son propre nom ou pour son propre compte et au nom d'un client).
- Transaction réalisée pour compte de tiers : doit être indiquée par un « A » pour « Agent » (définition du Règlement Européen : pour le compte et au nom d'un client).

7.13. IDENTIFIANT UNIQUE DE LA DECLARATION

Cette information correspond au champ «22. Numéro de référence de la transaction» du tableau 1 de l'annexe 1 du Règlement (CE) n°1287/2006 du 10 août 2006.

Ce champ doit être renseigné avec la référence interne et unique de la déclaration dans les systèmes de l'entité émettrice de la déclaration. Cette référence ne doit jamais se répéter dans le temps et doit permettre de remonter la piste d'audit jusqu'à l'opération enregistrée dans les systèmes du déclarant.

Elle sera notamment utilisée à des fins de dialogue entre le déclarant et l'AMF, qui peut être amené à demander ponctuellement au déclarant des informations complémentaires sur les caractéristiques de la transaction déclarée. Elle est également indispensable à la gestion des annulations /modifications, et au contrôle du recyclage des déclarations rejetées.

7.14. INDICATEUR D'ANNULATION

Cette information correspond au champ «23. Mention d'annulation» du tableau 1 de l'annexe 1 du Règlement (CE) n°1287/2006 du 10 août 2006.

Les modalités de garnissage de ce champ sont précisées plus bas (paragraphe 8.2.5). Néanmoins, le principe général est le suivant :

- Pour annuler une déclaration précédemment transmise et intégrée par le système de l'AMF, il convient de transmettre une déclaration d'annulation identique à la déclaration initiale, mais avec l'indicateur d'annulation renseigné à « O ».
- Pour modifier une déclaration précédemment transmise et intégrée par le système de l'AMF, il convient de transmettre 2 déclarations : une déclaration d'annulation et une déclaration modifiée (cf. spécificités concernant les déclarations via Extranet au paragraphe 8.13).

NB : si une déclaration est rejetée par le système de l'AMF, il convient de transmettre dans les meilleurs délais une déclaration corrigée ; en revanche, il n'y a pas lieu de transmettre une déclaration d'annulation pour annuler la déclaration qui a été rejetée.

8. MODALITES DE TRANSMISSION DES DECLARATIONS DE TRANSACTIONS

Deux modes de transfert d'informations sont mis à la disposition des déclarants ou des tiers qu'ils mandatent pour déclarer les transactions via RDT :

- un outil transactionnel via Extranet adapté aux entités ayant un faible volume de transactions à déclarer (mode RDT*E).
- un transfert de fichiers via SFTP (mode « RDT*F ») pour les entités devant déclarer un volume important de transactions.

Une entité peut, si elle le souhaite, accéder aux deux modes de déclaration (transferts de fichiers et saisie manuelle via Extranet), afin d'utiliser la modalité la plus appropriée à chaque activité (ex : transfert de fichiers pour les activités à fort volume et saisie Extranet pour les activités à faible volume).

8.1. REPORTING DES TRANSACTIONS PAR EXTRANET (RDT*E)

Le détail des fonctionnalités de cet Extranet sera présenté dans un manuel utilisateur spécifique, qui sera mis à jour au fur et à mesure des modifications qui pourraient être apportées à cet outil.

8.1.1. Masque de saisie des déclarations

Le masque de saisie est accessible par le menu « Saisir » de la rubrique « Gestion des déclarations »

Les règles de garnissage des champs sont strictement identiques aux règles applicables aux déclarations par transfert de fichiers (cf. paragraphe 8.2.4), à ceci près qu'il est inutile de compléter les champs partiellement renseignés par des « 0 » ou par des blancs.

Les fonctionnalités suivantes sont également accessibles sous la rubrique « Gestion des déclarations » :

- Consultation de l'historique des transactions déclarées via RDT*E (menu « Consulter »).
- Modification / annulation des déclarations saisies dans RDT*E (menu « Consulter »).
- Paramétrage du masque de saisie (menu « Profil ») : ce menu permet d'enregistrer un certain nombre de paramètres par défaut (exemple : identifiant du déclarant).

8.1.2. Délai de déclaration

Toute déclaration saisie via RDT*E un jour J, jusqu'à 23H59, est considérée comme ayant été déclarée à J. Conformément aux dispositions du III de l'article 315-46 du règlement général de l'AMF, une transaction effectuée un jour J doit donc être saisie au plus tard le jour ouvré suivant la date de négociation à 23h59 selon le calendrier TARGET.

Les déclarations tardives seront intégrées dans le système RDT, à condition qu'elles soient par ailleurs conformes aux spécifications détaillées dans ce Guide, mais elles donnent lieu à la génération d'alertes restituées à l'entité émettrice et suivies par les services de l'AMF.

8.1.3. Gestion des modifications / annulations de déclarations

Le menu « Consulter » permet d'accéder à l'historique des déclarations saisies via RDT*E. Le détail des déclarations transmises par transfert de fichiers (RDT*F) ne peut pas être visualisé sous l'Extranet. Un utilisateur accède aux seules déclarations faites sous son identifiant.

Les modifications / annulations peuvent être réalisées sur toutes les déclarations RDTE disponibles dans l'historique ainsi consultable, grâce aux boutons « Modifier » et « Annuler ». L'Extranet génère alors automatiquement les déclarations attendues. La fonction « Annuler » génère une déclaration annulante présentant les mêmes caractéristiques que la déclaration initiale, sans que l'utilisateur soit contraint de saisir à nouveau toutes ces caractéristiques. La fonction « Modifier » permet de générer à la fois la déclaration annulante et la déclaration corrigée sans ressaisie complète.

Il est également possible d'annuler via Extranet une déclaration préalablement transmise par fichier, mais cela implique de saisir manuellement, via le menu de saisie, une déclaration présentant les mêmes caractéristiques que la déclaration initiale, à l'exception de l'indicateur d'annulation qui doit être renseigné à « Oui » (déclaration annulante).

De même, il est possible de modifier via Extranet une déclaration préalablement transmise par fichier en saisissant une déclaration annulante, puis en saisissant une déclaration corrigée. La déclaration corrigée, comme la déclaration annulante, devra porter le même identifiant unique de déclaration que la déclaration initiale.

Bien que cette seconde procédure soit plus lourde, elle permet au déclarant d'annuler ou de modifier une déclaration erronée sans avoir à générer un fichier.

Rappel : il n'y a pas lieu d'annuler une déclaration rejetée dans la mesure où elle n'a pas été intégrée dans le système de l'AMF.

Le menu « Statistiques » de l'Extranet permet aux déclarants qui déclarent exclusivement par Extranet de visualiser le contenu du feedback les concernant.

Cet écran permet également aux déclarants qui déclarent par transfert de fichier (RDT*F) de contrôler quotidiennement la bonne intégration des informations transmises.

Le menu « Statistiques » de l'Extranet permet de visualiser un compte-rendu par journée, sur une profondeur d'historique de 30 jours.

Cet écran constitue une alternative ou un complément à l'utilisation des fichiers de feedback.

8.2. STRUCTURE GENERAL DU FICHIER DE DECLARATION (RDT*F)

Technique

Ce paragraphe décrit la structure attendue du fichier ainsi que son contenu.

Chaque fichier sera constitué de trois parties : un enregistrement d'en-tête, un corps de fichier constitué d'un enregistrement pour chaque déclaration, un enregistrement de fin de fichier.

Les informations attendues dans le fichier, dont la structure est définie dans les tableaux des pages suivantes, sont de deux natures :

- Informations à renseigner obligatoirement : indiquées par un « O »
- Informations devant être renseignées d'une manière conditionnelle : indiquées par un « C »

Les règles suivantes seront utilisées par les déclarants ou les tiers qu'ils mandatent pour renseigner les champs :

- **Règles applicables aux champs alphanumériques :**

⇒ **Normalisation**: caractères appartenant à la norme ASCII

⇒ **Justification / Complément** : le contenu d'un champ alphanumérique sera justifié à gauche, les espaces de complément (blancs ASCII) venant après le contenu

- **Règles applicables aux champs numériques:**

⇒ **Décimales** : le point (« . ») sera utilisé comme séparateur décimal.

⇒ **Justification / Complément** : le contenu d'un champ numérique sera justifié à droite et, le cas échéant, complété à gauche par des zéros (cf. format applicable à ces champs dans le tableau ci-après)

- **Règle applicable aux champs conditionnels :**

⇒ Lorsqu'un champ conditionnel n'a pas à être renseigné pour la déclaration concernée, il doit être complété par des espaces. Exemple : mettre 12 espaces (blancs ASCII) pour un champ d'une longueur de 12 caractères.

- **Remarque générale sur la taille des champs :**

⇒ Une marge de sécurité a été prévue dans la structure du fichier de reporting sur la taille de certains champs, afin d'éviter une modification lourde de cette structure dans l'hypothèse où une norme viendrait à évoluer (Exemple : champ « code déclarant » sur 15 caractères, alors que les codes BIC n'en comportent que 11).

8.2.1. Norme de nommage attendue

❑ **Règles de nommage du fichier :**

Dans le cas de l'utilisation d'une connexion SFTP (RDT*F) : le nom des fichiers doit respecter la convention suivante: NNNNNNNNNNAAAAMMJJ.N où :

- NNNNNNNNNN est l'identifiant de l'appelant (ou « login RDT », sur 10 caractères, figurant sur la fiche d'accès remise par l'AMF.
- AAAAMMJJ est la date du jour de production du fichier.

- N : est le numéro d'ordre de production du fichier dans la journée.

Exemple: « **LOGINRDT0120110211.1** » :

Le fichier envoyé gardera le nom initialement donné par l'établissement tout au long de la chaîne de traitement du système RDT. Ainsi, le nom de fichier repris dans les fichiers feedbacks adressés quotidiennement sera celui attribué par l'établissement lors de l'envoi.

Contrôles d'intégrité appliqués au nom du fichier :

- Si le login du PSI identifiant l'entité émettrice du fichier n'est pas un login RDT valide sur 10 positions : rejet du fichier dans son intégralité (contrôle technique T001).
- Si le nom du fichier ne comporte pas un « . » (point) en 19^{ème} position : rejet du fichier dans son intégralité (contrôle technique T002).
- Si le nom du fichier ne contient pas une date entre la 11^{ème} et la 18^{ème} position (format : AAAAMMJJ) : rejet du fichier dans son intégralité (contrôle technique T003).
- Si un chiffre compris entre 1 et 999 n'est pas présent après le « . » : rejet du fichier dans son intégralité (contrôle technique T003).

8.2.2. Enregistrement d'en-tête

Technique

N°	Champs	Type	Taille	Oblig / Cond	Commentaires
1	Type d'enregistrement	A	2	O	"E " = entête (lettre « E » suivie d'un blanc ASCII).
ET1	Code technique identifiant l'entité émettrice	A	10	O	Ce code est égal au Login RDT*F fourni à chaque entité émettrice par l'AMF. Dans le cas où un mandat est donné par un déclarant à un tiers, c'est le code du tiers qui doit être renseigné. NB : Une entité émettrice peut demander que lui soit attribués plusieurs Logins RDT*F ou RDT*E (envoi de déclarations par plusieurs sites physiques, ...).
ET2	Date de création	A	10	O	Date de création du fichier. Norme ISO 8601 : YYYY-MM-DD.
ET3	Heure de création	A	8	O	Heure de création du fichier. Norme ISO 8601 : hh:mm:ss.
ET4	Numéro du fichier à la date de création	N	3	O	001= premier fichier de la journée, 002= deuxième fichier de la journée, ... Les numéros de fichiers doivent être séquentiels et consécutifs pour une même entité émettrice (champ ET1) pour une journée donnée (00H00 jusqu'à 23H59).
ET5	Fin d'enregistrement	A	1	O	Retour chariot (code décimal 13 / norme ISO-CEI 646).

Longueur enregistrement

34

❑ Champs ET1 à ET5: Enregistrement d'en-tête

Ces champs permettent de connaître l'identité de l'entité émettrice, la date de création du fichier, l'heure de création du fichier ainsi que le numéro du fichier à la date de création.

L'en-tête du fichier doit être composé de 33 caractères, suivi d'un retour chariot, soit une longueur totale de 34 caractères.

Exemple d'en-tête : **E** LOGINRDT012011-01-0119:02:55001 (cas d'un remettant dont l'identifiant RDT est « LOGINRDT01 », et d'un fichier produit le 1^{er} janvier 2011 à 19 :02 :55 et portant le numéro de séquence « 001 »).

Contrôles d'intégrité appliqués à l'en-tête:

- Si le fichier transmis est totalement vide (c'est-à-dire qu'il ne contient ni en-tête ni en-pied) : rejet du fichier dans son intégralité (contrôle technique T004).
- Si l'enregistrement d'en-tête ne commence pas par E + un blanc ASCII : rejet du fichier dans son intégralité (contrôle technique T005).
- Si la longueur de l'en-tête n'est pas composée de 33 caractères plus d'un retour chariot : rejet du fichier dans son intégralité (contrôles techniques T007 et T008).
- Si le champ ET1 ne contient pas le login RDT identifiant l'entité émettrice sur 10 caractères: rejet du fichier dans son intégralité (contrôle technique T009).
- Si le champ ET2 ne contient pas une date de création valide sur 10 caractères au format YYYY-MM-DD (norme IS8601): rejet du fichier dans son intégralité (contrôle technique T010)
- Si le champ ET3 ne contient pas une heure de création valide sur 8 caractères au format HH:MM:SS (norme ISO 8601): rejet du fichier dans son intégralité (contrôle technique T011).
- Si le champ ET4 ne contient pas le numéro de fichier (séquencé si plusieurs fichiers sont transmis) sur 3 caractères: rejet du fichier dans son intégralité (contrôle technique T012).
- Si le champ ET4 n'est pas un nombre compris entre 1 et 999 : rejet fichier dans son intégralité (contrôle technique T013).

Technique

8.2.3. Enregistrement de fin de fichier

N°	Champs	Type	Taille	Oblig / Cond	Commentaires
1	Type d'enregistrement	A	2	O	"F " (lettre « F » suivie d'un blanc ASCII).
FF1	Code technique identifiant l'entité émettrice	A	10	O	Idem champ « ET1 » ci-dessus.
FF2	Date de création	A	10	O	Idem champ « ET2 » ci-dessus.
FF3	Heure de création	A	8	O	Idem champ « ET3 » ci-dessus.
FF4	Numéro du fichier	N	3	O	Idem champ « ET4 » ci-dessus
FF5	Compteur des enregistrements envoyés	N	8	O	Nombre d'enregistrements dans le corps de fichier (c'est-à-dire en excluant l'enregistrement d'en-tête et l'enregistrement de fin de fichier).

FF6	Fin d'enregistrement	A	1	O	Idem champ « ET5 » ci-dessus.
-----	----------------------	---	---	---	-------------------------------

Longueur enregistrement 42

❑ Champs FF1 à FF6 : Enregistrement de fin de fichier

Cet enregistrement reprend les mêmes informations que celles qui composent l'en-tête du fichier, à 2 différences près :

- ✓ Il commence par « F » au lieu de « E »
- ✓ Le nombre exact de lignes qui composent le corps du fichier (c'est à dire le nombre de déclarations) doit être précisé sur 8 caractères.

L'enregistrement de fin de fichier doit être composé de 41 caractères, suivi d'un retour chariot, soit une longueur totale de 42 caractères.

Exemple d'un enregistrement de fin de fichier : F LOGINRDT012011-01-0119:02:5500100000023 (cas d'un remettant dont l'identifiant RDT est « LOGINRDT01 », et d'un fichier produit le 1^{er} janvier 2011 à 19 :02 :55, portant le numéro de séquence « 001 » et contenant 23 déclarations).

Contrôles d'intégrité appliqués à l'enregistrement de fin de fichier :

- Si le fichier ne possède pas d'enregistrement de fin de fichier : rejet du fichier dans son intégralité (contrôle technique T006).
- Si la longueur de l'enregistrement de fin de fichier n'est pas de 41 caractères, suivis d'un retour chariot : rejet du fichier dans son intégralité (contrôles techniques T018 et T019).
- Si le champ FF1 ne contient pas le login RDT identifiant l'entité émettrice sur 10 caractères : rejet du fichier dans son intégralité (contrôle technique T020).
- Si le champ FF2 ne contient pas une date de création valide sur 10 caractères au format YYYY-MM-DD (norme IS8601): rejet du fichier dans son intégralité (contrôle technique T021).
- Si le champ FF3 ne contient pas une heure de création valide sur 8 caractères au format HH:MM:SS (norme ISO 8601): rejet du fichier dans son intégralité (contrôle technique T022).
- Si le champ FF4 ne contient pas le numéro de fichier ou que celui-ci n'est pas compris entre 1 et 999 : rejet fichier dans son intégralité (contrôle technique T023)
- Si le champ FF5 « compteur d'enregistrement des lignes contenues dans le fichier » est incohérent avec le contenu du fichier : rejet du fichier dans son intégralité (contrôle technique T025).

Contrôle d'intégrité croisé :

- Si plusieurs fichiers envoyés une même journée de bourse sous un même login RDT ont le même numéro ET4 (en en-tête) ou le même numéro FF4 (en fin de fichier) : rejet de ces fichiers dans leur intégralité (contrôles techniques T012, T024 et T026).

8.2.4. Structure et contenu des enregistrements constituant le corps du fichier

Chaque enregistrement devra contenir les catégories d'information suivantes :

- A : Informations relatives à l'entité soumise à l'obligation déclarative (le déclarant),
- B : Informations relatives à l'entité émettrice de la déclaration, si elle est différente de A
- C : Instrument financier ayant fait l'objet de la transaction
- D : Description de la transaction

E : Identité de la contrepartie
F : Horodatage de la transaction
G : Nature de l'opération
H : Gestion des annulations / modifications

Métier

8.2.4.1 Cas d'une transaction sur instruments financiers admis aux négociations sur un MR et/ou SMN de l'EEE

Technique

N°	Champs	Type	Taille	Oblig / Cond	Commentaires
1	Type d'enregistrement	A	2	O	Contenu fixe : "D1".
A : Identité de l'entité soumise à l'obligation déclarative					
A1	Type référentiel identifiant le déclarant	A	3	O	Une seule codification admise : "BIC" = norme BIC (norme ISO 9362).
A2	Code du déclarant	A	15	O	Code BIC sur 11 caractères.
B : Identité de l'entité transmettant la déclaration					<i>Champs B à renseigner uniquement dans le cas où la déclaration serait faite par une entité autre que l'entité identifiée en A.</i>
B1	Type référentiel identifiant l'entité émettrice	A	3	C	Deux codifications admises : - "BIC" (ISO 9362) pour tous les PSI français ou de l'EEE et pour les systèmes de reporting agréés (à confirmer par Swift). - « MIC » (ISO 10383) pour un marché réglementé ou un SMN (Système Multilatéral de Négociation).
B2	Identifiant de l'entité émettrice	A	15	C	Suivant la nomenclature du référentiel indiqué en B1.
C : Instrument financier objet de la transaction					
C1	Type référentiel valeur	A	3	O	Codifications admises: - "ISN" = code ISIN obligatoire pour les instruments financiers qui en possèdent un. - "LOC" = code All obligatoire pour les instruments financiers ne possédant pas de code ISIN.
C2	Code de la valeur	A	60	O	Identifiant de la valeur suivant le référentiel indiqué en C1 (code ISIN ou All).
D : Description de la transaction					

N°	Champs	Type	Taille	Oblig / Cond	Commentaires
D1	Type référentiel identifiant le lieu de négociation	A	3	O	Trois codifications admises : - « MIC » : norme MIC (ISO 10383) pour les marchés réglementés et les SMN, - « BIC » : norme BIC (ISO 9362), pour les internalisateurs systématiques, - « OTC » pour les transactions de gré à gré.
D2	Lieu de négociation	A	15	O	Identifiant du lieu de négociation selon le référentiel indiqué en D1 : - Code MIC (4 caractères) pour les SMN et les marchés réglementés, - Code BIC (11 caractères) pour les internalisateurs systématiques, - « XOFF » pour les transactions de gré à gré.
D3	Sens de l'opération pour le déclarant	A	1	O	"B"=Achat (Buy), "S"=Vente (Sell).
D4	Quantité de titres / contrats échangés / nominaux échangés	N	20 (14.5)	O	La quantité doit être exprimée en nombre entier de titres / contrats échangés ou en montant nominal. Néanmoins ce champ doit être renseigné avec 5 décimales.
D5	Expression du cours	A	3	O	« PCT » pour les cours exprimés en %. « PIE » pour les cours exprimés à la pièce.
D6	Devise du cours	A	3	C	Code devise sur 3 caractères suivant la norme ISO 4217. A renseigner uniquement pour les cours exprimés à la pièce.
D7	Cours unitaire	N	20 (11.8)	O	Cours unitaire exprimé en % ou en devise en cohérence avec les champs D5 et D6. Ce champ doit systématiquement être renseigné avec 8 décimales. Pour les transactions obligataires, il s'agit du cours pied de coupon exprimé en % (« clean price »), sauf quand la pratique de marché est une cotation à la pièce (ex : obligation convertible), auquel cas il s'agit du cours en devise coupon inclus (« dirty price »).

N°	Champs	Type	Taille	Oblig / Cond	Commentaires
D8	Montant total de la transaction	N	20 (14.5)	C	Montant brut (hors frais), renseigné avec 5 décimales. Obligatoire pour les titres, ce champ est facultatif pour les instruments dérivés.
D9	Devise du montant	A	3	C	Code devise du montant (ISO 4217) Obligatoire pour les titres, ce champ est facultatif pour les instruments dérivés.
D10	Identifiant unique de déclaration	A	40	O	Référence identifiant de manière unique chaque déclaration dans les systèmes du PSI déclarant.
E : Identité de la contrepartie					
E1	Type référentiel identifiant la contrepartie	A	3	O	Quatre codifications admises : - « BIC » : norme BIC (ISO 9362) si la contrepartie est un PSI de l'EEE, ou une succursale d'un PSI de l'EEE, - « MIC » : norme MIC (ISO 10383) si la contrepartie est un marché réglementé ou un SMN, - « IND » dans le cas d'une transaction pour compte propre dont l'exécution est confiée à un tiers - « CND » sinon (contrepartie non déclarable).
E2	Identifiant de la contrepartie	A	15	O	Identifiant de la contrepartie selon le référentiel indiqué en E1 : - Code BIC (11 caractères) pour les PSI, - Code MIC (4 caractères) pour les SMN et les marchés réglementés, - Vide si E1 = « CND » ou « IND ».
F : Horodatage de la transaction					
F1	Jour de transaction	A	10	O	YYYY-MM-DD (norme ISO 8601).
F2	Heure de transaction	A	8	O	HH:MM:SS (norme ISO 8601). Heure locale de Paris, France.
F3	Jour de dénouement théorique	A	10	C	YYYY-MM-DD (norme ISO 8601). A renseigner uniquement pour les transactions portant sur des titres.
G : Nature de l'opération					

N°	Champs	Type	Taille	Oblig / Cond	Commentaires
G1	Nature de l'opération	A	1	O	« A » pour compte de tiers (Agent). « P » pour compte propre (Principal).
H : Gestion des annulations / modifications					
H1	Indicateur d'annulation	A	1	O	« O » pour signaler une annulation, « N » sinon.
Nouveaux champs et filler					
D11	Expression de la quantité	A	3	O ¹	Deux codifications admises : - « UNT » : si la quantité est exprimée en nombre de titres (la valeur vide est également admise dans ce cas). - « FMT » : si la quantité est exprimée en nominal.
I1	Filler	A	97	O	Champ vide
I2	Fin d'enregistrement		1	O	Caractère "retour chariot"

Longueur enregistrement

378

Métier
Technique

8.2.4.2 Cas d'une transaction de gré à gré sur dérivé OTC mono sous-jacent dont le sous-jacent est un instrument financier admis aux négociations sur un MR de l'EEE

N°	Champs	Type	Taille	Oblig / Cond	Commentaires
1	Type d'enregistrement	A	2	O	Contenu fixe : "D2".
A : Identité de l'entité soumise à l'obligation déclarative					
A1	Type référentiel identifiant le déclarant	A	3	O	Une seule codification admise : "BIC" = norme BIC (norme ISO 9362).
A2	Code du déclarant	A	15	O	Code BIC sur 11 caractères.

¹ Le caractère obligatoire de champ sera effectif à partir d'octobre 2011(cf. 6.6).

N°	Champs	Type	Taille	Oblig / Cond	Commentaires
B : Identité de l'entité transmettant la déclaration					<i>Champs B à renseigner uniquement dans le cas où la déclaration serait faite par une entité autre que l'entité identifiée en A.</i>
B1	Type référentiel identifiant l'entité émettrice	A	3	C	Deux codifications admises : - "BIC" (ISO 9362) pour tous les PSI français ou de l'EEE et pour les systèmes de reporting agréés (à confirmer par Swift). - « MIC » (ISO 10383) pour un marché réglementé ou un SMN (Système Multilatéral de Négociation).
B2	Identifiant de l'entité émettrice	A	15	C	Suivant la nomenclature du référentiel indiqué en B1.
C : Instrument financier objet de la transaction					
C1	Type référentiel valeur	A	3	O	Une seule codification admise : « XXX » pour les dérivés OTC
C2	Code ISIN du dérivé	A	60	C	Code ISIN (ISO 6166)
C3	Code ISIN du sous-jacent	A	12	O	Code ISIN (ISO 6166)
C4	Markit clip	A	9	C	- Markit code - Vide
C5	Type dérivé	A	1	O	- Options : « O » - Warrants : « W » - Futures / Forward : « F » - CFD / TRS : « D » - Spread bets : « X » - Swaps (autres que CFD, TRS et CDS) : « S » - CDS « Z » - Dérivés complexes : « K »

N°	Champs	Type	Taille	Oblig / Cond	Commentaires
C6	Code type d'option	A	1	C	- Call : « C » - Put : « P » - Vide
C7	Price multiplier	N	20 (14.5)	C	
C8	Prix d'exercice	N	20 (14.5)	C	Ce champ sera renseigné avec au maximum 5 décimales. Aucune monnaie n'est associée à ce champ.
C9	Date d'échéance	A	10	C	YYYY-MM-DD (norme ISO 8601)
D : Description de la transaction					
D1	Type référentiel identifiant le lieu de négociation	A	3	O	Une seule codification admise : «OTC» pour les dérivés OTC
D2	Lieu de négociation	A	15	O	- Une seule codification admise : « XXXX » pour les dérivés OTC
D3	Sens de l'opération pour le déclarant	A	1	O	"B"=Achat (Buy), "S"=Vente (Sell).
D4	Quantité	N	20 (14.5)	O	Cf. recommandation CESR au 10.3
D6	Devise du cours	A	3	C	Code devise sur 3 caractères suivant la norme ISO 4217. A renseigner uniquement pour les cours exprimés à la pièce.
D7	Cours unitaire	N	20 (11.8)	O	Cf. recommandation CESR au 10.3
D10	Identifiant unique de déclaration	A	40	O	Référence identifiant de manière unique chaque déclaration dans les systèmes du PSI déclarant.

N°	Champs	Type	Taille	Oblig / Cond	Commentaires
E : Identité de la contrepartie					
E1	Type référentiel identifiant la contrepartie	A	3	O	Deux codifications admises : - « BIC » : norme BIC (ISO 9362) si la contrepartie est un PSI de l'EEE, ou une succursale d'un PSI de l'EEE, - « CND » sinon (contrepartie non déclarable). - « IND » non admis
E2	Identifiant de la contrepartie	A	15	O	Identifiant de la contrepartie selon le référentiel indiqué en E1 : - Code BIC (11 caractères) pour les PSI, - Vide si E1 = « CND »
F : Horodatage de la transaction					
F1	Jour de transaction	A	10	O	YYYY-MM-DD (norme ISO 8601).
F2	Heure de transaction	A	8	O	HH:MM:SS (norme ISO 8601). - Heure locale de Paris, France.
G : Nature de l'opération					
G1	Nature de l'opération	A	1	O	« A » pour compte de tiers (Agent). « P » pour compte propre (Principal).
H : Gestion des annulations / modifications					
H1	Indicateur d'annulation	A	1	O	« O » pour signaler une annulation, « N » sinon
I : Autres					

N°	Champs	Type	Taille	Oblig / Cond	Commentaires
I1	Filler	A	63	O	Champ vide
I2	Fin d'enregistrement		1	O	Caractère « retour chariot »

8.2.5. Règles de garnissage et contrôles d'intégrités

Métier
Technique

En complément du descriptif de la structure du fichier, cette section a vocation à apporter des précisions sur le contenu des champs sous deux formes complémentaires : illustration par des exemples et description des contrôles d'intégrité qui sont appliqués par l'AMF sur chacun des champs.

❑ Champ 1 : Type d'enregistrement

Ce champ permet d'identifier la nature de la transaction transmise à l'AMF.

Seules deux codifications sont admises :

- D1 si la déclaration concerne une transaction portant sur un instrument listé admis aux négociations sur un MR ou un SMN de l'EEE.
- D2 si la déclaration concerne une transaction portant sur un instrument dérivé de gré à gré mono sous-jacent dont le sous-jacent est un instrument financier admis aux négociations sur un MR de l'EEE.

Dérivé OTC

❑ Champs A1 et A2: Identité de l'entité soumise à l'obligation déclarative

Ces champs permettent de connaître l'identité du « déclarant » tel que défini au chapitre 4, c'est-à-dire de l'entité dont les transactions doivent être déclarées au titre de ses obligations réglementaires. Ce n'est pas nécessairement l'entité qui transmet la déclaration à l'AMF.

Seule la codification BIC sur 11 caractères est autorisée, de plus, les codes BIC utilisés doivent être publiés dans le répertoire SWIFT (<http://www.swift.com/biconline/index.cfm>), agence qui délivre et répertorie l'ensemble des codes BIC valides.

Contrôles d'intégrité :

- Si A1 ou A2 sont vides : rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R003).
- Si A1 <> « BIC » (A1 différent de « BIC ») : rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R004)
- Si A2 n'est pas le code BIC 11 d'un déclarant enregistré auprès de l'AMF : rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R008).

❑ Champs B1 et B2 : Identité de l'entité transmettant la déclaration

Ces champs permettent d'identifier l'entité en charge de transmettre les déclarations à l'AMF (tiers mandaté par le déclarant, ou système de confrontation des ordres ou de déclaration autorisé par l'AMF). Etant donné que le recours à un tiers est optionnel, l'utilisation de ces champs est subordonnée à l'existence de ce tiers. Dans le cas où les déclarations ne seraient pas effectuées par un tiers, les champs B1 et B2 devront rester vides.

Contrôles d'intégrité :

- Si B1 est vide et B2 non vide : rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R009).
- Si B1 non vide et B2 vide : rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R010).
- Si B1 <> (« BIC », « MIC », vide) : rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R011).
- Si B1 = « MIC » et B2 n'est pas le code MIC d'une entité émettrice enregistrée auprès de l'AMF : rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R012).
- Si B1 = « BIC » et B2 n'est pas le code BIC 11 caractères d'une entité émettrice enregistrée auprès de l'AMF : rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R012).
- Si B1=A1 et B2=A2 : rejet de la déclaration (l'entité émettrice ne doit être renseignée que si elle diffère du déclarant) (contrôle fonctionnel R013).

Contrôle d'intégrité croisé :

- Si l'entité émettrice indiquée en B1-B2 n'est pas autorisée à transmettre des déclarations via l'identifiant technique ET1 (login RDT) pour le déclarant A1-A2 : rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R014).

❑ Champs C1 à C9 : Instrument financier ayant fait l'objet de la transaction

a) Le champ C1 : Type référentiel valeur

Le champ C1 indique le référentiel utilisé pour identifier la valeur ayant fait l'objet de la transaction déclarée. Il peut contenir les valeurs « ISN » « LOC » « XXX »

- ⇒ **Cas d'une transaction effectuée sur un instrument financier admis aux négociations sur un MR ou SMN de l'EEE :**
 - "ISN" pour tous les instruments financiers admis sur un marché réglementé de l'Espace Economique Européen ou sur un système multilatéral de négociation organisé français et possédant un code ISIN.
 - "LOC", pour « local » : en l'absence de code ISIN pour l'instrument financier concerné, et uniquement dans ce cas, celui-ci devra être identifié avec son code AII (cf. 7.3.1).
- ⇒ **Cas d'une transaction effectuée sur un instrument dérivé de gré à gré mono sous-jacent dont le sous-jacent est un instrument financier admis aux négociations sur un MR de l'EEE**
 - "XXX", pour toute transaction de gré à gré sur dérivés OTC

Dérivé OTC

b) Le champ C2 : code de la valeur

Le champ C2 contient le code de la valeur selon le référentiel renseigné en C1

- ⇒ **Cas d'une transaction effectuée sur un instrument financier admis aux négociations sur un MR ou SMN de l'EEE :**

- Le code ISIN de la valeur sur 12 positions si C1 = « ISN ».
Exemple : « FR0000130007 » pour Alcatel (NB : les 2 premiers caractères sont impérativement en majuscules)
- Le code All de l'instrument si C1 = « LOC »

Les différents composants du code All sont décrits dans le document CESR 07-627b. Dans le système RDT, ces composants doivent être concaténés dans le champ C2 (à noter que le code produit doit être complété d'espaces à droite s'il ne comporte pas 12 caractères) :

Composant n°	Intitulé	Taille	Descriptif
1	Code MIC	4	Identification du lieu de négociation.
2	Code produit	12	Identification du code produit du contrat*
3	Type dérivé	1	« O » pour un contrat d'option et « F » pour un contrat future.
4	Type option	1	« C » pour un contrat call, « P » pour un contrat put, et « F » pour un contrat future
5	Date d'échéance du contrat	10	YYYY-MM-DD (norme ISO 8601)
6	Prix d'exercice du contrat d'option	13.5	Prix d'exercice renseigné avec 5 décimales

* Ce code produit correspond au code mnémorique du contrat. Il est généralement disponible sur le site Internet des marchés réglementés qui admettent ces contrats à la négociation. Les établissements qui rencontreraient des difficultés pour identifier ce code sont invités à interroger l'entreprise gérant le marché réglementé concerné.

Exemple 1 - Contrat Future :

«XEURFESX FF2008-07-23», où XEUR = code MIC d'EUREX, FESX = code produit du Future Euro Stoxx 50 (complété de 8 espaces) pour le contrat Future EURO STOXX 50 INDEX d'échéance 23/07/2008 négocié sur EUREX

Exemple 2 - Contrat d'option :

« XEUROESX OP2011-05-150000000003600.00000 », où OESX = code produit des options Euro Stoxx 50 (complété de 8 espaces) pour le contrat optionnel Put EURO STOXX 50 INDEX d'échéance 15/05/2008, prix d'exercice 3600, négocié sur EUREX

⇒ **Cas d'une transaction effectuée sur un instrument dérivé de gré à gré mono sous-jacent dont le sous-jacent est un instrument financier admis aux négociations sur un MR de l'EEE**

- Le code ISIN du dérivé si cette donnée est connue (champ optionnel)

Contrôles d'intégrité :

- Si C1 <> (« ISN », « LOC ») : rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R015).
- Si C1 <> « XXX » pour une transaction sur dérivé OTC : rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R015.1)
- Si C1 = « LOC » pour une transaction OTC (qui ne peut porter que sur un titre disposant d'un code ISIN): rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R016).
- Si C2 est vide: rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R017).
- Si C1 = « ISN » et C2 n'est pas un code ISIN valide* : rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R018).

* C'est la conformité à la norme ISIN du code valeur déclaré et non sa présence dans le référentiel valeurs de l'AMF qui sera contrôlée.

Dérivé OTC

Contrôles d'intégrité spécifiques au code All :

- Si D2 = « MIC » d'un marché réglementé pour lequel l'utilisation du code All est obligatoire et que C1 = « ISN » : rejet de la déclaration (nouveau contrôle fonctionnel R025).
- Si D2 = « MIC » d'un marché réglementé ou SMN pour lequel l'utilisation du code ISIN est obligatoire et que C1 = « LOC » : rejet de la déclaration (nouveau contrôle fonctionnel R026).
- Si le composant n°1 du code All (code MIC) n'est pas celui d'un marché réglementé pour lequel l'utilisation de l'All est autorisée : rejet de la déclaration (nouveau contrôle fonctionnel R027).
- Si le composant n°1 du code All (code MIC) n'est pas cohérent avec le lieu de négociation indiqué en D2 : rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R066).
- Si le composant n°2 du code All (code produit) est vide: rejet de la déclaration (nouveau contrôle fonctionnel R067).
- Si le composant n°2 du code All (code produit) contient des caractères spéciaux non autorisés : rejet de la déclaration (nouveau contrôle fonctionnel R068).
- Si le composant n°3 du code All (type dérivé) <> « O » ou « F » : rejet de la déclaration (nouveau contrôle fonctionnel R069).
- Si le composant n°4 du code All (type d'option) <> « C », « P » ou « F » : rejet de la déclaration (nouveau contrôle fonctionnel R070).
- Si la concaténation des composants n°3 et n°4 du code All (type dérivé et type d'option) est différente de « OC », « OP » ou « FF » : rejet de la déclaration (nouveau contrôle fonctionnel R071).
- Si le composant n°5 du code All (date d'échéance) n'est pas au format YYYY-MM-DD (norme ISO 8601) : rejet de la déclaration (nouveau contrôle fonctionnel R072).
- Si le composant n°5 du code All (date d'échéance) est antérieure à la date de négociation (champ F1) : rejet de la déclaration (nouveau contrôle fonctionnel R073).
- Si le composant n°6 du code All (prix d'exercice) est renseigné alors que le composant n°3 (type de dérivé) vaut « F » : rejet de la déclaration (nouveau contrôle fonctionnel R074).
- Si le composant n°3 du code All vaut « O » et que le composant n°6 (prix d'exercice) est négatif ou nul : rejet de la déclaration (nouveau contrôle fonctionnel R075).
- Si le composant n°6 du code All n'est pas au format attendu à savoir 13.5 (13 chiffres entiers et 5 décimales) : rejet de la déclaration (nouveau contrôle fonctionnel R076).

c) Champ C3 : code ISIN du sous-jacent

Dérivé OTC

Le champ C3 contient le code ISIN (norme ISO 6166) du sous-jacent sur lequel porte le produit dérivé de gré à gré.

Exemple 1 – Contrat d'option

Dans le cas d'un achat de 2000 contrats optionnels de gré à gré sur l'action France Telecom il est attendu que le champ C3 soit renseigné avec le code ISIN FR0000133308, correspondant au code ISIN de la valeur France Telecom.

Exemple 2 – Contrat de CDS

Dans le cas d'un achat d'une protection (achat d'un CDS sur Alcatel) sur la dette d'Alcatel de gré à gré, il est attendu que le champ C3 soit renseigné avec le code ISIN FR0000189201, correspondant à l'obligation de référence de la société Alcatel.

Contrôles d'intégrité :

- Si C3 est vide rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R080).
- Si C3 n'est pas un code BIC valide à la date de transaction, rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R081).

d) Champ C4 : Markit clip

Dérivé OTC

Le champ C4 contient le code Markit de l'obligation de référence sous-jacente au contrat de CDS (champ optionnel).

Contrôle d'intégrité :

- C4 est à renseigner uniquement dans le cas d'une transaction portant sur un contrat de CDS, dans le cas contraire rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R084).

e) Champ C5 : Type de dérivé

Dérivé OTC

Le champ C5 contient la lettre identifiant le type de dérivé sur lequel porte la transaction. Il peut contenir les valeurs suivantes :

- « O » pour Option
- « W » pour Warrant
- « F » pour Future / Forward
- « D » pour Cfd / Trs
- « X » pour Spread bet
- « S » pour Swap (autre que Cfd, Trs et Cds)
- « Z » pour Cds
- « K » pour dérivés complexes

Contrôle d'intégrité :

- Si C5 <> « O, W, F, D, X, S, Z, K » ou vide, rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R082)

f) Champ C6 : Code du type d'option

Dérivé OTC

Le champ C6 contient la lettre identifiant le type d'option. Il peut contenir les valeurs « C » pour Call et « P » pour Put (champ optionnel).

Contrôle d'intégrité :

- Si C6 <> « C, P » ou vide, rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R086)

g) Champ C7 : Price multiplier

Dérivé OTC

Le champ C7 contient le « price multiplier » c'est-à-dire le nombre d'unité d'instruments dérivés ou de titres représentés par un seul contrat (champ optionnel)

Contrôles d'intégrité :

- Si C7 <> du format attendu (14.5), i.e. 14 chiffres entiers et 5 décimales, rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R087)
- Si C7 < 0, rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R088)

h) Champ C8 : Prix d'exercice

Dérivé OTC

Le champ C8 contient le prix d'exercice d'un contrat d'option ou d'un autre instrument financier exprimé dans la devise principale de la transaction (par exemple en Euros plutôt qu'en cents) (champ optionnel)

Contrôles d'intégrité :

- Si C8 <> du format attendu (14.5), i.e. 14 chiffres entiers et 5 décimales, rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R089)
- Si C8 < 0, rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R090)

i) Date d'échéance

Dérivé OTC

Le champ C9 contient la date d'échéance du contrat dérivé au format YYYY-MM-DD (norme ISO 8601) (champ optionnel).

Contrôles d'intégrité :

- Si C9 <> du format attendu YYYY-MM-DD, rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R091)
- Si C9 (date d'échéance) < F1 (date de négociation), rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R092).

❑ Champs D1 et D2 : identification du lieu de négociation

Le champ D1 - Type référentiel identifiant le lieu de négociation - désigne le référentiel adopté pour identifier le lieu de négociation. Le champ D2 indique le lieu de négociation sur lequel l'opération a été exécutée :

D1	D2	Lieu de négociation
« MIC »	Code MIC	Marché réglementé ou SMN
« BIC »	Code BIC	Internalisateur systématique
« OTC »	« XOFF »	Gré à gré
« OTC »	« XXXX »	Dérivé OTC

Dérivé OTC

Contrôles d'intégrité :

- Si D1 = « OTC » et D2 <> « XOFF »: rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R020).
- Si D1 <> (« BIC », « MIC », « OTC »): rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R021).
- Si D1 = « BIC » et D2 n'est pas le code BIC 11 d'un internalisateur systématique valide à la date de négociation F1: rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R023).
- Si D1 = « MIC » et D2 n'est pas un code MIC valide à la date de négociation F1 : rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R024).
- Si D1 = « OTC » et D2 <> « XXXX » pour une transaction sur dérivés OTC, rejet de la transaction (contrôle fonctionnel R020.1).
- Si D1 <> « OTC » pour une transaction sur dérivés OTC, rejet de la transaction (contrôle fonctionnel R021.1)

Dérivé OTC

Contrôles d'intégrité croisés :

- Si aucune opération sur cette valeur (C2) n'a été effectuée sur Euronext (champ D2) à la date déclarée (champ F1) : rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R063).

Nouveau contrôle d'intégrité:

- Si D2 est le code MIC d'un marché réglementé ou d'un SMN qui reporte directement à l'AMF les transactions conclues dans ses systèmes (cf. liste publiée sur le site Internet de l'AMF, dans la rubrique « Reporting des transactions » de l'espace RCSI/RCCI) et que le champ G1 (nature d'opération) est renseigné à « A » (compte de tiers) : rejet de la déclaration (nouveau contrôle fonctionnel R061).
- Si D2 n'est pas le code MIC d'un marché réglementé, d'un SMN ou un système équivalent hors EEE : rejet de la déclaration (nouveau contrôle fonctionnel R079, qui rejette quelques codes MIC figurant dans la liste ISO mais ne correspondant pas à un lieu de négociation).

❑ Champ D3 : sens de l'opération pour le déclarant

Contrôles d'intégrité :

- Si D3 <> (« B », « S ») : rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R029).

❑ Champ D4 : quantité de titres / contrats échangés / nominaux échangés

La quantité échangée devra toujours être exprimée en nombre de titres, de contrats échangés ou en montant nominal (cf. 7.6) Néanmoins, dans un souci d'harmonisation avec le format préconisé par CESR, ce champ sera renseigné avec 5 décimales même si la quantité est un nombre entier.

Exemples :

- Achat de 253 titres : D4 = « 00000000000253.00000 »
- Achat pour un nominal de 1 000 000 € : D4 = « 000000001000000.00000 »

Contrôles d'intégrité :

- Si le caractère situé en 15^{ème} position du champ D4 n'est pas un point « . »: rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R030).
- Si D4 est négatif ou nul : rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R031).

❑ **Champs D5 et D6 : expression du cours et devise du cours**

Champ D5 : Expression du cours

Pour les cours exprimés en pourcentage, ce champ est à renseigner avec « PCT »

Pour les cours exprimés à la pièce (en unité monétaire), ce champ est à renseigner avec « PIE »

Champ D6 : Devise du cours

Pour les valeurs exprimées à la pièce : la devise du cours doit être renseignée en utilisant la norme ISO 4217 sur 3 positions alphanumériques. Des informations complémentaires sur la norme ISO 4217 sont disponibles sur le site Internet de l'International Organization for Standardisation (ISO) à l'adresse suivante <http://www.iso.org/iso/en/prods-services/popstds/currencycodeslist.html>

Pour les valeurs exprimées en pourcentage : ce champ doit rester vide

Contrôles d'intégrité :

- Si D5 <> (« PIE », « PCT ») : rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R032).
- Si D5 = « PCT » et D6 n'est pas vide : rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R035).
- Si D5 = « PIE » et D6 n'est pas un code devise valide (norme ISO 4217): rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R036).

❑ **Champ D7 : cours unitaire**

Précisions sur le format

Ce champ sera renseigné avec 8 décimales même si le cours négocié en comporte moins.

Dans l'hypothèse où une transaction serait conclue à un prix intégrant plus de 8 décimales, ce prix sera arrondi à la 8^{ème} décimale selon la règle de l'arrondi commercial. Exemple :

⇒ 100,111123455 devient 100,11112346

⇒ 100,111123454 devient 100,11112345

Exemples :

- Action échangée au cours de 30 EUR : D7 = « 00000000030.00000000 »
- Obligation échangée au cours de 101,25% (exprimé en pourcentage) : D7 = « 00000000101.25000000 ». Rappel : le cours attendu est le « *clean price* » (cours en % pied de coupon).
- Contrat Future sur Indice CAC40 10 EUR, négocié au cours de 4754 (exprimé en points d'indice) et de coefficient multiplicateur 10 EUR : D7 = « 00000047540.00000000 »

Contrôles d'intégrité :

- Si le caractère situé en 12^{ème} position du champ D7 n'est pas un point : rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R037).
- Si D7 est négatif ou nul : rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R038).

❑ **Champ D8 : montant total de la transaction**

Précisions sur le format

Ce champ sera renseigné avec 5 décimales même si le montant échangé en comporte moins.

Exemple :

- Achat de 100 actions au cours de 35, 27 EUR : D8 = « 00000000003527.00000 »

Contrôles d'intégrité :

- Si le caractère situé en 15^{ème} position du champ D8 n'est pas un point : rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R039).
- Si D8 est négatif ou nul : rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R040).

Remarque : le champ D8 peut être laissé à blanc lorsque la transaction porte sur un contrat financier ; en aucun cas il ne doit être renseigné à 0 (sinon la déclaration est rejetée par le contrôle R040).

Contrôles d'intégrité croisés :

- Si D8 est vide alors que la transaction n'a pas été effectuée sur un marché dérivé : rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R041).
- Si incohérence entre D4 « quantité » D7 « cours » et D8 « montant » déclarés : rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R044).
- Si incohérence entre D4 « quantité » D7 « cours » et D8 « montant » déclarés (avec devise du cours différente de la devise du montant) : rejet de la déclaration (nouveau contrôle fonctionnel R045).

❑ Champ D9 : devise du montant

Ce champ précise la devise dans laquelle est exprimé le montant total de la transaction indiquée au champ D8. Il est obligatoire de renseigner ce champ (norme ISO 4217 sur 3 positions alphanumériques) en cohérence avec le champ D8. Des informations complémentaires sur la norme ISO 4217 sont disponibles sur le site Internet de l'International Organization for Standardisation (ISO) à l'adresse suivante <http://www.iso.org/iso/en/prods-services/popstds/currencycodeslist.html>

Contrôle d'intégrité :

- Si D9 n'est pas un code devise valide : rejet de la déclaration (sauf pour les dérivés) (contrôle fonctionnel R042).

Contrôle d'intégrité croisé :

- Si D9 est non vide et D8 est vide : rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R043).

❑ Champ D10 : identifiant unique de la déclaration

Ce champ doit être renseigné avec la référence interne et unique de la déclaration dans les systèmes de l'entité émettrice de la déclaration. Cette référence ne doit jamais se répéter dans le temps et doit permettre de remonter la piste d'audit jusqu'à l'opération enregistrée dans les systèmes du déclarant.

Elle est indispensable à la gestion des annulations /modifications, et au contrôle par l'AMF du recyclage des déclarations rejetées.

Contrôle d'intégrité :

- Si D10 est vide : rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R001).

Contrôles d'intégrité croisés :

- Si plusieurs déclarations sont transmises le même jour avec le même identifiant D10 (doublons), elles sont toutes rejetées (contrôle fonctionnel R900)
- Si une déclaration annulante porte le même identifiant D10 qu'une déclaration déjà intégrée et annulée dans les systèmes AMF, elle sera rejetée (contrôle fonctionnel R901)
- Si une déclaration annulante porte un identifiant D10 qui ne correspond à aucune déclaration préalablement intégrée* dans les systèmes AMF, elle sera rejetée (contrôle fonctionnel R902)
- Si D10 est égal au champ D10 d'une déclaration déjà reçue par l'AMF de la même entité émettrice, et que la présente déclaration n'est pas une annulation ou une déclaration modifiée : rejet de la déclaration (cf. mécanique de gestion des annulations / modifications dans le descriptif détaillé du champ H1) (contrôle fonctionnel R903).

* Evolution mise en production en juillet 2011 : le numéro de séquence des fichiers transmis au cours d'une même journée est désormais pris en compte dans l'algorithme de gestion des annulations.

Précisions importantes :

- Une déclaration rejetée par le contrôle fonctionnel R900 **doit être recyclée**² (en un seul exemplaire) puisque les déclarations en doublons sont toutes rejetées (rien ne permet de déterminer quelle déclaration est valide).
- Une déclaration rejetée par le contrôle fonctionnel R901 **n'a pas lieu d'être recyclée** (l'annulation de la déclaration a déjà été prise en compte).
- Une déclaration rejetée par le contrôle fonctionnel R902 **doit être recyclée** (sauf si la déclaration de transaction initiale n'a jamais été transmise).
- Une déclaration rejetée par le contrôle fonctionnel R903 **n'a pas lieu d'être recyclée** (elle a déjà été intégrée).

❑ **Champ D11 : Expression de la quantité**

Le champ D11 permet de préciser l'expression de la quantité (champ D4). Les modalités possibles pour le champ D11 sont :

- UNT : quantité exprimée en nombre de titres,
- FMT : quantité exprimée en nominal.

Contrôle d'intégrité :

- Si D11 <> « UNT » ou « FMT », ou vide : rejet de la déclaration (nouveau contrôle fonctionnel R033).

Contrôle d'intégrité croisé :

- Si D11= « FMT » et D5 <> « PCT » : rejet de la déclaration (nouveau contrôle fonctionnel R034).

NB : Pour les transactions obligataires dont la quantité est exprimée en nominal, celui-ci doit être exprimé dans la même devise que le montant total de la transaction (champ D8).

² C'est à dire réemise vers le système RDT, le cas échéant après correction (cf. 7.14).

❑ Champs E1 et E2 : identité de la contrepartie

Le champ E1 précise le référentiel utilisé pour identifier dans le champ E2 la contrepartie, selon la nature de cette dernière. Les modalités possibles pour les champs E1 et E2 sont donc les suivantes :

E1	E2	Nature de la contrepartie
« BIC »	Code BIC 11	PSI de l'EEE ou succursale d'un PSI de l'EEE (voire un intermédiaire financier hors EEE possédant un code BIC)
« MIC »	Code MIC	Marché réglementé ou un SMN
« CND »	Vide	contrepartie non déclarable
« IND »	Vide	Cas d'une transaction en compte propre, dont l'exécution est confiée à un tiers

Attention dans le cas d'une transaction sur dérivé OTC, la codification « IND » n'est pas admise.

Dérivé OTC

Contrôles d'intégrité :

- Si E1 <> (BIC, MIC, CND, IND) : rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R050).
- Si E1 = BIC et E2 n'est pas un code BIC 11 valide : rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R051).
- Si E1 = MIC et E2 n'est pas un code MIC valide : rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R053).
- Si E1 = CND ou E1 = IND et E2 n'est pas vide : rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R047).
- E1 = CND et D1 <> OTC : rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R048).
- Si incohérence entre D2 « lieu de négociation » et E2 : rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R054).
- Si E1 = BIC et E2 n'est pas une contrepartie de marché : rejet de la déclaration (nouveau contrôle fonctionnel R052, qui rejette certains codes BIC référencés dans le répertoire SWIFT mais ne correspondant pas à une contrepartie de marché).
- E1 = IND que pour les transactions en compte propre intermédiées ; les transactions effectuées en tant que membre sur ce marché non pas lieu d'être déclarées via RDT (dispense) (nouveau contrôle fonctionnel R060).
- E1 = MIC que pour les transactions effectuées sur un marché réglementé ou un SMN avec anonymat des intervenants (nouveau contrôle fonctionnel R049).
- Si E1 = BIC et D2 <> d'un marché sans anonymat des intervenants : rejet de la déclaration (nouveau contrôle fonctionnel R077 et R078)

❑ Champs F1 et F2 : horodatage de la transaction

Exemples :

- 2007-11-05 pour 5 novembre 2007.
- 09:15:27 pour 9 heures 15 minutes et 27 secondes

Contrôles d'intégrité :

- Si F1 n'est pas une date valide (format incorrect ou date future) : rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R005).
- Si F2 n'est pas une heure valide (format incorrect ou horaire par défaut) : rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R006).
- Si F1 > date du jour : rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R055)

❑ Champ F3 : date de dénouement théorique

Contrôle d'intégrité :

- Si F3 n'est pas une date valide (format incorrect) : rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R056).
- Si F3 est vide pour une transaction qui n'a pas été réalisée sur un marché dérivé : rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R057).

Contrôle d'intégrité croisé :

- Si F3 < F1 (date de négociation) : rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R058).

❑ Champ G1 : nature de l'opération

Contrôle d'intégrité :

- Si G1 <> « P » ou « A » : rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R028).

Contrôle d'intégrité croisé :

- Si E1 = IND et G1 = A : rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R046)*.

* Le type de référentiel contrepartie (E1) ne doit être renseigné à IND que pour les transactions en compte propre intermédiées.

❑ Champ H1 : indicateur d'annulation

Si la déclaration transmise n'est pas une annulation, ce champ doit être renseigné à « N ».

Pour annuler une déclaration précédemment transmise et intégrée par le système de l'AMF, il convient de transmettre une déclaration d'annulation identique à la déclaration initiale, portant notamment le même identifiant unique de transaction (champ D10), mais avec l'indicateur d'annulation renseigné à « O »

Pour modifier une déclaration précédemment transmise et intégrée par le système de l'AMF, il convient de transmettre 2 déclarations :

- une déclaration d'annulation identique à la déclaration initiale, portant notamment le même identifiant unique de transaction (champ D10), mais avec l'indicateur d'annulation renseigné à « O »
- une déclaration modifiée, portant le même identifiant unique de transaction (champ D10) que la déclaration initiale, et avec l'indicateur d'annulation renseigné à « N »

Cas des déclarations rejetées

Si une déclaration est rejetée par le système de l'AMF, il convient de transmettre dans les meilleurs délais une déclaration corrigée portant le même identifiant unique de transaction (champ D10) que la déclaration initiale ; en revanche, il n'y a pas lieu de transmettre une déclaration d'annulation.

Modifications ne portant pas sur les informations transmises à l'AMF

Dans la mesure du possible, seuls les correctifs portant sur des informations transmises dans le reporting AMF doivent donner lieu à l'envoi d'une déclaration corrective. Les modifications enregistrées dans le système titres du déclarant mais portant sur un indicateur non transmis à l'AMF (ex : code opérateur) ne devraient pas donner lieu à l'envoi de déclarations correctives.

Contrôle d'intégrité :

- Si H1 <> (O, N) : rejet de la déclaration (contrôle fonctionnel R059).

Des précisions sont apportées sur les modalités de déclarations des annulations et corrections au paragraphe 7.14.

❑ Champs I1 et I2 : autres

Le champ I1 (filler) est une zone libre qui doit permettre de prendre en compte une évolution future du *reporting* des transactions sans remettre en cause l'ensemble de la structure du fichier.

Le champ I2 marque la fin de chaque enregistrement par un retour chariot. Ce caractère est utilisé comme séparateur entre deux enregistrements.

Métier Technique

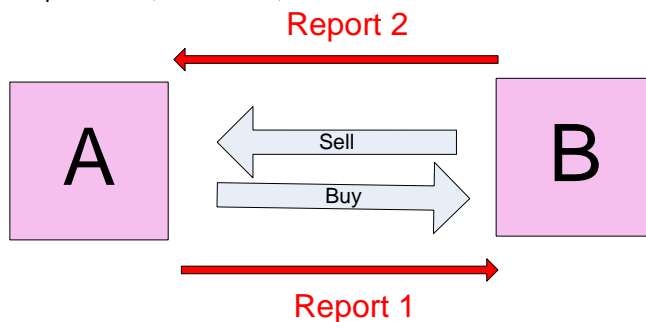
8.3. Exemples d'enregistrements

Instruments financiers admis aux négociations sur un MR ou un SMN de l'EEE

A titre d'exemple pour 5 cas parmi les plus fréquents, le contenu des déclarations attendues est présenté ci-dessous :

Cas n°1

Le PSI A achète au PSI B 485 titres STE GLE 6,2%97 TSR (code ISIN FR0000572521). Les 2 PSI interviennent en compte propre et la transaction est effectuée de gré à gré le 5 janvier 2008 à 9h05'08 au prix pied de coupon de 101,35%. Les 2 PSI s'accordent pour régler/livrer le 12 janvier 2008. Le montant total de la transaction, incluant le coupon couru, est de 513,96 euros.



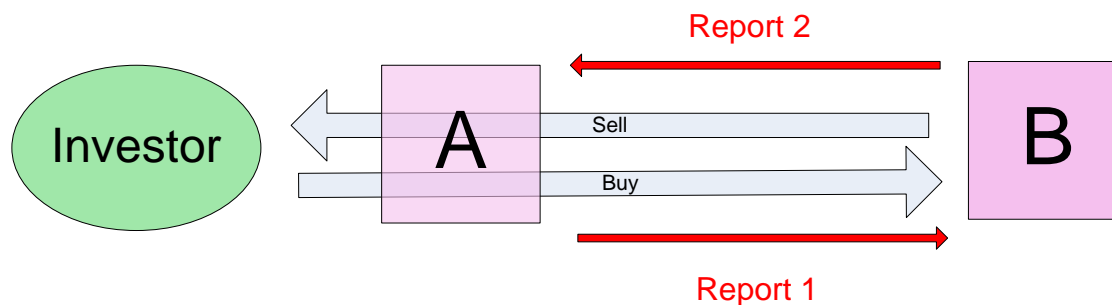
Le PSI A a fait le choix de déclarer lui-même les transactions qu'il effectue (sans recourir à un mandataire). En revanche, le PSI B a confié un mandat au PSI C pour ses déclarations RDT. Les déclarations attendues sont les suivantes :

N° Champ	Libellé du champ	Déclaration du PSI A	Déclaration du PSI B
1	Type d'enregistrement	D1	D1
A1	Type référentiel identifiant le déclarant	BIC	BIC
A2	Identifiant du déclarant	PSIAFRPPXXX~~~~	PSIBFRPPXXX~~~~
B1	Type référentiel identifiant l'entité émettrice	~~~	BIC
B2	Identifiant de l'entité émettrice	~~~~~	PSICFRPPXXX~~~~
C1	Type référentiel valeur	ISN	ISN
C2	Code de la valeur	FR0000572521~~~~~	FR0000572521~~~~~(...

N° Champ	Libellé du champ	Déclaration du PSI A	Déclaration du PSI B
		(...))
D1	Type référentiel identifiant le lieu de négociation	OTC	OTC
D2	Lieu de négociation	XOFF~~~~~	XOFF~~~~~
D3	Sens de l'opération pour le déclarant	B	S
D4	Quantité de titres / contrats échangés	0000000000485.00000	0000000000485.00000
D5	Expression du cours	PCT	PCT
D6	Devise du cours	~~~	~~~
D7	Cours unitaire	00000000101.35000000	00000000101.35000000
D8	Montant total de la transaction	0000000000513.96000	0000000000513.96000
D9	Devise du montant	EUR	EUR
D10	Identifiant unique de déclaration	BF000412ZA~~~~~ ~~~~~(…)	PSIB0001~~~~~ ~~~~~(…)
E1	Type référentiel identifiant la contrepartie	BIC	BIC
E2	Identifiant de la contrepartie	PSIBFRPPXXX~~~~	PSIAFRPPXXX~~~~
F1	Date de négociation	2008-01-05	2008-01-05
F2	Heure de négociation	09:05:08	09:05:08
F3	Date de dénouement théorique	2008-01-12	2008-01-12
G1	Nature de l'opération	P	P
H1	Indicateur de contre-passation	N	N
I1	Filler	~~~~~(…)	~~~~~(…)
I2	Fin d'enregistrement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Cas n°2

Le PSI A, société de gestion de portefeuille, achète au PSI B 485 titres STE GLE 6,2%97 TSR (code ISIN FR0000572521) pour le compte d'un de ces clients. Le PSI B intervient en compte propre et la transaction est effectuée de gré à gré le 5 janvier 2008 à 9h05'08 au prix pied de coupon de 101,35%. Les deux contreparties s'accordent pour régler/livrer le 8 janvier 2008. Le montant total de la transaction, incluant le coupon couru, est de 513,96 euros.

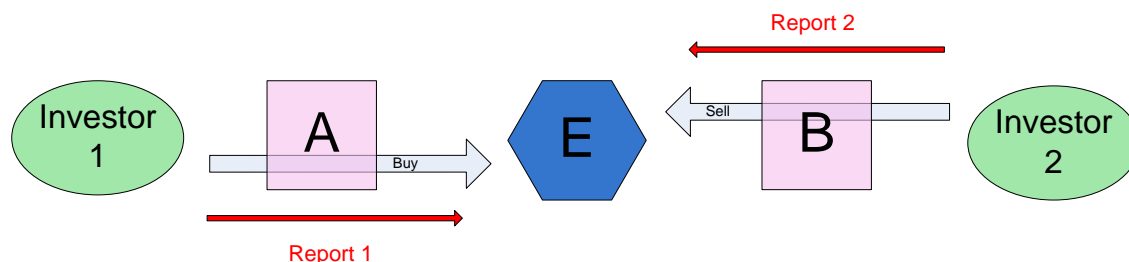


La société de gestion de portefeuille A a fait le choix de déclarer elle-même les transactions qu'elle effectue. En revanche, le PSI B a confié un mandat au PSI C pour ses déclarations RDT. Les déclarations attendues sont les suivantes :

N° Champ	Libellé du champ	Déclaration du PSI A	Déclaration du PSI B
1	Type d'enregistrement	D1	D1
A1	Type référentiel identifiant le déclarant	BIC	BIC
A2	Identifiant du déclarant	PSIAFRPPXXX~~~~	PSIBFRPPXXX~~~~
B1	Type référentiel identifiant l'entité émettrice	~~~~	BIC
B2	Identifiant de l'entité émettrice	~~~~~	PSICFRPPXXX~~~~
C1	Type référentiel valeur	ISN	ISN
C2	Code de la valeur	FR0000572521~~~~~ (...)	FR0000572521~~~~~ (...)
D1	Type référentiel identifiant le lieu de négociation	OTC	OTC
D2	Lieu de négociation	XOFF~~~~~	XOFF~~~~~
D3	Sens de l'opération pour le déclarant	B	S
D4	Quantité de titres / contrats échangés	0000000000485.00000	0000000000485.00000
D5	Expression du cours	PCT	PCT
D6	Devise du cours	~~~	~~~
D7	Cours unitaire	00000000101.35000000	00000000101.35000000
D8	Montant total de la transaction	0000000000513.96000	0000000000513.96000
D9	Devise du montant	EUR	EUR
D10	Identifiant unique de la déclaration	BF000412ZA~~~~~ ~~~~~(...)	PSIB0002~~~~~ ~~~~~(...)
E1	Type référentiel identifiant la contrepartie	BIC	BIC
E2	Identifiant de la contrepartie	PSIBFRPPXXX~~~~	PSIAFRPPXXX~~~~
F1	Date de négociation	2008-01-05	2008-01-05
F2	Heure de négociation	09:05:08	09:05:08
F3	Date de dénouement théorique	2008-01-08	2008-01-08
G1	Nature de l'opération	A	P
H1	Indicateur de contre-passation	N	N
I1	Filler	~~~~~(...)	~~~~~(...)
I2	Fin d'enregistrement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Cas n°3

Le PSI A et le PSI B effectuent tous les deux une transaction sur un SMN (code MIC « XSMN ») dont ils sont participants pour le compte de leurs clients respectifs (Investor 1, qui est acheteur et Investor 2, qui est vendeur). La transaction effectuée le 5 janvier 2008 à 9h05'08 porte sur 150 titres Alcatel (code ISIN FR0000130007) au cours de 35,654 EUR. L'anonymat des négociations prévaut sur ce SMN, si bien que du point de vue des PSI A et B la contrepartie est le SMN. Le règlement-livraison est standard à J+3. Le montant brut de la transaction est de 5348,10 euros.



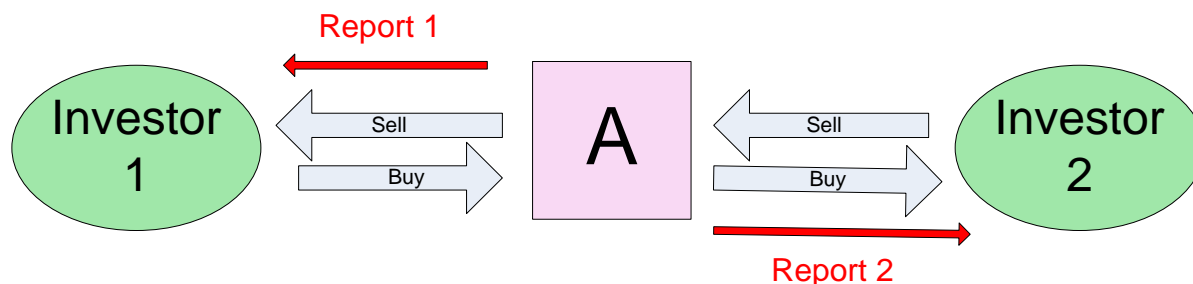
Le PSI A a fait le choix de déclarer lui-même les transactions qu'il effectue. En revanche, le PSI B a confié un mandat au PSI C pour ses déclarations RDT. Les déclarations attendues sont les suivantes :

N° Champ	Libellé du champ	Déclaration du PSI A	Déclaration du PSI B
1	Type d'enregistrement	D1	D1
A1	Type référentiel identifiant le déclarant	BIC	BIC
A2	Identifiant du déclarant	PSIAFRPPXXX~~~	PSIBFRPPXXX~~~
B1	Type référentiel identifiant l'entité émettrice	~~~	BIC
B2	Identifiant de l'entité émettrice	~~~~~	PSICFRPPXXX~~~
C1	Type référentiel valeur	ISN	ISN
C2	Code de la valeur	FR0000130007~~~~~ (...)	FR0000130007~~~~~ (...)
D1	Type référentiel identifiant le lieu de négociation	MIC	MIC
D2	Lieu de négociation	XSMN~~~~~	XSMN~~~~~
D3	Sens de l'opération pour le déclarant	B	S
D4	Quantité de titres / contrats échangés	0000000000150.00000	0000000000150.00000
D5	Expression du cours	PIE	PIE
D6	Devise du cours	EUR	EUR
D7	Cours unitaire	00000000035.65400000	00000000035.65400000
D8	Montant total de la transaction	0000000005348.10000	0000000005348.10000
D9	Devise du montant	EUR	EUR
D10	Identifiant unique de la déclaration	BF000413ZA~~~~~ ~~~~~(...)	PSIB0003~~~~~ ~~~~~(...)
E1	Type référentiel identifiant la contrepartie	MIC	MIC
E2	Identifiant de la contrepartie	XSMN~~~~~	XSMN~~~~~
F1	Date de négociation	2008-01-05	2008-01-05
F2	Heure de négociation	09:05:08	09:05:08
F3	Date de dénouement théorique	2008-01-08	2008-01-08
G1	Nature de l'opération	A	A
H1	Indicateur de contre-passation	N	N
I1	Filler	~~~~~(...)	~~~~~(...)
I2	Fin d'enregistrement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Cas n°4

Le PSI A s'interpose en compte propre entre deux investisseurs, Investor 1 qui souhaite acquérir 485 titres STE GLE 6,2%97 TSR (code ISIN FR0000572521) et Investor 2 qui souhaite vendre ses titres. Bien qu'elles soient

pratiquement simultanées, il y a en réalité deux transactions distinctes effectuées le 5 janvier 2008 par le PSI A : un achat à 14h30'50 au cours de 101,35% suivi d'une vente à 14h32'10 au cours de 101,50%. Le règlement-livraison est fixé dans les 2 cas au 8 janvier 2008.

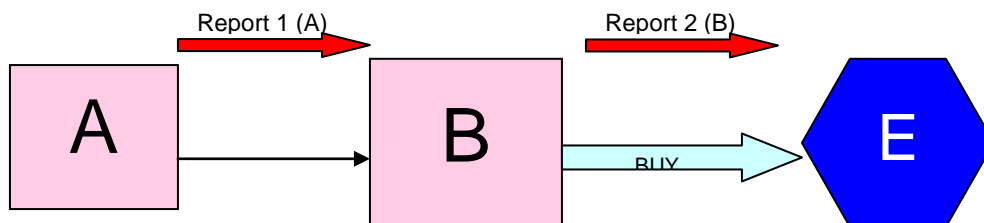


Le PSI A a fait le choix de déclarer lui-même les transactions qu'il effectue. Les déclarations attendues sont les suivantes :

N° Champ	Libellé du champ	Déclaration N° 1 du PSI A	Déclaration N°2 du PSI A
1	Type d'enregistrement	D1	D1
A1	Type référentiel identifiant le déclarant	BIC	BIC
A2	Identifiant du déclarant	PSIAFRPPXXX~~~~	PSIAFRPPXXX~~~~
B1	Type référentiel identifiant l'entité émettrice	~~~	~~~
B2	Identifiant de l'entité émettrice	~~~~~	~~~~~
C1	Type référentiel valeur	ISN	ISN
C2	Code de la valeur	FR0000572521~~~~~ (...)	FR0000572521~~~~~ (...)
D1	Type référentiel identifiant le lieu de négociation	OTC	OTC
D2	Lieu de négociation	XOFF~~~~~	XOFF~~~~~
D3	Sens de l'opération pour le déclarant	B	S
D4	Quantité de titres / contrats échangés	0000000000485.00000	0000000000485.00000
D5	Expression du cours	PCT	PCT
D6	Devise du cours	~~~	~~~
D7	Cours unitaire	00000000101.35000000	00000000101.50000000
D8	Montant total de la transaction	0000000000513.96000	0000000000515.42000
D9	Devise du montant	EUR	EUR
D10	Identifiant unique de la déclaration	BF000414ZA~~~~~ ~~~~~(...)	BF00045AZA~~~~~ ~~~~~(...)
E1	Type référentiel identifiant la contrepartie	CND	CND
E2	Identifiant de la contrepartie	~~~~~	~~~~~
F1	Date de négociation	2008-01-05	2008-01-05
F2	Heure de négociation	14:30:50	14:32:10
F3	Date de dénouement théorique	2008-01-08	2008-01-08
G1	Nature de l'opération	P	P
H1	Indicateur de contre-passation	N	N
I1	Filler	~~~~~(...)	~~~~~(...)
I2	Fin d'enregistrement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Cas n°5

Le PSI A souhaite acquérir pour son compte propre 485 titres STE GLE 6,2%97 TSR (code ISIN FR0000572521) et confie l'exécution de la transaction au PSI B, membre du marché réglementé identifié par son code MIC XREG. La transaction est exécutée sur ce marché le 5 janvier 2008 à 14h30'50.



PSI A et PSI B ont fait le choix de déclarer eux-mêmes les transactions qu'ils effectuent. Les déclarations attendues sont les suivantes :

N° Champ	Libellé du champ	Déclaration du PSI A	Déclaration du PSI B
1	Type d'enregistrement	D1	D1
A1	Type référentiel identifiant le déclarant	BIC	BIC
A2	Identifiant du déclarant	PSIAFRPPXXX~~~~	PSIBFRPPXXX~~~~
B1	Type référentiel identifiant l'entité émettrice	~~~	~~~
B2	Identifiant de l'entité émettrice	~~~~~	~~~~~
C1	Type référentiel valeur	ISN	ISN
C2	Code de la valeur	FR0000572521~~~~~ (...)	FR0000572521~~~~~ (...)
D1	Type référentiel identifiant le lieu de négociation	MIC	MIC
D2	Lieu de négociation	XREG~~~~~	XREG~~~~~
D3	Sens de l'opération pour le déclarant	B	B
D4	Quantité de titres / contrats échangés	0000000000485.00000	0000000000485.00000
D5	Expression du cours	PCT	PCT
D6	Devise du cours	~~~	~~~
D7	Cours unitaire	00000000101.35000000	00000000101.35000000
D8	Montant total de la transaction	0000000000513.96000	0000000000513.96000
D9	Devise du montant	EUR	EUR
D10	Identifiant unique de la déclaration	BF000416ZA~~~~~ ~~~~~(...)	PSIB000234~~~~~ ~~~~~(...)
E1	Type référentiel identifiant la contrepartie	IND	MIC
E2	Identifiant de la contrepartie	~~~~~	XREG
F1	Date de négociation	2008-01-05	2008-01-05
F2	Heure de négociation	14:30:50	14:30:50
F3	Date de dénouement théorique	2008-01-08	2008-01-08
G1	Nature de l'opération	P	A
H1	Indicateur de contre-passation	N	N
I1	Filler	~~~~~(...)	~~~~~(...)
I2	Fin d'enregistrement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Important :

- Les enregistrements d'en-tête et de fin de fichier ne sont pas présentés
- Les « ~ » représentent visuellement des « blancs » ASCII (code décimal 20)
- Le symbole « □ » représente le retour chariot ASCII (code décimal 13)

9. Suivi de production et contrôle de conformité des déclarations

9.1. Description du processus de contrôle automatisé des déclarations

Métier

L'AMF effectue chaque jour, sur chaque fichier transmis et sur chaque déclaration saisie, des contrôles techniques et fonctionnels (donnant lieu à alerte ou à rejet) permettant d'identifier les déclarations incohérentes ou incomplètes.

Ainsi, le traitement des déclarations transmises via RDT, lancé chaque jour ouvré vers minuit, comporte trois étapes :

➤ 1^{ère} étape : contrôles techniques

Les contrôles techniques ont pour objectif de vérifier que la structure des fichiers reçus est conforme au descriptif ci-dessus.

Les anomalies détectées à ce stade peuvent entraîner le rejet du fichier dans son intégralité.

Exemples :

- enregistrements de longueur anormale
- incohérence entre le compteur d'enregistrements (champ FF5) et le contenu du fichier
- non respect des règles de nommage des fichiers

Les 27 contrôles techniques existants, avec les codes rejets associés, sont listés en annexe au 10.1

➤ 2^{ème} étape : contrôles fonctionnels

Les contrôles fonctionnels sont de plusieurs natures :

- contrôle des modalités admises pour chaque champ
- contrôle de cohérence entre plusieurs champs déclarés
- contrôle de cohérence entre les informations déclarées via RDT et les informations reçues par ailleurs par l'AMF

Les principaux contrôles effectués sont décrits pour chaque champ dans le paragraphe 8.2.5 (cf. « contrôles d'intégrité »).

La plupart de ces contrôles sont susceptibles d'entraîner le rejet de la déclaration non-conforme. Toutefois, certains contrôles peuvent donner lieu à une simple alerte dans le fichier de feedback, ou même à une alerte interne au système AMF et non visible par le déclarant.

L'AMF se réserve le droit de transformer en rejet les alertes existantes et d'ajouter de nouveaux contrôles si nécessaire. Par ailleurs, l'absence de rejet ne doit pas être considérée comme une garantie absolue de conformité des déclarations transmises à la réglementation, certaines déclarations erronées n'étant pas détectables informatiquement.

Les contrôles fonctionnels donnant lieu au rejet de la déclaration, avec les codes rejets associés, sont listés en annexe au 11.2. Les contrôles fonctionnels donnant lieu à une alerte restituée dans le feedback, avec les codes alertes associés, sont listés en annexe au 11.3.

9.2. Moyens mis à disposition des déclarants par l'AMF.

9.2.1. Fichier de retour d'information (« feedback »)

Technique

Un fichier de retour d'information (ou « feedback ») est mis à disposition des entités émettrices qui déclarent via RDT*F, sous deux formats différents :

- Un fichier feedback sous format texte : feedback_date de bourse.txt
- Un fichier feedback sous format XML : feedback_date de bourse.xml (cf. Annexe au 10.)

NB : le contenu du fichier « .txt » a été modifié de façon à en faciliter la compréhension ; il est également plus complet puisqu'il contient le détail des déclarations en alerte. Toutefois, afin de permettre aux établissements de s'adapter progressivement à ce nouveau feedback, l'ancien feedback intitulé : « feedback.txt » continuera d'être généré en parallèle jusqu'à fin 2011. Pendant cette période transitoire, ce sont donc 3 fichiers de feedback qui seront mis à disposition des établissements (2 « .txt » et 1 « .xml »).

Ils sont mis à jour quotidiennement par l'AMF et contiennent le compte-rendu des traitements par le système RDT des fichiers reçus la veille. Ils sont récupérables à l'initiative de l'entité émettrice via SFTP pour RDT*F, selon les modalités décrites dans le guide technique.

Le fichier de feedback fournit des statistiques sur les déclarations reçues et précise le cas échéant la cause des rejets générés suite à aux contrôles techniques et fonctionnels.

Le fichier texte est composé des 6 blocs suivants :

- Nombre de fichiers reçus et rejetés par date de réception (contrôles techniques):
- Fichiers rejetés - Détail (contrôles techniques)
- Nombre de déclarations reçues, rejetées et en alertes par fichier accepté
- Déclarations rejetées - Détail par fichier (contrôles fonctionnels)
- Déclarations intégrées avec alertes - Statistiques (contrôles fonctionnels),
- Déclarations intégrées avec alertes - Détails (contrôles fonctionnels),

Important : en complément de l'analyse des fichiers de feedback, les établissements sont invités à solliciter périodiquement l'AMF pour obtenir des extractions des déclarations (rejetées et/ou intégrées) sur une période donnée, à des fins d'autocontrôle. Pour cela, il suffit d'envoyer un email à l'adresse rdt@amf-france.org en précisant le login RDT utilisé, ainsi que la période d'extraction souhaitée.

Métier

9.3. Responsabilité des déclarants

Il est de la responsabilité de l'entité émettrice des déclarations (déclarant direct, mandataire ou système de déclaration autorisé par l'AMF) d'analyser quotidiennement le contenu du fichier de retour d'information, selon l'un des deux modes décrits ci-dessus, afin de corriger et renvoyer sans délai les déclarations qui auraient été rejetées par le système de collecte de l'AMF.

A cet égard, il est précisé que le système RDT (et plus généralement l'application SESAM dont il est l'un des modules) a la capacité de collecter et de traiter un nombre de déclarations très important (plusieurs millions de déclarations par jour). Néanmoins, lorsqu'un établissement est amené à effectuer un rattrapage d'historique de grande ampleur, il convient d'en informer au préalable l'AMF (par mail à rdt@amf-france.org).

Lorsque le déclarant donne mandat à un tiers conformément au 2° du I de l'article 315-48 du règlement général de l'AMF, le déclarant demeure responsable du contenu de l'information transmise à l'AMF.

10. STRUCTURE DU FICHIER XML

10.1. Cas d'un fichier rejeté intégralement

```
<?xml version="1.0" encoding="ISO-8859-1"?>
<FeedBackRDT                                xmlns:xsi="http://www.w3.org/2001/XMLSchema-instance"
xsi:noNamespaceSchemaLocation="RDT_FDB1.1.xsd"
NomPSI="RDTLOGIN01" DateTraitement="2010-12-30" DateReception="2010-08-18" Version="1.1">
  <FichierStats>
    <StatFichiersRecus Nb="1"/>
    <StatFichiersRejetes Nb="1"/>
  </FichierStats>
  <FichierDetails>
    <FichiersRejetes>
      <FichierRejeteDetails>
        <Nom><![CDATA[LOGINRDT0120100818.1.SFTP]]></Nom>
        <CodeRejet>T004</CodeRejet>
        <LibelleRejet><![CDATA[Pb fichier<A0>: fichier vide]]></LibelleRejet>
      </FichierRejeteDetails>
    </FichiersRejetes>
  </FichierDetails>
</FeedBackRDT>
```

10.2. Cas de 2 fichiers intégrés avec des déclarations en alerte

```
<?xml version="1.0" encoding="ISO-8859-1"?>
<FeedBackRDT                                xmlns:xsi="http://www.w3.org/2001/XMLSchema-instance"
xsi:noNamespaceSchemaLocation="RDT_FDB1.1.xsd"
NomPSI="RDTLOGIN01" DateTraitement="2010-12-30" DateReception="2010-08-18" Version="1.1">
  <FichierStats>
    <StatFichiersRecus Nb="2"/>
    <StatFichiersRejetes Nb="0"/>
  </FichierStats>
  <FichierDetails>
    <FichiersAcceptes>
      <FichierAccepteDetails>
        <Nom><![CDATA[ LOGINRDT0120100818.1.SFTP ]]></Nom>
        <DclStats>
          <StatDclRecues Nb="2"/>
          <StatDclRejetes Nb="0"/>
          <StatDclEnAlerte Nb="2"/>
        </DclStats>
        <DclDetails>
          <Alertes>
```

<p><AlerteDetails> <Code>F24</Code> <Libelle><![CDATA[Le type ref contrepartie (E1) vaut CND pour 100% des déclarations OTC reçues ce jour. Si la contrepartie est un PSI, elle doit être identifiée par son code BIC. A vérifier et corriger le cas échéant.]]></Libelle> <Nb>2</Nb> <DclListe> <Dcl><![CDATA[ABCDEFG123]]></Dcl> <Dcl><![CDATA[ABCDEFG1234]]></Dcl> </DclListe> </AlerteDetails> </Alertes> </DclDetails> </FichierAccepteDetails> <FichierAccepteDetails> <Nom><![CDATA[LOGINRDT0120100818]]></Nom> <DclStats> <StatDclRecues Nb="6"/> <StatDclRejetes Nb="0"/> <StatDclEnAlerte Nb="4"/> </DclStats> <DclDetails> <Alertes> <AlerteDetails> <Code>F24</Code> <Libelle><![CDATA[Le type ref contrepartie (E1) vaut CND pour 100% des déclarations OTC reçues ce jour. Si la contrepartie est un PSI, elle doit être identifiée par son code BIC. A vérifier et corriger le cas échéant.]]></Libelle> <Nb>4</Nb> <DclListe> <Dcl><![ABCDEFG1235]]></Dcl> <Dcl><![ABCDEFG12356]]></Dcl> <Dcl><![ABCDEFG123567]]></Dcl> <Dcl><![ABCDEFG1235678]]></Dcl> </DclListe> </AlerteDetails> </Alertes> </DclDetails> </FichierAccepteDetails> </FichiersAcceptes> </FichierDetails> </FeedBackRDT></p>

11. LISTE DES CODES REJETS ET DES CODES ALERTES

11.1. Liste des rejets techniques

Code Rejet	Libellé	Commentaire
T001	Le login du PSI présent dans le nom du fichier n'est pas valide.	Si l'identifiant RDT sur 10 caractères (format : LOGINRDT01) n'est pas celui du remettant enregistré dans les bases de l'AMF : rejet intégral du fichier.
T001.1	Le login du PSI présent dans le nom du fichier est différent du login de connexion.	Si l'identifiant RDT sur 10 caractères (format : LOGINRDT01) présent dans le nom du fichier est différent du login de connexion qui s'est branché au système RDT : rejet intégral du fichier.
T002	Le format du nom de fichier n'est pas le suivant : 1 point en 19 ^{ème} position.	Si le 19 ^{ème} caractère composant le nom du fichier n'est pas un « . » (point) : rejet intégral du fichier.
T003	Le nom du fichier ne contient pas une date entre la 11 ^{ème} et la 18 ^{ème} positions ou un chiffre entre 1 et 999 après le point.	Si entre le 11 ^{ème} et le 18 ^{ème} caractère composant le nom du fichier la date n'est pas au format AAAAMMJJ : rejet intégral du fichier. Si le 20 ^{ème} caractère composant le nom du fichier n'est pas un chiffre compris entre 1 et 999 : rejet intégral du fichier.
T004	Pb fichier : fichier vide	Si le corps du fichier entre l'en-tête et l'enregistrement de fin est vide : rejet intégral du fichier.
T005	Pb en-tête : Type d'enregistrement incorrect (champ 1).	Si la lettre « E » (en-tête) n'est pas suivie d'un blanc ASCII : rejet intégral du fichier.
T006	Pb fichier : absence d'en-pied.	Si le fichier envoyé est dépourvu d'enregistrement de fin de fichier : rejet intégral du fichier.
T007	Pb en-tête : longueur inexacte : au lieu de 33 + retour chariot.	Si l'en-tête du fichier ne respecte pas le nombre de 33 caractères à savoir « E LOGINRDT01AAAA-MM-JJhh:mm:ss001 » + un retour chariot : rejet intégral du fichier.
T008	Pb en tête : longueur inexacte : au moins 450 caractères au lieu de 33 + retour chariot.	Si sur la ligne devant être composée uniquement de l'en-tête, il y a d'autres données : rejet intégral du fichier.
T009	Pb en-tête : Identifiant technique (ET1) erroné.	Si l'identifiant RDT sur 10 caractères (format : LOGINRDT01) n'est pas celui du remettant enregistré dans les bases de l'AMF : rejet intégral du fichier.
T010	Pb en-tête : la date de création (ET2) n'est pas valide.	Si la date de création du fichier ne respecte pas la norme ISO 8601 : YYYY-MM-DD : rejet intégral du fichier
T011	Pb en-tête : l'heure de création (ET3) n'est pas valide.	Si l'heure de création du fichier ne respecte pas la norme ISO 8601 : hh:mm:ss : rejet intégral du fichier
T012	Pb en-tête : Numéro de fichier invalide (ET4).	Si plusieurs fichiers portent le même numéro de séquence pour une même entité pour une même journée donnée (00h00 jusqu'à 23h59) : rejet intégral des fichiers.
T013	Pb en-tête : le numéro du fichier doit être compris entre 1 et 999	Si le numéro de fichier à la date de création du fichier n'est pas compris entre 1 et 999 : rejet intégral du fichier.
T014	Pb dans le corps du fichier : Type d'enregistrement incorrect (champ 1)	Si des caractères spéciaux ou tout autre caractère ne respectent pas la nomenclature demandée par le système RDT : rejet intégral du fichier. Champ 1 = D1 si la déclaration concerne une transaction portant sur un instrument listé admis aux négociations sur un MR et / ou un SMN de l'EEE.
T014.1	Type d'enregistrement incorrect, les déclarations sur dérivés OTC ne sont pas admises (champ 1)	Champ 1 = D2 si la déclaration concerne une transaction portant sur un instrument dérivé de gré à gré mono sous-jacent dont le sous-jacent est un instrument financier admis aux négociations sur un MR de l'EEE.
T015	<ul style="list-style-type: none"> Pb dans le corps du fichier : longueur inexacte : au lieu de 377 + retour chariot. 	Si une des lignes (dédiées aux déclarations de transactions), n'est pas composée de 377 caractères (blanc compris) + d'un retour chariot : rejet intégral du fichier.

Dérivé OTC

Code Rejet	Libellé	Commentaire
T016	Pb dans le corps du fichier : longueur inexacte : au moins 450 caractères au lieu de 377 + retour chariot.	Si une des lignes (dédiées aux déclarations de transactions), est composée de plus de 377 caractères (blanc compris) + d'un retour chariot : rejet intégral du fichier.
T017	Pb en-pied : type d'enregistrement incorrect (champ 1).	Si la lettre « F » (fin) n'est pas suivie d'un blanc ASCII : rejet intégral du fichier.
T018	Pb en-pied : longueur inexacte : au lieu de 41 + retour chariot.	Si l'enregistrement de fin du fichier ne respecte pas le nombre de 41 caractères à savoir : F LOGINRDT01AAAA-MM-JJhh:mm:ss0010000000 » + un retour chariot : rejet intégral du fichier.
T019	Pb en-pied : longueur inexacte : au moins 450 caractères au lieu de 41 + retour chariot.	Si sur la ligne devant être composée uniquement de l'enregistrement de fin de fichier, il y a d'autres données : rejet intégral du fichier.
T020	Pb en-pied : Identifiant technique (FF1) erroné.	Si l'identifiant RDT sur 10 caractères (format : LOGINRDT01) n'est pas celui du remettant enregistré dans les bases de l'AMF : rejet intégral du fichier.
T021	Pb en-pied : la date de création (FF2) n'est pas valide.	Si la date de création du fichier ne respecte pas la norme ISO 8601 : YYYY-MM-DD : rejet intégral du fichier.
T022	Pb en-pied : l'heure de création (FF3) n'est pas valide.	Si l'heure de création du fichier ne respecte pas la norme ISO 8601 : hh:mm:ss : rejet intégral du fichier.
T023	Pb en-pied : le numéro du fichier doit être compris entre 1 et 999	Si le numéro de fichier à la date de création du fichier n'est pas compris entre 1 et 999 : rejet intégral du fichier.
T024	Pb en-pied : numéro de fichier invalide (FF4).	Si plusieurs fichiers portent le même numéro de séquence pour une même entité pour une même journée donnée (00h00 jusqu'à 23h59) : rejet intégral des fichiers.
T025	Pb en-pied : compteur d'enregistrement (FF5) incohérent avec le contenu du fichier.	Si le nombre de lignes (dédiées aux déclarations de transactions), composant le corps du fichier est différent du nombre contenu dans l'enregistrement de fin de fichier : rejet intégral du fichier.
T026	Rejet du fichier : plusieurs fichiers avec le même numéro (ET4).	Si plusieurs fichiers affichent un même numéro séquentiel pour une même entité pour une même journée de bourse : rejet intégral du fichier.
T027	Le numéro de fichier de l'entête est différent de celui présent dans le nom du fichier	Si le numéro de séquence dans l'entête est différent du numéro de séquence renseigné dans le nom du fichier : rejet intégral du fichier.
T028	La date de création du fichier dans l'entête est différente de celle présente dans l'en-pied.	Si la date de création renseignée dans l'entête du fichier est différente de celle renseignée dans l'en-pied : rejet intégral du fichier.

11.2. Liste des rejets fonctionnels

Code rejet	Commentaire
R001	L'identifiant unique de déclaration (D10) n'est pas renseigné.
R002	Type enregistrement (champ 1) invalide.
R003	Type de référentiel déclarant (A1) ou code déclarant (A2) non renseigné.
R004	Type de référentiel déclarant (A1) différent de "BIC".
R005	Le champ F1 (date de négociation) doit être une date au format YYYY-MM-DD.
R006	Le champ F2 (heure de négociation) doit être une heure au format HH:MI:SS.
R007	Les déclarations antérieures de plus de 4 ans ne sont pas acceptées par le système RDT.
R008	Type référentiel déclarant (A1) ou code déclarant (A2) non référencé.
R009	Type de référentiel entité émettrice (B1) non renseigné et identifiant entité émettrice (B2)

Code rejet	Commentaire
	renseigné.
R010	Type de référentiel entité émettrice (B1) renseigné et identifiant entité émettrice (B2) non renseigné.
R011	Type de référentiel entité émettrice (B1) incorrect.
R012	Type de référentiel de l'entité émettrice (B1) ou identifiant de l'entité émettrice (B2) non référencé par AMF.
R013	L'identité de l'entité émettrice (B1-B2) ne doit être renseignée que si elle diffère de l'identité soumise à l'obligation déclarative (A1-A2).
R014	L'entité émettrice identifiée en B1-B2 n'est pas autorisée à transmettre des déclarations par ce canal (ET1) pour ce déclarant (A1-A2).
R015	Type de référentiel valeur (C1) invalide.
R015.1	Pour une transaction de gré à gré sur dérivés OTC, le type de référentiel de l'instrument financier attendu (C1) est « XXX ».
R016	Type référentiel valeur (C1) ne doit être renseigné à LOC que pour les transactions portant sur des dérivés listés ne possédant pas de code ISIN.
R017	Code valeur (C2) non renseigné.
R018	Code ISIN (Champ C2) invalide.
R020	Pour une transaction de gré à gré sur instrument listé, le lieu de négociation attendu est XOFF.
R020.1	Pour une transaction de gré à gré sur dérivés OTC, le lieu de négociation attendu (D2) est « XXXX ».
R021	Type référentiel identifiant le lieu de transaction (D1) incorrect.
R021.1	Le référentiel identifiant le lieu de transaction doit être renseigné à « OTC » pour une transaction de gré à gré sur dérivés OTC.
R023	Le code BIC indiqué dans le champ D2 (lieu de négociation) n'est pas celui d'un internalisateur systématique valide à la date de négociation indiquée (F1).
R024	Le lieu de négociation (D2) n'est pas valide à la date de négociation indiquée (F1).
R025	Le type référentiel valeur (champ C1) vaut "ISN" alors que le code MIC indiqué dans le champ D2 est celui d'un marché réglementé pour lequel l'utilisation du code AII est obligatoire.
R026	Le type référentiel valeur (champ C1) vaut "LOC" alors que le code MIC indiqué dans le champ D2 est celui d'un lieu de négociation pour lequel l'utilisation du code ISIN est obligatoire.
R027	Le premier composant du code AII (code MIC en début de champ C2) n'est pas le code MIC d'un marché réglementé pour lequel l'utilisation de l'AII est autorisée.
R028	Nature de l'opération (G1) non renseignée ou invalide.
R029	Sens de l'opération (D3) invalide.
R030	Le champ D4 (quantité de titres échangée) doit être numérique (14.5).
R031	La quantité de titres échangée (D4) est négative ou nulle.
R032	Type d'expression du cours (D5) invalide.
R033	L'expression de la quantité (champ D11) doit être renseignée à FMT si la quantité est exprimée en nominal et renseignée à UNT ou laissée vide sinon.
R034	La quantité ne peut être exprimée en nominal (champ D11 = FMT) que si le cours est exprimé en % (champ D5 = PCT).
R035	Code devise du cours renseigné alors que l'expression du cours = 'PCT'.
R036	La devise du cours (D6) n'est pas valide.
R037	Le champ D7 (cours) doit être numérique (11.8).
R038	Le cours de la transaction déclarée (D7) est négatif ou nul.
R039	Le champ D8 (montant) doit être numérique (14.5).
R040	Le montant de la transaction (D8) est négatif ou nul.
R041	Montant de la transaction (D8) non renseigné pour une transaction qui n'a pas été réalisée sur un marché dérivé.
R042	La devise du montant (D9) n'est pas valide.
R043	Le champ Devise du montant (D9) est renseigné alors que le champ Montant total de la

Dérivé OTC

Dérivé OTC

Dérivé OTC

Code rejet	Commentaire
	transaction (D8) est vide.
R044	Incohérence entre quantité (D4) cours (D7) et montant (D8) déclarés.
R045	Incohérence entre quantité (D4) cours (D7) et montant (D8) déclarés (NB : devise du cours différente de la devise du montant).
R046	Le type de référentiel contrepartie (E1) ne doit être renseigné à IND que pour les transactions en compte propre intermédiées, or Nature opération (G1) vaut A (compte de tiers).
R048	Type référentiel contrepartie (E1) ne doit être renseigné à CND que pour les transactions OTC dont la contrepartie n'est pas déclarable.
R047	Identifiant de la contrepartie (E2) non vide alors que type de référentiel contrepartie (E1) vaut CND ou IND.
R049	Le type de référentiel contrepartie (E1) ne doit être renseigné à MIC que pour les transactions effectuées sur un marché réglementé ou un SMN.
R050	Type de référentiel contrepartie vide ou incorrect.
R051	L'identifiant de la contrepartie (E2) n'est pas un code BIC11 valide.
R052	L'identifiant de la contrepartie (champ E2) n'est pas le code BIC d'une contrepartie de marché.
R053	L'identifiant de la contrepartie (E2) n'est pas un code MIC valide.
R054	Incohérence entre lieu de négociation (D2) et identité de la contrepartie (E2).
R055	Date de négociation (F1) > date du jour.
R056	Le champ F3 (date de dénouement théorique) doit être une date au format YYYY-MM-DD.
R057	Date de dénouement théorique (F3) non renseignée pour une transaction qui n'a pas été réalisée sur un marché dérivé.
R058	Date de dénouement théorique (F3) < date de négociation (F1).
R059	Indicateur d'annulation (H1) incorrect.
R060	Le champ E1 doit valoir IND pour les transactions en compte propre intermédiées, et les transactions effectuées en qualité de membre sur ce marché n'ont pas lieu d'être déclarées via RDT (dispense).
R061	Les établissements agissant en qualité de RTO ne sont pas soumis au reporting, et les transactions effectuées en qualité de membre sur ce marché n'ont pas lieu d'être déclarées via RDT (dispense).
R062	Les transactions effectuées en qualité de membre sur MTS France n'ont pas lieu d'être déclarées via RDT (dispense).
R063	Aucune opération sur cette valeur (C2) n'a été effectuée sur Euronext (D2) à la date déclarée (F1).
R066	Le premier composant du code All (en début du champ C2) n'est pas cohérent avec le lieu de négociation indiqué dans le champ D2.
R067	Le deuxième composant du code All (code produit en position 5 dans le champ C2) n'est pas renseigné.
R068	Le deuxième composant du code All (Product Code en position 5 dans le champ C2) contient des caractères spéciaux non autorisés.
R069	Le troisième composant du code All (type de dérivé en position 17 dans le champ C2) n'est pas valide (O et F sont les seules valeurs autorisées).
R070	Le quatrième composant du code All (type d'option en position 18 dans le champ C2) n'est pas valide (C, P et F sont les seules valeurs autorisées).
R071	Les troisième et quatrième composants du code All (type de dérivé et type d'option en positions 17 et 18 dans le champ C2) ne sont pas cohérents (OC, OP et FF sont les seules combinaisons autorisées).
R072	Le cinquième composant du code All (date d'échéance en position 19 dans le champ C2) n'est pas une date au format YYYY-MM-DD.
R073	La date d'échéance indiquée dans le code All (position 19 dans le champ C2) est antérieure à la date de négociation indiquée dans le champ F1.
R074	Le sixième composant de l'All (prix d'exercice en position 29 dans le champ C2) est renseigné

Code rejet	Commentaire
	alors que type dérivé vaut F.
R075	Le sixième composant de l'All (prix d'exercice en position 29 dans le champ C2) doit être strictement positif si type dérivé vaut O.
R076	Le sixième composant de l'All (prix d'exercice en position 29 dans le champ C2) n'est pas au format attendu (13.5).
R077	La contrepartie d'une transaction effectuée sur un marché sans anonymat doit être identifiée par son code BIC (champs E1 et E2).
R078	La contrepartie de la transaction est identifiée par un code BIC alors que le lieu de négociation indique dans le champ D2 correspond à un marché avec anonymat.
R079	Le lieu de négociation (champ D2) est renseigné avec un code MIC qui ne correspond pas à un marché réglementé, un SMN ou un système équivalent hors EEE.
R080	Le code ISIN (norme ISO 6166) du sous-jacent (champ C3) sur lequel porte le dérivé OTC n'est pas renseigné.
R081	Le code ISIN (norme ISO 6166) du sous-jacent (champ C3) sur lequel porte le dérivé OTC n'est un code ISIN valide.
R082	Le type de dérivé (champ C5) est obligatoire pour les transactions de gré à gré sur dérivés OTC.
R083	Le type de dérivé (champ C5) doit être renseigné à « O », « W », « F », « D », « X », « S », « Z », « K » en fonction du type de produit sur lequel porte la transaction.
R084	Le code Markit (champ C4) doit être renseigné uniquement pour identifier l'obligation de référence d'un contrat CDS.
R086	Le code de type d'option (champ C6) doit être renseigné à « C » pour les contrats « call » et à « P » pour les contrats « put ».
R087	Le « price multiplier » (champ C7) doit respecter le format attendu (14.5), i.e. 14 chiffres et 5 décimales
R088	Le « price multiplier » (champ C7) doit être strictement positif
R089	Le prix d'exercice (champ C8) doit respecter le format attendu (14.5), i.e. 14 chiffres entiers et 5 décimales
R090	Le prix d'exercice (champ C8) doit être strictement positif
R091	La date d'échéance (champ C9) doit respecter le format YYYY-MM-DD
R092	La date d'échéance (champ C9) ne peut pas être inférieure à la date de négociation (champ F1)
R900	Doublon sur l'identifiant unique de la déclaration (D10).
R901	La déclaration a déjà été annulée.
R902	Déclaration à annuler non trouvée.
R903	Une déclaration avec le même identifiant D10 a déjà été transmise dans un fichier précédent.

11.3. Liste des alertes restituées dans le feedback

Code Alerte	Libellé
F00	La déclaration a été transmise plus de 2 jours ouvrés après la négociation.
F01	L'heure de négociation de la déclaration indiquée dans le champ F2 est égale à minuit : horaire à vérifier et corriger le cas échéant.
F02	Le déclarant et la contrepartie sont identiques. Cette convention déclarative ne peut être utilisée que pour les opérations de matching de portefeuille.
F03	L'écart entre date de négociation et date de dénouement est supérieur à 8 jours. Pour mémoire, les cessions temporaires de titres et les exercices

F07	d'options n'ont pas lieu d'être déclarés via RDT Toutes les déclarations OTC reçues ce jour sur instruments listés ont la même heure de négociation : horaire à vérifier et corriger le cas échéant.
F07.1	Toutes les déclarations OTC reçues ce jour sur dérivées OTC ont la même heure de négociation : horaire à vérifier et corriger le cas échéant.
F20	La quantité indiquée dans le champ D4 n'est pas un nombre entier: à vérifier et corriger le cas échéant.
F21	Le montant de la transaction indiqué dans le champ D8 est strictement supérieur à un seuil paramétrable : à vérifier et corriger le cas échéant.
F22	Le cours unitaire indiqué dans le champ D7 est strictement supérieur à un seuil paramétrable: à vérifier et corriger le cas échéant.
F23	Le cours unitaire indiqué dans le champ D7 est strictement inférieur à un seuil paramétrable: à vérifier et corriger le cas échéant.
F24	Le type réf contrepartie (E1)=CND pour 100% des déclarations OTC sur instruments listés reçues ce jour. Si la contrepartie est un PSI, elle doit être identifiée par son code BIC. A vérifier et corriger le cas échéant.
F24.1	Le type référentiel contrepartie (E1)= CND pour 100% des déclarations OTC sur dérivés OTC reçues ce jour. Si la contrepartie est un PSI elle doit être identifiée par son code BIC. A vérifier et à corriger le cas échéant.
F25	Le code du déclarant (champ A2) n'est pas un code BIC valide à la date de négociation indiquée (F1).
F26	Le code identifiant l'entité émettrice (champ B2) n'est pas un code BIC valide à la date de négociation indiquée (F1).
F27	Transaction OTC dont l'heure de négociation est inférieure à 8h ou supérieure à 20h. A vérifier et corriger le cas échéant.
F36	Le champ C6 (Code de type d'option) est obligatoire pour ce type de dérivé
F37	Le champ C6 (Code de type d'option) ne doit pas être rempli pour ce type de dérivé.
F38	Le champ C7 (Price multiplier) est obligatoire pour ce type de dérivé.
F39	Le champ C7 (Price multiplier ne doit pas être rempli pour ce type de dérivé.
F40	Le champ C8 (prix d'exercice) est obligatoire pour ce type de dérivé.
F41	Le champ C8 (prix d'exercice) ne doit pas être rempli pour ce type de dérivé.
F42	Le champ C9 (Expiration date) est obligatoire pour ce type de dérivé.

Dérivé OTC

Dérivé OTC

Dérivé OTC

12. RECOMMANDATIONS CESR : COMMENT DECLARER LES TRANSACTIONS SUR LES INSTRUMENTS DERIVES DE GRE A GRE.

**COMITE EUROPEEN DES REGULATEURS DE MARCHE DE VALEURS
MOBILIERES**

Date : 8 octobre 2010
Réf.: CERVM/10-661

Recommandations

**Comment déclarer les transactions sur les instruments
dérivés de gré à gré**

Cette traduction française est un outil de travail mis à la disposition des professionnels ; elle ne se substitue pas à la
version officielle en anglais figurant sur le site de l'ESMA et accessible à partir du lien suivant :
<http://www.esma.europa.eu/>

CERVM,

11-13 avenue de Friedland, 75008 Paris, France - Tel +33 (0)1 58 36 43 21, web site: www.CERVM.eu

Table des matières

Glossaire	3
I. Introduction	4
A. Déclaration des transactions en Europe	4
B. Le mécanisme d'échange de déclarations de transaction	4
C. Travaux du CERVM dans le domaine de la déclaration de transactions sur les instruments dérivés de gré à gré	4
D. Portée de la déclaration de transaction sur les instruments dérivés de gré à gré	4
E. Les champs de la déclaration de transaction	5
F. Garnissage des champs de déclaration par type d'instrument dérivé	9
G. Changements et événements susceptibles d'être déclarés	9
II. Options de gré à gré	10
III. Bons de souscription de gré à gré	12
IV. Contrats à terme de gré à gré	13
V. Contrats pour la différence (CFD)	13
VI. Spread betting	16
VII. Debt Equity Swaps	20
VIII. Contrats d'échange sur événement de crédit (CDS)	26
IX. Dérivés complexes	29

Glossaire

<i>TREM</i>	Le mécanisme d'échange des déclarations de transaction qui permet aux membres du CERVIM d'échanger des déclarations de transaction.
<i>MAD</i>	Directive sur les abus de marché (2003/6/EC), OJ L 96/16 12.4.2003
<i>MIF</i>	Directive sur les marchés d'instruments financiers (2004/39/EC), OJ L 145, 30.4.2004, p.1.
<i>Règlement MIF Niveau 2</i>	Règlement de la Commission européenne (CE) No. 1287/2006 du 10 août 2006 portant mesures d'exécution de la directive 2004/39/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les obligations des entreprises d'investissement en matière d'enregistrement, le compte rendu des transactions, la transparence du marché, l'admission des instruments financiers à la négociation et la définition de termes aux fins de ladite directive, OJ L 241, 2.9.2006, p.1,
<i>SMN</i>	Un système multilatéral de négociation comme défini dans l'Article 4 (15) de la Directive MIF. Il s'agit d'un système multilatéral, exploité par une entreprise d'investissement ou un opérateur de marché, qui met en présence plusieurs tiers vendant et achetant des participations dans des instruments financiers.
<i>Dérivé de gré à gré</i>	Un instrument financier qui est négocié de gré à gré, où la valeur de l'instrument est dérivée de, ou autrement dépendante de la valeur d'une dette, ou d'un ou de plusieurs titres de créance qui sont admis à la négociation sur un marché réglementé.
<i>Marché réglementé ou MR</i>	Un marché réglementé comme défini dans l'Article 4 (14) du MIF.
<i>CFI</i>	Classification des instruments financiers - norme ISO 10962 Le code CFI est un code de 6 caractères qui identifie un instrument financier. Le code CFI officiel d'un instrument financier ne peut être attribué que par l'Agence nationale d'attribution des numéros. Toutefois, il est autorisé d'utiliser la norme pour générer des codes CFI « non officiels » pour les instruments financiers.
<i>All</i>	Identifiant alternatif des instruments financiers (Alternative Instrument Identifier) Cet identifiant est utilisé pour identifier les produits dérivés négociés en bourse sur certains marchés, dans le cas où ces marchés ont choisi d'identifier les instruments financiers admis à la négociation sur leur marché en utilisant le code All plutôt que le code ISIN code (voir ci-dessous). Ce code est composé de six caractères ou champs de données du contrat : code du marché, code produit d'échange, prix d'exercice, date d'échéance, type de produit dérivé, vente et achat.
<i>ISIN</i>	Numéro international d'identification des titres (International Securities Identification Number) – norme ISO 6166 Le code ISIN est un code de 12 caractères alphanumériques qui identifie de façon unique un seul instrument. Les codes ISIN sont attribués dans chaque pays par une agence nationale d'attribution des numéros (NNA).
<i>NNA</i>	Agence nationale d'attribution des numéros (National Numbering Agency) La NNA d'un pays est chargée d'attribuer les codes CFI et ISIN aux instruments financiers conformément aux normes ISO applicables.
<i>ANNA</i>	Association des agences nationales d'attribution des numéros (Association of National Numbering Agency) Le ANNA l'organisme international qui coordonne le travail des agences nationales d'attribution des numéros (NNA).

I. Introduction

A. Déclaration des transactions en Europe

Les autorités compétentes (AC) à travers l'espace économique européen, s'attachent à la détection des abus de marché et au maintien de l'intégrité de leurs marchés. La réception et l'examen des rapports de transaction sont des éléments essentiels pour permettre aux AC de détecter les abus de marché et la Directive sur les marchés d'instruments financiers (MIF) donne aux AC le pouvoir et l'obligation de recueillir les rapports de transaction sur les instruments admis à la négociation sur les marchés réglementés. Cependant, de nombreuses AC ont noté qu'il existe toute une gamme d'instruments financiers de gré à gré qui reflètent les instruments admis à la négociation sur les marchés réglementés qui peuvent également être utilisés pour les besoins de l'abus de marché. Certaines AC ont élargi la collecte des rapports de transaction pour inclure les instruments financiers de gré à gré dont la valeur est dérivée d'instruments admis à la négociation sur les marchés réglementés pour améliorer leur capacité de détecter les activités suspectes et de maintenir l'intégrité de leurs marchés. Beaucoup d'autres autorités compétentes sont actuellement en train d'étudier cette option également.

B. Le mécanisme d'échange de déclarations de transaction

Le CERVM a mis en œuvre en novembre 2007 un système informatique ayant pour but de faciliter l'échange des rapports de transaction entre les régulateurs. Ce système, baptisé mécanisme d'échange des déclarations de transaction (TREM), a été conçu à partir des exigences du Règlement MIF niveau 2 portant sur l'organisation de l'échange des rapports de transaction entre les régulateurs financiers européens.

Le TREM est actuellement limité à la portée du Règlement MIF niveau 2, c'est-à-dire à l'échange des rapports de transaction concernant les instruments financiers admis à la négociation sur les marchés réglementés en Europe. Après un an et demi de fonctionnement et d'observation des différentes pratiques parmi les membres du CERVM, le CERVM a décidé de modifier le TREM pour faciliter l'échange des rapports de transaction sur les instruments financiers dérivés de gré à gré, entre les membres du CERVM.

C. Travail du CERVM dans le domaine de la déclaration de transactions sur les instruments dérivés de gré à gré

Ce document tient compte de la décision du CERVM concernant les normes techniques relatives à la classification et à l'identification des instruments dérivés de gré à gré pour les besoins de l'échange des rapports de transaction entre les membres du CERVM (via le TREM) (Réf. CERVM/09-1036) et de la déclaration reprenant les commentaires sur la consultation du CERVM au sujet de ces directives (Réf. CERVM/09-768).

Le CERVM reconnaît que d'autres initiatives parallèles sont en cours dans ce domaine et que le marché de gré à gré est un marché extrêmement dynamique. Par conséquent, ces directives seront modifiées et/ou remplacées par de nouvelles directives lorsque cela sera nécessaire, en fonction des résultats futurs d'études parallèles et de l'évolution du marché. Ces directives seront mises à jour selon le protocole établi dans la réf. CERVM/10-663.

D. Portée de la déclaration de transaction sur les instruments dérivés de gré à gré

Le CERVM a décidé que seules les transactions sur des instruments dérivés de titres dont l'instrument sous-jacent est négocié sur un marché réglementé doivent être échangées. Cela exclut les indices ou les paniers de titres, à l'exception des dérivés pour lesquels tous les titres sous-jacents sont émis par la même entité, par exemple les contrats d'échange sur risque de crédit sur un seul émetteur. Veuillez noter qu'un panier contient au moins deux

instruments financiers (les entreprises ne devraient pas en abuser en montant un panier qui ne représente en réalité qu'un seul instrument).

Dans la lignée de ce qui précède, le CERVM a décidé d'échanger les transactions sur les dérivés de gré à gré suivants :

1. Options
2. Bons de souscription
3. Contrats à terme
4. Contrats pour la différence (CFD) et Contrats d'échange sur rendement total (TRS)
5. Spread betting
6. Contrats d'échange (sauf CFD, TRS et CDS)
7. Contrats d'échange sur événement de crédit (CDS)
8. Dérivés complexes

Le CERVM a décidé d'adopter une approche plus globale dans laquelle les instruments dérivés qui ne tomberaient pas dans ces catégories de base seraient cependant déclarés sous une étiquette commune de « produits dérivés complexes ». Les frontières entre les instruments dérivés « de base » et « complexes » seront définies plus en détail dans le présent document.

Ces directives définissent des normes communes pour apporter une cohérence à la collecte de données auprès des entreprises d'investissement. Elles définissent et expliquent, pour chaque type d'instrument dérivé, comment les champs des rapports de transaction doivent être remplis pour représenter de manière harmonisée l'exécution d'une transaction relative à un tel instrument.

Les exemples qui suivent sont fournis pour aider à clarifier les types d'instruments dérivés de gré à gré dont la déclaration deviendra obligatoire pour les entreprises d'investissement. Il convient de noter que l'instrument sous-jacent ultime d'un instrument dérivé de gré à gré est un élément clé qui détermine si un dérivé doit ou non être déclaré.

Pour l'essentiel, si la valeur de l'instrument dérivé de gré à gré dépend de la performance d'un seul titre ou du risque d'un seul émetteur, toute transaction portant sur cet instrument réalisée par une entreprise d'investissement doit être déclarée.

Veuillez noter que cette liste d'exemples n'est pas exhaustive mais met plutôt l'accent sur la pertinence.

Les transactions sur les instruments suivants **doivent être déclarées** :

- un swap sur événement de crédit sur un seul émetteur
- un swap entre la performance d'un indice à une date donnée et la performance d'un titre unique (bien que le produit dérivé concerne un indice à plusieurs composantes, il se réfère également à un émetteur unique)
- un swap entre les performances de deux titres différents
- un swap de dettes
- un swap de dividendes

Les transactions sur les instruments suivants **ne doivent pas être déclarées** :

- un contrat à terme ou une option sur un indice
- un contrat à terme ou une option sur un panier (comptant au moins deux titres)
- un swap entre deux indices
- un contrat à terme ou une option sur une marchandise, un taux d'intérêt ou un taux de change
- un swap entre deux taux d'intérêt
- un swap de volatilité
- un CDS sans entité de référence qui soit admise à la négociation sur un marché réglementé (par exemple CDS sur un prêt)

- certains produits structurés qui ne sont pas admis à la négociation sur un marché réglementé de l'UE (et de ce fait, qui n'ont pas à être déclarés, comme les Euro Medium Term Notes) sont conçus, dans la pratique, à travers la combinaison de différentes opérations sur dérivés, certaines étant des transactions de gré à gré. Il est prévu que les contrats de gré à gré sous-jacents soient communiqués, pour autant que ces contrats répondent aux exigences de déclaration des transactions des instruments dérivés de gré à gré
- une transaction sur un instrument dérivé qui est uniquement admis à la négociation sur un système ou une plateforme multilatérale de négociation et non sur un marché réglementé, n'est pas soumise à l'obligation de déclaration comme un instrument dérivé de gré à gré

E. Les champs de la déclaration de transaction

Afin d'éviter les interférences avec les exigences locales déjà mises en œuvre dans les Etats membres, la section suivante concerne **uniquement** les champs sur lesquels les instruments dérivés de gré à gré ont un impact spécifique. Il existe un certain nombre d'autres domaines dans l'Annexe 1 du Règlement MIF niveau 2. Les consignes concernant ces autres domaines doivent demeurer inchangées dans le cas d'une déclaration de transaction sur des instruments dérivés de gré à gré.

Indicateur d'achat / vente

Définition dans l'Annexe 1 – Indique si la transaction était un achat ou une vente du point de vue de l'entreprise d'investissement qui fait la déclaration, ou, dans le cas d'une déclaration destinée à un client, du point de vue du client.

Norme - Un caractère alphabétique, « B » ou « S » devrait être utilisé pour indiquer si la transaction était un achat ou une vente du point de vue de l'entreprise qui fait la déclaration.

Exigences spécifiques pour les instruments dérivés de gré à gré – En général, la norme ci-dessus s'applique.

Identification de l'instrument

Définition dans l'Annexe 1 - Elle consistera en :

- un code unique, qui sera décidé par l'autorité compétente (le cas échéant) à laquelle la déclaration est soumise, pour identifier l'instrument financier qui fait l'objet de la transaction
- si l'instrument financier en question ne possède pas un code unique d'identification, la déclaration devra comprendre le nom de l'instrument ou, dans le cas d'un contrat dérivé, les caractéristiques du contrat.

Exigences spécifiques pour les instruments dérivés de gré à gré – Il s'agira des six caractéristiques du contrat comme décidé dans la décision du CERVm concernant les normes techniques sur la classification et l'identification des instruments dérivés de gré à gré pour les besoins de l'échange des rapports de transaction entre les membres du CERVm :

1. Code ISIN du sous-jacent ultime – il s'agit du code ISIN du titre de capital ou de l'obligation sous-jacent ultime du dérivé. Par exemple, si le dérivé est une option sur un contrat à terme sur un titre (s'il existe), il s'agit du code ISIN de ce titre.
2. Type d'instrument dérivé – il s'agit de la classification de l'instrument dérivé de gré à gré défini dans ce chapitre. Dans l'exemple ci-dessus, il s'agirait d'une option.
3. Identifiant de vente ou d'achat – dans le cas d'une option.
4. Multiplicateur de prix.
5. Prix d'exercice.
6. Date d'échéance.

Ces champs seront rapportés comme des champs séparés.

Si l'instrument de gré à gré a un code ISIN, le code ISIN de cet instrument pourra être ajouté. Cette étape est facultative.

Prix unitaire

Définition dans l'Annexe 1 – *Le prix par titre ou contrat dérivé hors commission et (le cas échéant) les intérêts courus. Dans le cas d'un titre de créance, le prix pourra être exprimé en termes de monnaie ou sous forme de pourcentage.*

Norme – Un champ numérique exprimant un prix (prix unitaire ou prix en pourcentage), jusqu'à 19 caractères, avec la possibilité d'une représentation décimale qui devra être utilisée. Le prix unitaire devra toujours être positif.

Exigences spécifiques pour les instruments dérivés de gré à gré – Pour les options et les bons de souscription et contrairement à la définition donnée dans l'Annexe 1, la pratique du marché est de considérer que le prix unitaire est la prime.

Par exemple, si l'on considère un contrat représentant 200 actions et une prime de 2 €, en suivant strictement l'annexe 1, le champ du Prix unitaire serait de 400 € (2 € x 200 actions). Cependant, la pratique du marché consiste plutôt à définir le champ du prix unitaire comme étant la prime, par exemple 2€.

Le CERVM considère donc que le champ du Prix unitaire devrait être complété en indiquant 2 €, c'est-à-dire la prime. Le multiplicateur de prix contiendrait le nombre d'instruments sous-jacents par contrat (par exemple 200 dans ce cas).

Notation du prix

Définition dans l'Annexe 1 – *La devise dans laquelle le prix est exprimé. Si, dans le cas d'une obligation ou d'une autre forme de créance titrisée, le prix est exprimé sous forme de pourcentage, ce pourcentage sera inclus.*

Norme – Un champ de trois caractères alphabétiques utilisant les codes ISO 4217 des monnaies (la monnaie principale devra être utilisée – c'est-à-dire indiquer des Euros plutôt que des cents). Si le prix est exprimé en pourcentage de la valeur nominale, alors le code ISO 4217 de la valeur nominale devra être utilisé.

Exigences spécifiques pour les instruments dérivés de gré à gré – En général, la norme ci-dessus s'applique.

Quantité

Définition dans l'Annexe 1 – *Le nombre d'unités des instruments financiers, la valeur nominale des obligations, ou le nombre de contrats dérivés compris dans la transaction.*

Norme – Un champ numérique, jusqu'à 19 caractères, avec la possibilité d'une représentation décimale devra être utilisé.

Exigences spécifiques pour les instruments dérivés de gré à gré – En général, la norme ci-dessus s'applique.

Identification de la plateforme

Définition dans l'Annexe 1 – *Identification de la plateforme où la transaction a été exécutée. Cette identification consistera à indiquer :*

- lorsqu'il s'agit d'une plateforme de négociation, son code unique d'identification harmonisée,
- autrement, le code « OTC »

Exigences spécifiques pour les instruments dérivés de gré à gré - Le code « XXXX » doit être utilisé dans le champ de la plateforme de négociation pour les dérivés de gré à gré. Ce code est inclus dans les normes MIC ISO 10383 comme « Pas de marché – par exemple non coté ». Il ne devra pas être confondu avec l'identifiant « XOFF » qui est utilisé pour échanger des instruments qui se négocient « hors marché ».

Type de dérivé / d'instrument

Définition dans l'Annexe 1 – *La description harmonisée du type de dérivé devra se faire conformément à l'une des catégories principales fournies par une norme uniforme acceptée à l'échelle internationale pour la classification des instruments financiers.*

Exigences spécifiques pour les instruments dérivés de gré à gré - Il s'agirait d'une lettre choisie dans la liste suivante :

Options	O
Bons de souscription	W
Contrats à terme	F
CFD et TRS	D
Spread betting	X
Contrats d'échange (hors CFD, TRS et CDS)	S
CDS	Z
Dérivés complexes.	K

Si d'autres dérivés fréquemment déclarés comme complexes s'avèrent devenir de nouvelles normes, de nouvelles catégories spécifiques seront ajoutées conformément au protocole de révision.

Identification sous-jacente ultime

Définition dans l'Annexe 1 – *L'identification de l'instrument applicable au titre qui est l'actif sous-jacent d'un contrat dérivé, ainsi que le titre transférable tombant sous le coup de l'article 4(1)(18)(c) de la Directive 2004/39/EC.*

Exigences spécifiques pour les instruments dérivés de gré à gré - Il s'agirait du code ISO 6166 ISIN de l'action ou obligation sous-jacente ultime de l'instrument dérivé. Par exemple, si le dérivé est une option sur un contrat à terme sur une action, il s'agit du code ISIN de l'action.

Identifiant de vente ou d'achat

Définition dans l'Annexe 1 – *Précision indiquant si une option ou tout autre instrument financier est une vente ou un achat.*

Norme – Un champ contenant un caractère alphabétique unique ayant l'une ou l'autre des deux valeurs suivantes :

- C – achat
- P – vente

Exigences spécifiques pour les instruments dérivés de gré à gré - En général, la norme ci-dessus s'applique.

Multiplicateur du prix

Définition dans l'Annexe 1 – *Le nombre d'unités de l'instrument financier en question qui sont contenues dans un lot négocié, par exemple, le nombre d'instruments dérivés ou de titres représentés par un seul contrat.*

Norme – Un champ numérique jusqu'à 19 caractères, avec la possibilité d'une représentation décimale qui devra être utilisé. Ce champ devra être rempli pour tous les types d'instrument dérivé et la valeur devra être positive.

Exigences spécifiques pour les instruments dérivés de gré à gré - En général, la norme ci-dessus s'applique.

Prix d'exercice

Définition dans l'Annexe 1 – *Le prix d'exercice d'une option ou d'un autre instrument financier.*

Norme – Un champ numérique de 19 caractères pouvant contenir jusqu'à 5 décimales. Le prix d'exercice doit être exprimé dans la monnaie principale (par exemple en Euros plutôt qu'en cents). Le prix d'exercice doit avoir une valeur positive.

Exigences spécifiques pour les instruments dérivés de gré à gré - En général, la norme ci-dessus s'applique.

Date d'échéance

Définition dans l'Annexe 1 – *La date d'échéance d'une obligation ou d'une autre forme de titre de créance ou la date d'exercice / la date d'échéance d'un contrat dérivé.*

Norme – La norme élargie ISO 8601 sur le format de la date YYYY-MM-DD devra être utilisée pour remplir ce champ.

Exigences spécifiques pour les instruments dérivés de gré à gré - Si l'instrument (par exemple, option, bon de souscription d'actions, spread bet, contrat d'échange) a des dates d'échéance multiples, c'est la date d'échéance la plus tardive qui devra être saisie.

Description de l'instrument

Veuillez noter que ce champ n'est pas échangé entre les membres du CERVM principalement pour des raisons linguistiques, mais le CERVM recommande vivement que la saisie du champ de la Description de l'instrument soit obligatoire au niveau local, afin d'expliquer le dérivé faisant l'objet de la déclaration.

Un champ de texte libre pour la description de l'instrument fournira au régulateur local des informations complémentaires au sujet de la transaction et permettra au régulateur local de distinguer divers instruments qui auraient pu autrement être groupés ensemble sous un seul code d'instrument.

F. Saisie des champs par type d'instrument dérivé

Le tableau suivant présente les consignes relatives à la saisie des champs ci-dessus par type de produit dérivé. Une fois de plus, il met l'accent uniquement sur les champs pertinents car les autres champs devront toujours être remplis.

	Options	Bons de souscription	Contrats à terme	CFD et TRS	Spread bet	Contrats d'échange (hors CFD, TRS et CDS)	CDS	Dérivés complexes
Identifiant achat / vente	M	M	N	O	O	N	N	O
Multiplicateur de prix	M	M	M	O	O	M	N	O
Prix d'exercice	M	M	N	O	O	N	O	O
Date d'échéance	M	M	M	O	O	M	O	O

Légende

- M – Le champ devra toujours être rempli pour ce type d'instrument.
O – Le champ pourra être rempli pour ce type d'instrument dans certains cas.
N – Le champ ne doit pas être rempli pour ce type d'instrument.

G. Changements et événements susceptibles d'être déclarés

Selon le type d'instrument dérivé de gré à gré, certains événements peuvent offrir à certaines des parties au contrat la possibilité de réduire, d'augmenter ou d'annuler toute exposition au sous-jacent. Le CERVM a évalué si ces événements pouvaient aboutir à des transactions susceptibles d'être déclarées dans la perspective de prévenir les abus de marché et a conclu que dans les cas suivants, une transaction devra être déclarée :

	Options	Bons de souscription	Contrats à terme	CFD et TRS	Spread bet	Contrats d'échange (hors CFD, TRS et CDS)	CDS	Dérivés complexes
Exercice / Clôture	Non (exercice)	Non (exercice)	Non (exercice)	Oui (clôture)	Oui (clôture)	Sans objet	Sans objet	Sans objet
Changement de quantité	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Compression	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Non	Sans objet
Cession	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Oui	Oui	Sans objet
Résiliation anticipée et partielle	Oui	Oui	Oui	Sans objet	Sans objet	Oui	Oui	Oui

Les résiliations anticipées ou les clôtures seront présentées comme des transactions dans l'autre sens.

Les modifications du montant notionnel d'un instrument dérivé de gré à gré devront être déclarées:

- comme de nouvelles transactions en faisant référence à la différence entre le nouveau montant et l'ancien,
- et NON pas comme une annulation de la précédente transaction jointe à la déclaration d'une transaction avec le nouveau montant total.

Ceci a pour but de permettre aux régulateurs de ne pas perdre les informations concernant l'opération initiale.

II. Options de gré à gré

1) Description du type d'instrument

Un contrat d'option donne à son détenteur, moyennant le paiement d'une prime au vendeur de l'option, le droit d'acheter (call) ou de vendre (put) un instrument financier pendant une période donnée. Un volume important de négociations d'options a lieu hors bourse.

Les options de gré à gré sont des options négociées sur le marché de gré à gré, où les participants peuvent choisir les caractéristiques des options négociées. La flexibilité de ces options est attrayante pour les participants car les deux parties peuvent retirer un avantage du fait d'éviter les restrictions que les échanges normaux standardisés

imposent sur les options. La flexibilité permet aux participants d'atteindre la position qu'ils désirent avec plus de précision et de manière plus rentable.

2) Principes

Identifiant achat / vente

Si cette information n'est pas connue au moment de la transaction parce que, par exemple, l'acheteur peut décider à un stade ultérieur si c'est une vente ou un achat, l'instrument est considéré comme un instrument complexe et vous devrez vous référer au chapitre IX de ce document.

3) Exemple 2.1

i. CONTEXTE

Une entreprise d'investissement A achète 2000 contrats auprès d'une entreprise d'investissement B. Les contrats sont des options d'achat. Chaque contrat représente 100 actions de France Telecom à un prix d'exercice de 17 €, échéance le 31/10/09. La prime par action est de 0,6 €.

ii. Données

Champ	Rapport par société A	Rapport par société B
Date de la transaction	2009-09-17	2009-09-17
Heure de la transaction	15:35:21	15:35:21
Identification de la société déclarante	A	B
Code de la contrepartie	B	A
Identification de la plateforme	XXXX	XXXX
Indicateur achat / vente	B	S
Capacité de négociation	P	P
Quantité	2000	2000
Prix unitaire	0,6	0,6
Notation du prix	EUR	EUR
Type d'instrument dérivé	O	O
Identification actif sous-jacent ultime	FR0000133308	FR0000133308
Identifiant put / call	C	C
Multiplicateur du prix	100	100
Prix d'exercice	17	17
Date d'échéance	2009-10-31	2009-10-31
Identification de l'instrument		

iii. EXPLICATIONS

Identification actif sous-jacent ultime

Il s'agit du code ISIN de France Telecom SA.

Prix unitaire

Le prix unitaire est la prime par action, par exemple 0,6 €.

4) Exemple 2.2

i. CONTEXTE

Une entreprise d'investissement A achète 2000 contrats auprès d'une entreprise d'investissement B. Les contrats sont des options d'achat. Chaque contrat représente 100 actions de France Telecom à un prix d'exercice de 17 €. La

prime par action est de 0,9 €. Cependant, l'acheteur de l'option a le choix de trois dates pour exercer ses options : le 28/02/10, le 31/03/10 ou le 30/04/10.

ii. Données

Champ	Rapport par société A	Rapport par société B
Date de la transaction	2009-09-17	2009-09-17
Heure de la transaction	15:35:21	15:35:21
Identification de la société déclarante	A	B
Code de la contrepartie	B	A
Identification de la plateforme	XXXX	XXXX
Indicateur achat / vente	B	S
Capacité de négociation	P	P
Quantité	2000	2000
Prix unitaire	0,9	0,9
Notation du prix	EUR	EUR
Type d'instrument dérivé	O	O
Identification actif sous-jacent ultime	FR0000133308	FR0000133308
Identifiant put / call	C	C
Multiplicateur du prix	100	100
Prix d'exercice	17	17
Date d'échéance	2010-04-30	2010-04-30
Identification de l'instrument		

iii. EXPLICATIONS

Date d'échéance

Etant donné que l'option a des dates d'échéance multiples, la date d'échéance la plus tardive est saisie.

III. Bon de souscription de gré à gré

1) Description du type d'instrument

Les Bons de souscription de gré à gré sont des options négociables d'achat ou de vente à long terme, qui donnent à leur détenteur le droit d'acheter ou de vendre un nombre donné d'unités du sous-jacent, généralement des actions dans une société à un prix fixe appelé le « prix de souscription » à une date ultérieure – en général pour une période de plusieurs années.

Une souscription donne au détenteur le droit d'acheter ou de vendre le sous-jacent à une date prédéterminée mais le détenteur de la souscription n'est soumis à aucune obligation de le faire. Comme les options, les souscriptions ne paient pas d'intérêts ou de dividendes et, également comme les options, elles ont un effet de levier important.

D'une manière générale, le prix d'une souscription tend à augmenter et à baisser en suivant le prix du sous-jacent auquel elle est liée. Les souscriptions sont souvent émises avec une nouvelle émission d'actions pour apporter une incitation plus grande aux investisseurs nouveaux ou existants. Si les actions sous-jacentes chutent sensiblement, il est probable que les souscriptions n'auront aucune valeur.

Pour les investisseurs souhaitant des rendements supérieurs à la moyenne et ne craignant pas de prendre des risques supplémentaires, les souscriptions peuvent être la solution.

2) Exemple 3.1

i. CONTEXTE

L'entreprise d'investissement A achète 200 bons de souscription auprès de la société B. Chaque bon de souscription donne le droit de vendre 100 actions de France Telecom à 17,50 €, expirant le 30 septembre 2014. La prime par action est de 0,6 €.

ii. Données

Champ	Rapport par société A	Rapport par société B
Date de la transaction	2009-09-17	2009-09-17
Heure de la transaction	13:30:36	13:30:36
Identification de la société déclarante	A	B
Code de la contrepartie	B	A
Identification de la plateforme	XXXX	XXXX
Indicateur achat / vente	B	S
Capacité de négociation	P	P
Quantité	200	200
Prix unitaire	0,6	0,6
Notation du prix	EUR	EUR
Type d'instrument dérivé	W	W
Identification actif sous-jacent ultime	FR0000133308	FR0000133308
Identifiant put / call	P	P
Multiplicateur du prix	100	100
Prix d'exercice	17,50	17,50
Date d'échéance	2014-09-30	2014-09-30
Identification de l'instrument		

IV. Contrats à terme de gré à gré

1) Description du type d'instrument

Un contrat à terme donne à son acheteur l'obligation d'acheter l'actif sous-jacent et au vendeur de le vendre (et de le livrer) à un prix et à une date convenus à l'avance. Si le détenteur du contrat à terme liquide sa position avant l'échéance, cela constitue une infraction à la clause de livraison.

L'augmentation de la négociation d'instruments dérivés de gré à gré a été favorisée par l'existence de marchés d'échange de contrat à termes et d'options liquides, sur lesquels les risques des instruments de gré à gré personnalisés peuvent être transférés sur un marché plus large.

Les marchés des contrats à terme de gré à gré se sont développés en parallèle avec les marchés des contrats à terme négociés en bourse dont les caractéristiques peuvent être standardisées.

2) Exemple 4.1

i. CONTEXTE

L'entreprise d'investissement A achète 200 contrats à terme auprès de la société B. Chaque contrat à terme concerne 100 obligations émises par Bekaert arrivant à échéance le 31 décembre 2010 et un prix à terme de 103.

ii. Données

Champ	Rapport par société A	Rapport par société B
Date de la transaction	2009-09-17	2009-09-17
Heure de la transaction	13:30:36	13:30:36
Identification de la société déclarante	A	B
Code de la contrepartie	B	A

Identification de la plateforme	XXXX	XXXX
Indicateur achat / vente	B	S
Capacité de négociation	P	P
Quantité	200	200
Prix unitaire	103	103
Notation du prix	EUR	EUR
Type d'instrument dérivé	F	F
Identification actif sous-jacent ultime	BE0002160266	BE0002160266
Identifiant put / call		
Multiplicateur du prix	100	100
Prix d'exercice		
Date d'échéance	2010-12-31	2010-12-31
Identification de l'instrument		

V. Contrats pour la différence (CFD)³

1) Description du type d'instrument

Un CFD sur une action est un produit dérivé qui donne au détenteur une exposition économique qui peut être à long ou à court terme, à l'évolution du prix d'une action spécifique sur la durée de vie du contrat. Les contrats sont normalement ouverts et peuvent être dénoués à la demande par le titulaire du CFD. Le contrat ne donne au détenteur aucun titre de propriété sur les actions référencées et aucun des attributs des droits de propriété, tels que le droit de vote. Comme le contrat est normalement réglé en espèces, il ne donne habituellement lieu à aucun droit de prendre livraison des actions en lieu et place d'un paiement en espèces. Les Contrats pour la différence offrent tous les avantages de la négociation d'actions, sans devoir les posséder effectivement. Les Contrats pour la différence reflètent la performance d'une action ou d'un indice. Lorsqu'il est appliqué à des actions, un tel contrat est un dérivé sur actions qui permet aux investisseurs de spéculer sur les mouvements du prix des actions.

Les Contrats pour la différence permettent aux investisseurs de prendre des positions courtes ou longues et, contrairement aux contrats à terme, ils n'ont généralement pas de date d'échéance fixe, de contrat standardisé ou de taille de contrat. Les transactions sont menées à crédit avec des marges allant généralement de 5 % à 30 % de la valeur notionnelle des CFD sur les actions de premier plan. Parce que les Contrats pour la différence se négocient sur la marge, les investisseurs n'ont besoin que d'une faible proportion de la valeur totale d'une position pour négocier.

L'une des caractéristiques de base d'un CFD est que l'investisseur peut acquérir une exposition économique au mouvement de l'action référencée pour une petite fraction du coût de l'obtention d'une exposition similaire en cas d'achat de l'action proprement dite. Les contrats pour la différence exigent généralement que l'investisseur dépose le paiement d'une marge d'au plus 5 % à 30 % après du fournisseur du CFD. Ainsi, dans le cas où une marge de 10% est demandée, un investisseur versant un dépôt initial de 100 Euros peut avoir la possibilité d'acquérir une position dans un CFD (long) par rapport à des actions d'une valeur (au début) de 1.000 Euros. Cependant, puisque le fournisseur du CFD garantit souvent son risque en prenant une position correspondante sur les actions sous-jacentes au contrat, il doit aussi récupérer les frais de financement qu'il encourt (pour les achats couvrant le CFD long). Les frais de financement sont généralement calculés sur la base LIBOR + x (majorité des CFD au Royaume-Uni).

Les contrats CFD reflètent également toutes les opérations stratégiques qui peuvent avoir lieu. Les Contrats pour la différence prévoient généralement des ajustements liés au paiement des dividendes et à l'émission d'actions (dividendes synthétiques et ajustements) qui ont lieu pendant la durée de vie du contrat. Le détenteur d'un CFD sur actions recevra des dividendes en espèces et participera à des fractionnements d'actions.

³ Les CFD sont également appelés « contrats d'échange de rendement total » par certains acteurs du marché.

Les CFD permettent aux investisseurs d'acquérir une exposition économique à une action sans posséder l'action elle-même. Pour l'investisseur, c'est très semblable au fait d'investir dans l'action elle-même mais cela permet à l'investisseur d'acquérir un levier en ne payant qu'une marge sur l'investissement. Par exemple, un investisseur peut acheter 10.000 actions Vodafone sur le LSE à 1,36 £ l'action et paiera un montant total de 13.600 £. Sinon, l'investisseur peut acquérir la même exposition en achetant 10.000 CFD à 1,36 £, mais au lieu de payer 13.600 £, l'investisseur ne devra payer qu'un pourcentage de marge (par exemple 10 %, soit un paiement initial de 1.360 £). Si le prix des actions Vodafone augmente pour arriver à 1,50 £, l'investisseur peut vendre le CFD pour 15.000 £ en réalisant un bénéfice de 1.400 £. C'est le même bénéfice monétaire que la négociation de l'action mais le pourcentage de bénéfice sera de 103% en utilisant un CFD mais seulement de 10,3% en négociant le titre comptant. Bien entendu, si le prix de l'action baisse, le détenteur du CFD devrait verser des paiements supplémentaires de marge et la perte en pourcentage sera bien plus importante.

Lorsqu'un CFD est basé sur un instrument sous-jacent qui lui-même a un certain nombre d'unités dans un lot négocié, par exemple un contrat à terme, le nombre de CFD devra être saisi dans le champ relatif à la quantité et le nombre d'unités comprises dans un lot négocié distinct doit être saisi dans le champ du multiplicateur de prix, par exemple le nombre de dérivés ou de titres représenté par un seul contrat.

2) Exemple 5.1

i. CONTEXTE

L'entreprise d'investissement A achète 10 000 CFD sur des actions Vodafone à 1,36 GBP auprès de l'entreprise d'investissement B.

ii. Données

Champ	Rapport par société A	Rapport par société B
Date de la transaction	2009-09-01	2009-09-01
Heure de la transaction	09:30:10	09:30:10
Identification de la société déclarante	A	B
Code de la contrepartie	B	A
Identification de la plateforme	XXXX	XXXX
Indicateur achat / vente	B	S
Capacité de négociation	P	P
Quantité	10000	10000
Prix unitaire	1,36	1,36
Notation du prix	GBP	GBP
Type d'instrument dérivé	D	D
Identification actif sous-jacent ultime	GB00B16GWD56	GB00B16GWD56
Identifiant put / call		
Multiplicateur du prix		
Prix d'exercice		
Date d'échéance		
Identification de l'instrument		

3) Exemple 5.2

i. CONTEXTE

L'entreprise d'investissement A achète 10 000 contrats d'échange sur rendement total sur des actions Vodafone à 1,36 GBP, échéance le 16 décembre, auprès de l'entreprise d'investissement B.

ii. Données

Champ	Rapport par société A	Rapport par société B
Date de la transaction	2009-09-01	2009-09-01
Heure de la transaction	09:30:10	09:30:10
Identification de la société déclarante	A	B
Code de la contrepartie	B	A
Identification de la plateforme	XXXX	XXXX
Indicateur achat / vente	B	S
Capacité de négociation	P	P
Quantité	10000	10000
Prix unitaire	1,36	1,36
Notation du prix	GBP	GBP
Type d'instrument dérivé	D	D
Identification actif sous-jacent ultime	GB00B16GWD56	GB00B16GWD56
Identifiant put / call		
Multiplicateur du prix		
Prix d'exercice		
Date d'échéance	2009-12-16	2009-12-16
Identification de l'instrument		

VI. Spread bet

4) Description du type d'instrument

Le spread bet est similaire aux CFD dans la mesure où il permet aux investisseurs d'acquérir une exposition économique à un instrument financier sans réellement posséder l'instrument financier proprement dit, tout en offrant un levier financier. Contrairement aux CFD, le spread bet a une date d'échéance – généralement sur le cycle trimestriel des contrats à terme de mars, juin, septembre et décembre (bien qu'il puisse être dénoué à tout moment).

En général, un spread bet permettra à l'investisseur de « miser » un montant pour chaque mouvement d'un point (normalement un cent/penny) de l'action sous-jacente. Si l'on reprend le même exemple que pour les CFD, un investisseur pourrait acheter un contrat à juin pour 100 £ le mouvement d'un penny sur des actions Vodafone plc à 1,36 £ (136p), l'équivalent de 10.000 actions. Si le prix augmentait et que la société réalisant le spread bet offrait une cote de 150 – 151, l'investisseur pourrait vendre la position à 150p et gagner $100 \text{ £} \times (150 - 136) = 1400 \text{ £}$. Comme avec les CFD, l'investisseur ne serait pas tenu de payer un montant de 13.600 £ mais, également comme avec les CFD, l'investisseur verserait une marge initiale de 10 % et les bénéfices (ou pertes) seraient nettement supérieurs que par la négociation de la valeur au comptant. Les événements récents sur les marchés ont entraîné dans certains cas des augmentations spectaculaires dans le niveau en % de marge exigé, même pour les grandes valeurs liquides.

Un rapport de transaction est exigé pour l'ouverture et le dénouement d'un spread bet et pour l'échéance d'un spread bet, à l'exception du spread betting quotidien roulant (où seule l'ouverture initiale et le dénouement final doivent être déclarés).

Un spread bet sur une option sur une action n'est pas un dérivé complexe.

5) Principes

Prix unitaire

Le champ du prix unitaire devra contenir le prix de référence / prix initial pour la transaction et devra être dans la même monnaie que l'instrument sous-jacent.

Notation du prix

Le champ relatif à la notation du prix devra refléter la monnaie du spread bet – c'est-à-dire la monnaie de la quantité / intérêt, qui peut ne pas nécessairement être la monnaie de l'instrument sous-jacent.

Quantité

C'est le montant « misé » pour chaque mouvement dans le prix de l'instrument sous-jacent.

Multiplicateur du prix

Le champ concernant le multiplicateur du prix ne devra être rempli que quand le spread bet n'est **pas** basée sur un mouvement d'un point (cent/penny).

Date d'échéance

Il s'agit de la date d'échéance finale du spread bet, à moins que cela ne soit un spread bet roulant.

6) Exemple 6.1

iii. CONTEXTE

L'entreprise d'investissement A achète un spread bet à l'entreprise d'investissement B. Le spread bet porte sur 100€ pour chaque mouvement d'un cent dans le prix des actions Ryanair Holdings Plc à partir de 3,30 €, le prix de référence de la transaction. Le spread bet n'a pas de date d'échéance.

iv. Données

Champ	Rapport par société A	Rapport par société B
Date de la transaction	2009-08-24	2009-08-24
Heure de la transaction	15:40:11	15:40:11
Identification de la société déclarante	A	B
Code de la contrepartie	B	A
Identification de la plateforme	XXXX	XXXX
Indicateur achat / vente	B	S
Capacité de négociation	P	P
Quantité	100,00	100,00
Prix unitaire	3,30	3,30
Notation du prix	EUR	EUR
Type d'instrument dérivé	X	X
Identification actif sous-jacent ultime	IE00B1GKF381	IE00B1GKF381
Identifiant put / call		
Multiplicateur du prix		
Prix d'exercice		
Date d'échéance		
Identification de l'instrument		

v. EXPLICATIONS

Quantité

Il s'agit du montant en Euros « misé » pour chaque mouvement d'un cent dans le prix des actions Ryanair c'est à dire 100,00 €.

Identification actif sous-jacent ultime

C'est le code ISIN des actions Ryanair Holdings Plc.

Prix unitaire

C'est le prix de référence de l'action Ryanair pour la transaction c'est à dire 3.30 €.

Notation du prix

C'est la monnaie du spread bet c'est à dire l'Euro

Date d'échéance

Ce champ n'est pas rempli car le spread bet n'a pas de date d'échéance.

Multiplicateur du prix

Ce champ n'est pas rempli car le spread bet est basée sur des mouvements d'un point (cent).

7) Exemple 6.2

vi. CONTEXTE

L'entreprise d'investissement A achète un spread bet sur une option d'achat à l'entreprise d'investissement B. Le spread bet porte sur 100 £ pour chaque mouvement d'un penny dans la prime de l'option d'achat Vodafone décembre 2010 140p, le prix de référence pour la transaction. Le spread bet expire le 18 décembre 2010.

vii. Données

Champ	Rapport par société A	Rapport par société B
Date de la transaction	2009-10-24	2009-10-24
Heure de la transaction	15:40:17	15:40:17
Identification de la société déclarante	A	B
Code de la contrepartie	B	A
Identification de la plateforme	XXXX	XXXX
Indicateur achat / vente	B	S
Capacité de négociation	P	P
Quantité	100,00	100,00
Prix unitaire	0,10	0,10
Notation du prix	GBP	GBP
Type d'instrument dérivé	X	X
Identification actif sous-jacent ultime	GB00B16GWD56	GB00B16GWD56
Identifiant put / call	C	C
Multiplicateur du prix	100	100
Prix d'exercice	1,40	1,40
Date d'échéance	2010-12-18	2010-12-18
Identification de l'instrument		

viii. EXPLICATIONS

Quantité

C'est le montant en Livres sterling « misé » pour chaque mouvement d'un penny sur la prime / sur le prix de l'option d'achat Vodafone décembre 2010 140p, c'est à dire 100,00£.

Identification actif sous-jacent ultime

C'est le code ISIN pour Vodafone Plc.

Prix unitaire

C'est la prime / le prix de l'option d'achat Vodafone décembre 2010 140p.

Notation du prix

C'est la monnaie du spread bet c'est-à-dire la Livre sterling.

Prix d'exercice

C'est le prix d'exercice de l'option

Date d'échéance

C'est la date finale d'échéance pour l'option d'achat Vodafone décembre 2010 140p et donc la date finale pour le spread bet.

Multiplicateur du prix

Comme il s'agit d'un spread bet sur une option, le nombre saisi dans ce champ représente le nombre d'actions dans un contrat d'option, c'est-à-dire 100 actions par contrat.

8) Exemple 6.3

ix. CONTEXTE

L'entreprise d'investissement A achète un spread bet à l'entreprise d'investissement B. Le spread bet porte sur 100£ pour chaque mouvement d'un cent dans le prix de l'action Ryanair Holdings Plc à partir de 3,30 €, le prix de référence de la transaction. Le spread bet a une date d'échéance au 31 décembre 2010.

x. Données

Champ	Rapport par société A	Rapport par société B
Date de la transaction	2010-10-24	2010-10-24
Heure de la transaction	15:40:17	15:40:17
Identification de la société déclarante	A	B
Code de la contrepartie	B	A
Identification de la plateforme	XXXX	XXXX
Indicateur achat / vente	B	S
Capacité de négociation	P	P
Quantité	100,00	100,00
Prix unitaire	3,30	3,30
Notation du prix	GBP	GBP
Type d'instrument dérivé	X	X
Identification actif sous-jacent ultime	IE00B1GKF381	IE00B1GKF381
Identifiant put / call		
Multiplicateur du prix		
Prix d'exercice		
Date d'échéance	2010-12-31	2010-12-31
Identification de l'instrument		

xi. EXPLICATIONS

Quantité

C'est le montant en Livres sterling « misé » pour chaque mouvement d'un penny dans le prix de Ryanair c'est à dire 100,00 £.

Identification actif sous-jacent ultime

C'est le code ISIN pour Ryanair Holdings Plc

Prix unitaire

C'est le prix de référence pour Ryanair pour la transaction c'est à dire 3,30 €.

Notation du prix

C'est la monnaie du spread bet plutôt que la monnaie du prix de référence sous-jacent - c'est à dire GBP plutôt que EUR.

Date d'échéance

Le spread bet a une date d'échéance au 31 décembre 2010.

Multiplicateur du prix

Ce champ n'est pas rempli car le spread bet est basé sur un mouvement de un point (cent).

VII. Contrats d'échange sur rendement d'actions et sur dette

1) Description du type d'instrument

Un contrat d'échange sur rendement d'actions (equity swap) est un échange de flux financiers entre deux parties, qui permet à chacune des parties de diversifier ses revenus, tout en conservant ses actifs d'origine. Les deux ensembles de flux financiers sont échangés conformément aux conditions du contrat d'échange, ce qui peut impliquer un flux à base de rendement d'actions (variable) qui est échangé contre un flux financier à revenu fixe. Les deux flux financiers sont généralement désignés comme les « jambes » du swap, une jambe étant généralement rattachée à un taux variable, par exemple le LIBOR, communément appelée la « jambe flottante ». L'autre jambe du swap est basée sur la performance (rendement total) soit d'une action, soit d'un indice boursier, et elle est désignée communément sous le nom de « equity leg ».

En dehors de la diversification, du coût de la transaction et des avantages fiscaux, les contrats d'échange sur rendement d'actions permettent aux institutions importantes de couvrir des actifs ou des positions spécifiques dans leur portefeuille. Ces dernières années, ces contrats « equity swap » ont émergé comme faisant partie d'une série de produits dérivés sur actions qui de plus en plus font partie intégrante de la manière dont les fonds alternatifs gagnent une exposition aux marchés mondiaux.

Les « equity swaps » sont généralement documentés selon l'Accord cadre de l'International Swaps & Derivatives Association (ISDA) et ses annexes. Dans le cadre d'un equity swap, le payeur du montant de l'action (tel que défini dans la documentation de l'ISDA) paiera le rendement économique du titre sous-jacent. Ce rendement est basé sur un prix de référence convenu et il est payé à une date ou à des dates préalablement fixées. Le payeur du taux fixe (l'autre partie au contrat d'equity swap) verse un montant basé sur un taux d'intérêt de référence ou un taux fixe. Ce montant s'accumule sur la durée du contrat d'échange.

Si le rendement total de l'equity leg du contrat d'échange est négatif, la partie payant un intérêt fixe verse le montant de la baisse en plus du paiement de l'intérêt convenu. Par conséquent, pour l'equity leg du contrat d'échange, le rendement total sur l'instrument de capitaux propres correspond au montant reçu de (ou payé à) la contrepartie payant le taux d'intérêt fixe.

2) Principes

Prix unitaire

C'est le prix de référence de l'action sous-jacente sur laquelle les rendements des capitaux propres sont calculés.

Lorsque le prix de référence initial n'est pas connu au moment où le contrat d'échange est négocié –parce qu'il dépend de la performance du prix de l'action (c'est-à-dire demi prix, VWAP)-, alors le prix unitaire sera le prix de clôture de l'action lorsque le contrat d'equity swap est négocié et plus tard, lorsque le vrai prix de référence est connu, les informations concernant la transaction sont modifiées.

Un contrat « equity swap » ne doit pas être considéré comme un dérivé complexe lorsque le prix de référence initial n'est pas connu au moment où l'échange se produit.

Identification actif sous-jacent ultime

Ce champ contient les informations spécifiques sur les actions sur lesquelles le rendement des actions est calculé.

Indicateur achat / vente

L'acheteur de l'equity swap devra être celui qui paie le taux fixe (l'acheteur est celui qui reçoit la performance des capitaux propres).

Quantité

Le champ concernant la quantité devrait indiquer le nombre d'actions ou le montant notionnel objet du contrat.

Un contrat equity swap avec deux equity legs devra être déclaré avec deux rapports de transaction distincts (les deux contreparties déclarant les deux jambes).

3) Example 7.1

xij. CONTEXTE

Le 16-09-09, la société A (« payeur du montant de l'action ») conclut un contrat equity swap de deux ans, réglé en espèces, avec la société B (« payeur du taux fixe ») selon lequel la société A s'engage à payer à échéance la performance totale des actions France Telecom (prix de référence initial : 18,50 €) et reçoit de façon trimestrielle la performance totale du LIBOR à trois mois moins une marge. Le nombre d'actions faisant l'objet du contrat de swap est de 1 000 000, ce qui entraîne une valeur notionnelle du contrat d'equity swap de 18 500 000 €. Chaque trimestre, la société B payera le LIBOR à trois mois moins une marge, divisé par quatre, multiplié par 18.500.000 € à la société A. A échéance, la société A payera à la société B le total du prix en pourcentage des performances positives des actions France Telecom multiplié par 18 500 000 €. Les dividendes sont payés à la société B lorsque l'investisseur les reçoit.

xiii. Données

Champ	Rapport par société A	Rapport par société B
Date de la transaction	2009-09-16	2009-09-16
Heure de la transaction	13:05:00	13:05:00
Identification de la société déclarante	A	B
Code de la contrepartie	B	A
Identification de la plateforme	XXXX	XXXX
Indicateur achat / vente	S	B
Capacité de négociation	P	P
Quantité	1000000	1000000
Prix unitaire	18,50	18,50
Notation du prix	EUR	EUR
Type d'instrument dérivé	Rendement boursier positif	S
Identification actif sous-jacent ultime	FR0000133308	FR0000133308
Identification des call	1	1
Multipliateur du prix	Rendement boursier négatif	Société B
Prix d'exercice	2011-09-16	2011-09-16
Date d'échéance	Dividendes (le cas échéant)	
Identification de l'instrument		

xiv. SCHEMA DE L'EQUITY SWAP

LIBOR à trois mois +/- marge

xv. EXPLICATIONS

Indicateur achat / vente

L'acheteur de l'equity swap (Indicateur achat / vente, B) est celui qui supporte le risque du mouvement de prix du titre sous-jacent (le payeur à taux fixe et le receveur du montant des capitaux propres). Donc le vendeur (S) est celui qui verse le montant des actions et reçoit le taux fixe.

Prix unitaire

C'est le prix de référence de France Telecom lorsque l'equity swap est négocié.

Multiplicateur du prix

Ce champ doit contenir le nombre d'instruments sous-jacents représentés par un contrat. Donc, si un equity swap représente 18.500.000 €, le nombre d'actions couvertes par le swap est de 1.000.000 (champ relatif à la quantité) au prix de référence initial de 18,50 € et le multiplicateur du prix est 1.

4) Exemple 7.2 (Equity swap avec deux equity legs)

xvi. CONTEXTE

La plupart des equity swaps comprennent une jambe flottante et une « equity leg », bien que certains comprennent deux equity legs. Prenons l'exemple suivant :

Le 16-09-09, la société A (« Payeur du montant de l'action ») conclut un equity swap de deux ans réglé au comptant avec la société B (« Payeur du taux fixe ») selon lequel la société A s'engage à payer à échéance la performance totale des actions France Telecom (prix de référence initial : 18,50 €) et reçoit de façon trimestrielle la performance totale de Telefonica (prix de référence initial : 19€). Le nombre d'actions faisant l'objet du contrat de swap est de 1 000 000, ce qui entraîne une valeur notionnelle de l'equity swap de 18 500 000 €. A échéance, la société B paiera la performance de Telefonica, divisée par quatre, multipliée par 18.500.000 € à la société A, et la société A paiera à la société B la performance positive totale du prix des actions de France Telecom multipliée par 18.500.000€. Des dividendes seront payés à la société A (Telefonica) et à la société B (France Telecom) lorsque l'investisseur les recevra.

Un equity swap avec deux equity legs sera déclaré avec deux rapports de transaction différents :

xvii. Données (Rapport de transaction 1)

Champ	Rapport par société A	Rapport par société B
Date de la transaction	2009-09-16	2009-09-16
Heure de la transaction	13:05:00	13:05:00
Identification de la société déclarante	A	B
Code de la contrepartie	B	A
Identification de la plateforme	XXXX	XXXX
Indicateur achat / vente	S	B
Capacité de négociation	P	P
Quantité	1000000	1000000
Prix unitaire	18,50	18,50
Notation du prix	EUR	EUR
Type d'instrument dérivé	S	S
Identification actif sous-jacent ultime	FR0000133308	FR0000133308
Identifiant put / call		
Multiplicateur du prix	1	1
Prix d'exercice		
Date d'échéance	2011-09-16	2011-09-16
Identification de l'instrument		

xviii. Données (Rapport de transaction 2)

Champ	Rapport par société A	Rapport par société B
Date de la transaction	2009-09-16	2009-09-16
Heure de la transaction	13:05:00	13:05:00
Identification de la société déclarante	A	B
Code de la contrepartie	B	A
Identification de la plateforme	XXXX	XXXX
Indicateur achat / vente	B	S
Capacité de négociation	P	P
Quantité	973684	973684
Prix unitaire	19,00	19,00
Notation du prix	EUR	EUR
Type d'instrument dérivé	S	S
Identification actif sous-jacent	ES0178430E18	ES0178430E18
Indicateur Aut / call	France Telecom et dividendes	Société B
Multiplicateur du prix	(le cas échéant) 1	(possède les 1
Prix d'achat	Rendement boursier négatif de	Actions de
Date d'échéance	France Telecom 2011-09-16	Telefonica) 2011-09-16
Identification de l'instrument	Rendement boursier positif de	
	Telefonica et dividendes (le	

xix. SCHEMA DE L' EQUITY SWAP

Rendement boursier négatif de
Telefonica

xx. EXPLICATIONS

Indicateur achat / vente

L'acheteur de l'equity swap (Indicateur achat / vente, B) est celui qui supporte le risque du mouvement de prix du titre sous-jacent.

Prix unitaire

C'est le prix de référence de l'actif sous-jacent quand l'equity swap est négocié.

Multiplicateur du prix

Ce champ doit contenir le nombre d'instruments sous-jacents représentés par un contrat. Donc, si un contrat d'equity swap représente 18.500.000 €, le nombre d'actions couvertes par le swap est de 1.000.000 (quantité) au prix de référence initial de 18,50 € et le multiplicateur du prix est 1.

5) Exemple 7.3 (Echange de créances)

xxi. CONTEXTE

Le 16-09-09, la société A (« payeur du montant de la performance de l'obligation ») conclut un contrat d'échange d'obligations de deux ans, réglé au comptant, avec la société B (« payeur du taux fixe ») selon lequel la société A s'engage à payer à échéance la performance totale d'une obligation spécifique Abertis (prix de référence initial 103.44 et code ISIN ES0211845211) et reçoit de façon trimestrielle la performance totale du LIBOR à trois mois moins une marge. La valeur notionnelle du contrat d'échange d'obligations de 18 500 000 €. Chaque trimestre, la société B payera le LIBOR à trois mois moins une marge, divisé par quatre, multiplié par 18.500.000 € à la société A. A échéance, la société A payera à la société B le total du prix en pourcentage des performances positives des obligations Abertis multiplié par 18 500 000 €.

xxii. Données

Champ	Rapport société A	par	Rapport par société B
Date de la transaction	2009-09-16		2009-09-16
Heure de la transaction	13:05:00		13:05:00
Identification de la société déclarante	A		B
Code de la contrepartie	B		A
Identification de la plateforme	XXXX		XXXX
Indicateur achat / vente	S		B
Capacité de négociation	P		P
Quantité	18500000		18500000
Prix unitaire	103,44		103,44
Notation du prix	EUR		EUR
Type d'instrument dérivé	Rendement boursier positif		S
Identification de l'actif sous-jacent ultime	ES0211845211		ES0211845211
Identification de l'actif sous-jacent ultime	ES0211845211		ES0211845211
Identifiant de la call	1		1
Multiplicateur du prix	1		1
Moins			
Prix d'exercice			
Date d'échéance	2011-09-16		2011-09-16
Identification de l'instrument			

xxiii. SCHEMA DE L'ECHANGE DE CREANCES

LIBOR à trois mois +/- marge

xxiv. EXPLICATIONS

Indicateur achat / vente

L'acheteur de l'échange de créances (Indicateur achat / vente, B) est celui qui supporte le risque du mouvement de prix de l'obligation. Donc, le vendeur (S) est celui qui verse le montant de la performance de l'obligation et reçoit le taux fixe.

Prix unitaire

C'est le prix de référence de l'obligation Abertis lorsque l'échange de créances est négocié.

Multiplicateur du prix

Ce champ doit contenir le nombre d'instruments sous-jacents représentés par un contrat. Donc, un contrat d'échange de créances représente 18.500.000 € (champ relatif à la Quantité) au prix de référence initial de 103,44 € et le Multiplicateur du prix est 1.

6) Exemple 7.4 (Contrat d'échange de dividendes)

xxv. CONTEXTE

Le 3 juin 2010, la société A (« payeur des dividendes ») conclut un contrat d'échange de dividendes de cinq ans avec la société B (« payeur du taux fixe ») selon lequel la société A s'engage à payer les dividendes trimestriels réels des actions Vodafone Group plc à la société B en échange d'un paiement trimestriel à taux fixe. La valeur notionnelle du swap de dividendes est de 14 millions de livres sterling avec un prix de référence initial de 1,4 £ pour l'action sous-jacente ce qui implique une quantité de 10 millions. Chaque trimestre, la société A paiera à la société B l'équivalent des dividendes réels de 10 millions d'actions Vodafone en échange du paiement du taux fixe convenu de la part de la société B.

xxvi. Données

Champ	Rapport par société A	Rapport par société B
-------	-----------------------	-----------------------

Date de la transaction	2010-06-03	2010-06-03
Heure de la transaction	13:05:00	13:05:00
Identification de la société déclarante	A	B
Code de la contrepartie	B	A
Identification de la plateforme	XXXX	XXXX
Indicateur achat / vente	S	B
Capacité de négociation	P	P
Quantité	10000000	10000000
Prix unitaire	1,40	1,40
Nature de la transaction	Rendement boursier positif	Rendement boursier négatif
Type d'instrument	S	S
Identification de l'actif sous-jacent ultime	GB00BI6GWD56	GB00BI6GWD56
Indicateur put / call	1	1
Multiplicateur du prix	1	1
Prix d'exercice	Dividendes (le cas échéant)	Dividendes (le cas échéant)
Date d'échéance	2015-06-03	2015-06-03
Identification de l'instrument	LIBOR à trois mois +/- marge	LIBOR à trois mois +/- marge

xxvii. EXPLICATIONS

Indicateur achat / vente

L'acheteur du swap de dividendes (Indicateur achat / vente, B) est celui qui reçoit le paiement de l'équivalent des dividendes réels, donc le vendeur (S) est celui qui verse les dividendes et reçoit le taux fixe.

Prix unitaire

C'est le prix de référence des actions Vodafone Group lorsque le contrat d'échange de dividendes est conclu.

Quantité

C'est le nombre d'actions faisant l'objet du contrat d'échange de dividendes .

VIII. Contrat d'échange sur événement de crédit (CDS)

1) Description du type d'instrument

Un contrat d'échange sur événement de crédit (« CDS ») transfère le risque de crédit de produits à revenu fixe entre les parties. L'acheteur d'un contrat d'échange sur événement de crédit reçoit une protection contre une défaillance de sorte que le risque est transféré du détenteur des titres à revenus fixes au vendeur du swap. En échange de cette protection, l'acheteur doit payer un taux d'intérêt supérieur de quelques points de base à un indice de référence « sans risque ». Par exemple, deux parties concluent un contrat selon lequel l'une des parties (l'acheteur du swap) verse à l'autre un coupon périodique fixe pour la durée de vie spécifiée du contrat. L'autre partie (le vendeur) ne fait aucun paiement à moins qu'un événement de crédit spécifié ne se produise. La définition des événements de crédit comprend généralement une défaillance grave, une faillite ou une restructuration de la dette pour un actif de référence spécifié. Si un tel événement de crédit se produit, la partie concernée effectue un paiement en faveur de l'autre partie, et le swap prend alors fin. La taille du paiement est généralement liée à la baisse de la valeur de l'actif de référence sur le marché à la suite de l'évènement de crédit.

2) Principes

Prix unitaire

Il existe différents modèles de tarification pour les CDS. L'application du « protocole big bang » a conduit à une certaine standardisation autour du modèle paiement à l'achat + coupons 100 points de base ou 500 points de base. Les entreprises devront déclarer le coupon dans le champ du Prix d'exercice et le paiement initial (le cas échéant), exprimé en points de base du notionnel, dans le champ du Prix unitaire.

Notation du prix

La monnaie du CDS (c'est-à-dire la monnaie dans laquelle le montant notionnel est libellé) devra être déclarée dans le champ « Notation du prix ».

Identification de l'instrument sous-jacent

Une « obligation de référence » est généralement définie pour chaque contrat CDS. Il s'agit souvent d'une obligation de l'émetteur. Cela ne signifie pas que le CDS n'offre une protection que pour les événements de crédit ayant un impact sur la capacité de l'émetteur à rembourser les détenteurs de cette obligation particulière. Cela ne signifie pas non plus que les contrats standard se réfèrent à une obligation spécifique comme étant la seule livrable dans le cas d'un règlement physique. Au contraire, un règlement comptant est désormais devenu une pratique standard du marché. Par ailleurs, l'obligation de référence est utilisée uniquement pour définir le niveau de priorité de la dette protégée par le CDS. Les fournisseurs de données donnent des exemples d'obligations de référence possibles pour un émetteur donné et un niveau de priorité donné, en indiquant également si elles sont actuellement préférées pour les besoins du référencement des contrats CDS.

A première vue, il semble que l'obligation de référence choisie par les parties à un contrat doit être déclarée comme l'instrument sous-jacent ultime, puisque c'est le seul instrument financier formellement lié au CDS. Le code ISIN de l'obligation de référence devra être déclaré pour l'identification de l'instrument sous-jacent ultime. S'il y a plus d'une obligation de référence, alors le code ISIN de l'une des obligations de référence devra être utilisé. Si l'entité de référence n'a pas émis d'obligations admises à la négociation sur un marché réglementé, alors la déclaration du CDS n'est pas obligatoire.

La pratique du marché a évolué en faveur de l'échange direct de « clips » qui sont la combinaison du code d'un émetteur et du code d'une obligation de référence pour un certain niveau de priorité. Etant donné qu'il s'agit d'une norme importante pour l'échange des données concernant les transactions sous forme de CDS, ce format a été envisagé pour la déclaration auprès des régulateurs.

Pour la période initiale de l'échange des rapports de transaction de CDS par l'intermédiaire du TREM, le champ concernant l'instrument sous-jacent devra être complété avec un code ISIN. Le TREM sera adapté pour pouvoir accepter soit un code ISIN soit le clip Markit (sous réserve d'accord avec Markit).

CERVM continuera à travailler aussi bien avec Markit qu'avec les entreprises pour voir si le code Markit peut être proposé comme une alternative remplaçant complètement le code ISIN.

Dans tous les cas, l'instrument sous-jacent déclenchant l'obligation de déclaration est l'existence d'une obligation de référence admise à la négociation sur un marché réglementé, puisque c'est le seul instrument sous-jacent légal.

Portée des transactions devant être déclarées

Puisqu'il n'y a aucune obligation de compenser les transactions de CDS à ce stade, la pratique du marché a évolué pour permettre certaines transactions spécifiques qui sont communément utilisées comme alternative à la compensation. Certaines de ces transactions devront être déclarées pour les besoins de la surveillance du marché.

La résiliation anticipée (totale ou partielle) : les parties conviennent de la résiliation anticipée d'un CDS. Dans la pratique, l'une des parties pourra avoir proposé une résiliation anticipée afin de profiter d'une information privilégiée. Par conséquent, les résiliations anticipées et les résiliations partielles devront être déclarées. Elles prendront généralement la forme de transactions inverses à la transaction initiale.

La cession (totale ou partielle) : l'une des parties à un contrat de CDS est remplacée par une autre. Etant donné le fait que ce genre de transaction entraîne un changement de l'exposition de certains des participants, toute cession devra être déclarée par chacun des participants dont l'exposition change. Celle des parties qui est toujours impliquée dans le contrat et ne connaît aucun changement d'exposition au risque de crédit n'est pas tenue de faire une déclaration.

Compression : ces transactions jouent le rôle d'une compensation entre les participants. Par exemple, si A a acheté une protection pour 5 M € de notional sur l'émetteur X auprès de B à 100 points de base, que B a acheté une protection pour 2M € de notional du même émetteur auprès de C à 95 points de base, et que C a acheté une protection pour 3M € de notional auprès de A à 105 points de base, des transactions spécifiques (y compris les paiements dus aux différences dans le prix) peuvent être convenues de façon à réduire la taille du montant notional protégé pour chacune des contreparties. A la fin, A obtiendra toujours une protection pour 3M € de montant notional de la part de B et accordera une protection sur 1M € de montant notional à C. Il n'y aura plus de contrat entre B et C.

Ces transactions ne transforment pas l'exposition globale d'un acteur du marché au risque de l'émetteur, et n'ont que peu d'intérêt pour les régulateurs. Il est donc suggéré qu'elles ne soient pas déclarées.

3) Exemple 8.1

i. CONTEXTE

Le client A vend une protection à la société B pour 20 millions de Dollars sur la dette Alcatel. L'obligation de référence est Alcatel 4,75 % janvier 2011 (FR0000189201).

ii. Données

Champ	Rapport par société A	Rapport par société B
Date de la transaction	2009-09-17	2009-09-17
Heure de la transaction	15:35:31	15:35:31
Identification de la société déclarante	A	B
Code de la contrepartie	B	A
Identification de la plateforme	XXXX	XXXX
Indicateur achat / vente	S	B
Capacité de négociation	P	P
Quantité	20000000	20000000
Prix unitaire	485	485
Notation du prix	USD	USD
Type d'instrument dérivé	Z	Z
Identification actif sous-jacent ultime	FR0000189201	FR0000189201
Identifiant put / call		
Multiplicateur du prix		
Prix d'exercice	500	500
Date d'échéance	2014-03-20	2014-03-20
Identification de l'instrument		

iii. EXPLICATIONS

Indicateur achat / vente : B désigne l'acheteur de la protection, S désigne le vendeur de la protection.

Prix unitaire

Dans cet exemple, la transaction nécessite un coupon annuel de 500 points de base et un paiement initial de 970k € c'est-à-dire 485 points de base de la valeur nominale.

Quantité : c'est le montant notional pour lequel la protection est achetée / vendue. Le montant notional est exprimé en monnaie – c'est-à-dire en Euros dans le cas présent (NON PAS en contrats standard de 10M)

IX. Dérivés complexes

1) Description du type d'instrument

Le CERVM encourage les entreprises à utiliser autant que possible les types d'instruments dérivés présentés en détail ci-dessus. Cependant, le CERVM reconnaît également qu'il y aura certains dérivés de gré à gré qui pourront partager certaines caractéristiques avec ces types de dérivés de gré à gré, tout en ayant des caractéristiques suffisamment différentes pour les empêcher d'être groupés avec d'autres types d'instruments dérivés.

Cette classification des types de produits dérivés devra être utilisée pour les exemples suivants de produits dérivés :

- lorsque l'instrument dérivé de gré à gré est une option et ne peut pas être classé comme une option d'achat ou de vente au moment où la transaction est conclue.
- lorsque l'instrument dérivé de gré à gré est une option ou un bon de souscription avec des achats et des ventes multiples.
- lorsque l'instrument dérivé de gré à gré est une option qui permet à l'acheteur de choisir si l'option est un achat ou une vente à une date particulière dans le futur (souvent appelée option double).
- lorsque l'instrument dérivé de gré à gré est une option ou un bon de souscription et que le prix d'exercice n'est pas connu au moment où la transaction est conclue et est basé à la place sur le prix moyen sur une période moyenne.
- lorsque l'instrument dérivé de gré à gré a des prix d'exercices potentiels multiples.
- options à cliquet où le prix d'exercice est fixé périodiquement avant la date d'échéance.
- lorsque l'instrument dérivé de gré à gré est une date de départ avancée.

Cette liste n'est pas exhaustive et il est prévu que de nouveaux dérivés complexes de gré à gré soient créés à l'avenir. Cependant, il convient de ne pas abuser de cette catégorie et nous attendons des entreprises qu'elles conviennent avec les AC que cette catégorie est appropriée pour certains dérivés de gré à gré avant de l'utiliser.

Les entreprises doivent déclarer les dérivés complexes comme une combinaison de « composantes » basiques. Le CERVM recommande vivement qu'il soit obligatoire au niveau local de remplir le champ de la description de l'instrument, afin d'expliquer pourquoi l'instrument dérivé est déclaré. Dans de tels cas, il n'est pas prévu que la description permette aux régulateurs de reconstruire le dérivé complexe mais, les régulateurs doivent être informés au moins du fait que la transaction est seulement une partie d'un ensemble plus large.

2) Exemple 9.1

i. CONTEXTE

Le 04 novembre 2010 à 10:24:46 UTC, une entreprise d'investissement A passe un contrat d'achat pour l'achat de 5000 contrats d'option double auprès de l'entreprise d'investissement B. Chaque contrat permet à l'entreprise d'investissement A soit d'acheter soit de vendre 1000 actions ordinaires de Vodafone plc pour 140p à n'importe quelle date jusqu'au 31/12/10. La prime du contrat est de 15p.

ii. Données

Champ	Rapport par société A	Rapport par société B
Date de la transaction	2010-11-04	2010-11-04
Heure de la transaction	10:24:46	10:24:46
Identification de la société déclarante	A	B
Descriptif de l'instrument	Vodafone 140 Chooser Option 31 Dec 10	Vodafone 140 Chooser Option 31 Dec 10
Code de la contrepartie	B	A
Lieu de négociation	XXXX	XXXX
Indicateur achat / vente	B	S
Code de la contrepartie	P	P
Quantité	5000	5000
Prix unitaire	0,15	0,15
Notation du prix	GBP	GBP
Type d'instrument dérivé	K	K
Identification actif sous-jacent ultime	GB00B16GWD567	GB00B16GWD567
Date de la transaction		
Multiplicateur du prix	1000	1000
Prix d'exercice	1,4	1,4
Date d'échéance	2010-12-31	2010-12-31
Identification de l'instrument		

iii. EXPLICATIONS

Identifiant put / call

Bien que l'instrument soit une option, l'identifiant put / call ne peut pas être saisi car l'option donne le droit soit d'acheter soit de vendre l'instrument sous-jacent.

Description de l'instrument

Le CERVM n'a pas l'intention de changer la description de l'instrument par l'intermédiaire du TREM, en raison des différences linguistiques.